

Bimensuel - Numéro 79 du 12 mai 1980 - 10 ff - 6 fs - 75 fb -

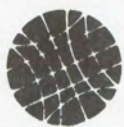
INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



**La rébellion en Cisjordanie
et la crise du gouvernement Begin**

**France : A un an
des élections présidentielles**



INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

SOMMAIRE

Numéro 79 du 12 juin 1980

- Page 3 ISRAEL
La rébellion populaire en Cisjordanie et la crise du gouvernement Begin Michel WARSHAWSKY
- Page 9 COREE
Solidarité avec la lutte des masses en Corée du Sud
Déclaration du Secrétariat unifié de la IVE Internationale
- Page 13 PEROU
Un premier bilan des élections Jean-Pierre BEAUVAIS
- Page 17 Interview de Hugo Blanco
- Page 19 Déclaration du Comité exécutif du PRT sur le bilan des élections
- Page 21 USA
Le nouveau mouvement contre la conscription et la politique américaine aujourd'hui David FRANKEL
- Page 26 FRANCE
A un an des élections présidentielles... Michel THOMAS
- Page 32 NUCLEAIRE
Pentecôte anti-nucléaire : 100 000 à Plogoff G. AGUIRE
- Page 35 TCHECOSLOVAQUIE
Document : Quelle société alternative ? Petr UHL
- Page 38 IRAN
II. La crise sociale et le sac de l'Université Michel ROVERE

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat Unifié de la IVE Internationale.

ABONNEMENTS - 1 AN - 25 numéros

POUR TOUS PAYS : 180 francs français
PAR AVION : Europe : 220 ff; Amérique, Afrique, Asie : 270 ff (ou respectivement : 70 dollars US, 75 dollars canadiens)
Afrique du Nord : 225 ff; Moyen-Orient : 225 ff
PLI FERME : France : 300 ff; autres pays : 350 ff
PLI FERME PAR AVION : nous écrire

VERSEMENT :
Chèques postaux ou bancaires à l'ordre de PEC (Presse-Edition-Communication)
adressés à :
PEC - 2, rue Richard Lenoir - 93100 - MONTREUIL - France

ou
VIREMENT à :
PEC - BNP Agence Robespierre
153, rue de Paris
93100 - MONTREUIL
Compte no : 230 179/90

Nom

Prénom

Adresse

Pays

La rébellion populaire en Cisjordanie et la crise du gouvernement Begin

Michel WARSHAWSKY

LE 26 mai devait être, selon les accords de Camp David, la date limite des négociations égypto-israélienne sur le statut des territoires palestiniens occupés par Israël depuis la guerre de Juin 67. Les plus fanatiques

partisans de ces accords sont aujourd'hui obligés de reconnaître que ce 26 mai, loin de voir la naissance du plan d'administration autonome de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, consacrera au contraire le rejet par la population palestinienne des accords impérialistes et un tournant important dans sa lutte de libération contre l'occupation sioniste.

radicalisation dans les territoires occupés: attaques de patrouilles militaires à coup de pierres et de cocktails molotov, refus de se taire et de baisser la tête au cours de contrôles, port de vêtements aux couleurs de l'Etat palestinien, et surtout le courage de déclarer publiquement son refus de l'occupation et du statut d'autonomie, et son soutien aux organisations palestiniennes.

REBELLION POPULAIRE EN CISJORDANIE

«La situation en Cisjordanie devient de plus en plus grave et il n'y a pas besoin d'avoir une trop grande imagination pour craindre que les derniers événements dans les territoires occupés ne soient le signe d'un début de rébellion populaire». C'est en ces termes que l'éditorial du plus sérieux des quotidiens israéliens, *Haaretz*, décrivait, le 28 avril, la situation en Cisjordanie.

Le terme de rébellion populaire n'est pas exagéré. Du début mars jusqu'à aujourd'hui, il n'y a pas eu moins de huit grèves générales, dont une grève de trois jours à l'occasion du jour de l'indépendance de l'Etat d'Israël, toutes massivement suivies. Contrairement aux grèves précédentes, ce ne sont pas seulement les lycéens et les commerçants qui participent aux grèves, mais aussi les travailleurs dont une partie importante des quelques 80000 salariés travaillant en Israël. Fait significatif, la population et les commerçants de la partie arabe de Jérusalem ont activement participé à ces actions, ce qui était loin d'être le cas au cours des années passées.

Parallèlement aux grèves générales, les manifestations de rue sont devenues un phénomène généralisé. Que ce soit dans les centres universitaires, comme Bir Zeit, dans les grandes villes comme Ramallah et Naplouse ou encore de petites agglomérations comme Anapta, il ne se passe pas plusieurs jours sans qu'une manifestation ne vienne «troubler l'ordre». Ces manifestations sont évidemment formellement interdites et entraînent presque toujours une répression violente de la part des forces d'occupation. Ce qui est particulièrement important, c'est que ces manifestations sont de moins en moins des manifestations exclusivement de lycéens, même si évidemment ceux-ci continuent à y jouer un rôle central, les masses populaires se mobilisant pour la première fois dans la rue. Le 8 mai, par exemple, c'était plus de 2000 personnes qui manifestaient, drapeaux palestiniens en tête, dans la rue centrale de la Jérusalem arabe, à l'occasion de l'anniversaire de «l'unification» de la ville, il y a 13 ans.

C'est au niveau des réactions individuelles que l'on mesure la profondeur de la

L'attaque en pleine ville de Hebron et à quelques mètres des soldats israéliens d'un grand groupe de colons de Kiryat Arba (la plus grande colonie juive des territoires occupés qui surplombe la ville de Hebron), a été jusqu'à présent l'incident le plus significatif de ces derniers mois. Il tranche notamment avec les autres opérations armées de la résistance palestinienne, non pas tant par l'audace du commando que par le choix des objectifs, le moment choisi, et surtout l'interaction que cette opération devait avoir avec les mobilisations de la population locale et avec les sentiments de courants de plus en plus larges de la population israélienne.

LES CAUSES CONJONCTURELLES DE LA RADICALISATION PALESTINIENNE

S'il est évident que, comme le remarquait l'éditorial du *Haaretz* cité plus haut, «les racines (de la rébellion) doivent être recherchées dans la logique même d'une occupation militaire dont le caractère oppressif entraîne le terrorisme, et le terrorisme une répression encore plus forte et ainsi de suite...», il n'en est pas moins nécessaire de chercher les causes conjonctu-

relles de la radicalisation actuelle. En effet, depuis la fin de l'année 1976, et la répression féroce utilisée par les forces d'occupation après plusieurs mois de mobilisations importantes, un calme relatif existait dans les territoires occupés.

Tout d'abord, et contrairement aux affirmations des autorités israéliennes, ce ne sont pas les manifestations de résistance qui ont provoqué un durcissement de l'occupation, mais au contraire, une série de provocations israéliennes qui ont provoqué une réaction en chaîne de la population occupée.

Avant tout, la politique de colonisation à outrance et au cœur même de la population palestinienne. A la différence du gouvernement travailliste avant lui, le *Likoud* défend ouvertement et publiquement l'indivisibilité de la terre d'Israël (Palestine) et le droit et le devoir de coloniser l'ensemble de la Palestine. Sous le haut patronage, les méthodes grossières et les déclarations provocatrices du général Sharon, le gouvernement du *Likoud* a entrepris de lancer une campagne de colonisation accélérée dans l'ensemble des territoires occupés, d'exproprier des milliers d'hectares de terres cultivées et privées — ce que le Parti travailliste s'était efforcé de ne pas faire, ou en tout cas, le plus discrètement possible — et de faire comprendre au monde entier, et en particulier aux Palestiniens, que la Cisjordanie était pour toujours partie intégrale de l'Etat d'Israël.

Cette politique, liée au projet d'administration autonome développé par Begin, a été sans aucun doute le facteur le plus important dans l'apparition d'une nouvelle vague de luttes dans les territoires occupés. *«C'est une lutte défensive que nous menons aujourd'hui, nous a déclaré il y a deux mois une des personnalités centrales du mouvement national dans les territoires occupés, et notre objectif est d'empêcher à tout prix de nouveaux succès dans la politique d'annexion rampante du gouvernement Begin»*.

Car l'offensive, c'est bel et bien le gouvernement Begin qui l'a lancée. Non seulement par la politique de colonisation à outrance, mais aussi par l'accentuation de la répression militaire et para-militaire. Les attaques systématiques contre les établissements d'enseignement (en particulier, l'université de Bir Zeit, l'école d'institutrices de Ramallah, la fermeture du collège des sciences d'Abou Dies, etc.), les menaces contre les dirigeants politiques et le décret d'expulsion du maire de Naplouse, Bassam Shak'a, mais surtout les agressions répétées des colons du *Goush Emounim*, qui, avec l'accord tacite du gouvernement militaire et armés par ce dernier, sont devenus une force de police autonome dans les territoires occupés, ratonnent, organisent des opérations punitives dans les quartiers, les villes ou les camps soupçonnés de créer des troubles, et qui, à plusieurs reprises, ont tiré sur des Palestiniens — faisant, il y a un an, à Hal'houl deux morts. Tout cela a renforcé le sentiment au sein des masses palestiniennes qu'il faut opposer une résistance acharnée à l'occupation, faute de quoi le projet d'autonomie du *Likoud* — à savoir perpétuer définitivement l'occupation — sera bel et bien appliqué.

Sur la base de l'offensive du gouvernement Begin, vient se greffer une série d'autres facteurs permettant de comprendre la profondeur de la rébellion palestinienne et ce qui la distingue de la précédente vague de luttes dans les territoires occupés.

Premièrement, l'existence d'une direction nationale locale, qui, tout en se revendiquant de l'OLP et se considérant comme une courroie de transmission entre la direction de l'OLP et les masses palestiniennes, a pris sur elle de coordonner les actions de résistance de la population palestinienne et d'unifier les diverses organisations et institutions face aux autorités sionistes et au projet d'administration autonome.

C'est ainsi que s'est constitué au cours des derniers

mois le comité d'orientation nationale, regroupant les représentants de la plupart des municipalités, des organisations politiques clandestines, associations professionnelles, syndicales et universitaires. Ce comité a été à l'initiative des différentes grèves générales et manifestations populaires au cours de l'année passée. Il est reconnu par l'ensemble de la population comme sa direction et jouit d'un prestige sans précédent dans l'histoire de la Cisjordanie occupée. Mais plus que toute autre chose, il offre pour la première fois un cadre unifiant pour les luttes qui jusqu'à une période très récente, restaient dispersées.

Deuxièmement, l'émergence d'une nouvelle génération de militants qui, non seulement n'ont plus aucune illusion sur le caractère provisoire de l'occupation — n'ayant pas connu la situation antérieure à l'occupation israélienne et étant arrivés à maturité politique alors que la lutte nationale palestinienne et certains de ses acquis étaient déjà un fait établi, — mais surtout ont appris à connaître de près l'occupant sioniste et à le démystifier. Après 13 ans d'occupation, les Palestiniens connaissent Israël, sa brutalité, son expansionnisme, mais aussi ses faiblesses : son isolement international et ses tensions internes. Cette conscience nouvelle d'appartenir à un conflit qui ne peut pas être réduit à une confrontation militaire entre une des meilleures armées du monde et les commandos palestiniens, mais qui implique des forces sociales diverses au niveau local, régional et international, donne un cadre beaucoup plus réaliste aux luttes menées par les populations occupées.

Troisièmement, la nouvelle vague de luttes prend appui sur plusieurs victoires des luttes précédentes, victoires qui ont montré les limites auxquelles se heurtaient les projets du gouvernement Begin et ses faiblesses : la décision de la Haute-Cour de Justice de démanteler la colonie de Eilon More, l'annulation du décret d'expulsion contre le maire de

Naplouse, Bassam Shak'a, la réouverture de l'université de Bir Zeit, l'incapacité de mettre hors-la-loi le comité d'orientation nationale, ont été à juste titre

perçus comme la preuve qu'il est possible de mettre en échec les forces d'occupation et de transformer une offensive en débâcle.

LA POLITIQUE DE LA MAIN DE FER

Si le gouvernement israélien a essayé de justifier le durcissement de la répression par l'opération du commando de Hebron, cela a été sans grand succès. Il est aujourd'hui de notoriété publique que la décision d'appliquer la politique dite de «la main de fer» a été prise plusieurs jours avant l'opération du commando. Celle-ci n'a été que le prétexte pour appliquer d'une façon spectaculaire et intransigeante la nouvelle politique: expulsion en pleine nuit du maire de Hebron, Fahed Kawassne, du maire de 'Hal'houl, Mo'hamad Mil'hom et du dirigeant religieux de Hebron, le Sheikh Tamini, ceci en totale violation des lois réactionnaires en vigueur dans les territoires occupés; dynamitage d'une dizaine de maisons proches du lieu de l'opération; et enfin couvre-feu total de la ville de Hebron.

Immédiatement après, ce sont les dirigeants supposés du comité d'orientation nationale qui ont été menacés d'expulsion s'ils n'arrêtaient pas immédiatement leurs activités politiques; c'est l'arrestation du maire de Bétunia pour avoir soi-disant incité à une grève de solidarité avec la population de Hebron; le couvre-feu dans plusieurs camps de réfugiés et dans un quartier de Bethléem où des incidents avaient eu lieu; l'arrestation de plusieurs milliers de personnes, manifestants ou simples passants à Hebron, Jérusalem, Ramallah, El Bire; la déportation de deux familles de Beit Sa'hour et du camp de Balata dont un des enfants était soupçonné d'avoir jeté des pierres sur un véhicule militaire; et bien entendu, rations et tabassages dans l'ensemble des territoires occupés.

C'est évidemment Hebron, ville relativement calme jusqu'à une période très récente, qui a

été la plus touchée par la politique de la main de fer: au cours du couvre-feu qui a duré plus de deux semaines les soldats ont reçu l'ordre de terroriser la population, plusieurs centaines de maisons ont été perquisitionnées avec tout ce qu'implique une perquisition dans le cadre d'une politique de terreur contre la population, près de 2000 personnes ont été arrêtées, c'est-à-dire tabassées, des milliers de coups de feu tirés, les récoltes ravagées. A quoi il faut ajouter les opérations punitives des colons de Kiryat Arba, spécialisés depuis plusieurs semaines dans la destruction de vitres de voitures et d'appartements.

Les punitions collectives sont devenues, au cours des dernières semaines, la règle: un enfant est soupçonné d'avoir jeté des pierres, la maison de ses parents est dynamitée; un camp de réfugiés est un peu trop bruyant, c'est le couvre-feu; les commerçants sont en grève, les membres du conseil municipal sont tenus responsables, arrêtés et menacés d'expulsion.

Parallèlement aux mesures officielles, les colons de Goush Emounim et la patrouille verte du général Sharon (organe officiel du ministère de l'Agriculture destiné à «protéger» les terres publiques face aux Arabes) ont eux aussi décidé d'appliquer une politique de «la main de fer». Ils n'ont pas attendu pour cela le prétexte de l'opération de Hebron. Le 24 avril, un commando de colons du Goush Emounim brise des centaines de vitres de voitures et d'appartements dans la ville de Ramallah; quelques jours plus tard, le rabbin Cahana et plusieurs dizaines de ses disciples se rendent armés à Ramallah, non sans avoir prévenu auparavant les autorités militaires, pour manifester sous les

fenêtres de la mairie aux cris de «Palestine, ça n'existe pas! Les Arabes, dehors!». Une semaine plus tard, plusieurs kilos d'explosifs sont trouvés dans un des centres du Goush Emounim à Jérusalem, destinés à une opération de représailles contre l'opération de Hebron; la patrouille verte quant à elle se distingue par la destruction de vignobles ('Artas) et autres cultures (à Dura et à Idna), par l'utilisation de défoliants ou l'arrachage des plants.

ET SES LIMITES...

A en juger par l'effet provoqué par les différentes initiatives du gouvernement Beguin et des colons du Goush Emounim, avant même que la politique de «la main de fer» ne devienne officielle, il est peu vraisemblable que l'accentuation de la répression soit une solution durable à la situation en Cisjordanie. Trois semaines après avoir expulsé les dirigeants de la région de Hebron, les territoires occupés ne semblent pas du tout en voie de «pacification»: malgré les menaces contre les maires et les tentatives d'ouvrir de force les magasins, il y a eu à plusieurs reprises des grèves partielles; malgré les punitions collectives, il n'y a pas de jour sans que des cocktails molotov ne soient lancés sur des véhicules militaires, y compris sur celui d'un des gouverneurs militaires.

C'est que la population palestinienne est parfaitement consciente des pressions auxquelles est soumis le gouvernement Beguin et des difficultés que cela implique dans l'application d'une politique archi-répressive.

En effet, Israël se trouve en pleines négociations avec l'Égypte sur le futur statut des territoires occupés. Pour le président Sadate, il est absolument nécessaire de voir ces négociations progresser afin de prouver qu'il n'a jamais cherché à arriver à une paix séparée avec Israël et que ce dernier est bel et bien obligé de négocier un retrait des territoires occupés.

Autour de la table des négociations sur le projet d'autonomie, ce n'est pas seulement la crédibilité de Sadate qui se joue, mais surtout les chances d'une solution négociée au Moyen-Orient, condition sine qua non pour une stabilisation de l'ordre impérialiste dans cette région.

Toute accentuation de la répression, toute nouvelle colonie, en un mot toute initiative israélienne visant à renforcer l'occupation sont autant de pas en arrière dans la réalisation des accords de Camp David, sur lesquels l'impérialisme américain au moins mise encore ses dernières cartes. C'est bien pourquoi, aux bourgeoisies européennes depuis longtemps conscientes que les intérêts impérialistes impliquent une mise au pas de la politique annexionniste du gouvernement israélien, se joint ces derniers temps l'impérialisme américain dans la critique de certains «excès» de la politique du gouvernement Beguin. L'adoption par le Conseil de Sécurité d'une série de résolutions condamnant Israël pour l'expulsion des dirigeants palestiniens, ainsi que pour la mise sur pied de colonies de peuplement, reflètent l'embarras et la nervosité de l'administration Carter face à la politique du gouvernement Beguin.

Mais c'est au sein même d'Israël que la politique du gouvernement Beguin se heurte à une opposition de plus en plus large. Au sein même de l'establishment sioniste se font entendre de nombreuses voix exigeant un changement radical de la politique d'occupation, voire sa remise en question pure et simple. «*Leur voie n'est pas la nôtre*» affirme une déclaration publiée dans l'ensemble des journaux et signée par deux cents personnalités centrales de la classe politique israélienne, dont plusieurs généraux, de nombreux députés travaillistes, des industriels, et plusieurs anciens ministres.

Dans l'éditorial cité plus haut du quotidien *Haaretz* et dont le titre est «*L'occupation maudite*», le journal de la grande bourgeoisie sioniste va jusqu'à affirmer : «*Nous avons*



pendant de nombreuses années espéré échapper à la logique infernale de toute occupation, logique à laquelle n'ont pu échapper des peuples plus grands et plus forts que nous... mais la réalité nous poursuit malgré nous, et nous devons maintenant en payer le prix. Cette réalité, c'est qu'en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, un peuple essaie de dominer un autre peuple contre sa volonté... C'est malgré nous que nous avons été amenés à cette situation lors de la guerre des 6 jours. Mais la vérité est que nombre d'entre nous se sont mis à aimer cette situation après 1967 et ont eu l'illusion qu'elle pourrait durer, peut-être pour toujours. Cette illusion devient de jour en jour plus évidente.»

Et quelques jours plus tard, après l'opération de Hebron et la décision d'appliquer une main de fer dans les territoires occupés, le même *Haaretz* publie un éditorial où l'on peut lire : «*Ce serait bien si l'on pouvait être convaincu que l'expulsion des trois dirigeants de la région de Hebron, le dynamitage et l'expropriation de plusieurs maisons dans Hebron et le durcissement des mesures contre tous les maires de Cisjordanie pouvaient ramener l'ordre. Malheureusement on peut douter que de telles mesures...mettent fin aux remous qui se développent au sein de la population arabe à l'est de la ligne verte. Celui qui croit qu'il suffit de répri-*

mer 'des émeutes' se trompe... Toutes les mesures de 'main de fer' ne feront que renforcer le ressentiment des Arabes contre nous, et le projet d'expropriation de 120 000 dounam de terres privées pour construire de nouvelles colonies et élargir celles qui existent déjà, ne fera que jeter de l'huile sur le feu».

POLARISATION EN ISRAEL

L'impact des événements en Cisjordanie n'a pas seulement créé des tensions au sein de la classe dirigeante et de la coalition au pouvoir. Au sein même de la population d'Israel, nous sommes témoins d'une polarisation grandissante.

Le sentiment décrit plus haut dans l'éditorial du *Haaretz* devient de plus en plus répandu, et s'exprime par la multiplication des manifestations de solidarité avec la population palestinienne en lutte. Même les organisations sionistes de gauche qui, au cours des 13 années d'occupation, ont gardé une attitude expectative et passive face aux tâches de solidarité, ressentent aujourd'hui le besoin de se mobiliser pour mettre fin à la politique suicidaire du gouvernement Beguin. Les manifestations se multiplient, même si elles restent encore minoritaires, et dans la plupart des cas, divisées. Le slogan central des diverses actions de solidarité est devenu

«A bas l'occupation!», slogan qui pendant 12 ans était resté le monopole des groupes anti-sionistes; nous assistons même pour la première fois à la tentative de mettre sur pied un comité unitaire contre l'occupation où sionistes de gauche et anti-sionistes s'organisent ensemble; parmi les multiples initiatives prises pour protester contre l'expulsion des dirigeants palestiniens de la région de Hebron, il faut mentionner la manifestation sur le Pont Alenby (qui lie la Cisjordanie et la Jordanie), organisée conjointement par les organisations israéliennes, y compris sionistes, des organismes palestiniens et les dirigeants expulsés qui manifestaient au même moment de l'autre côté de la frontière, à une quinzaine de mètres.

Phénomène non moins significatif, les remous que la politique actuelle provoquent au sein même de l'armée: le refus de servir dans les territoires occupés s'il reste marginal, est loin de se heurter à l'hostilité générale, et il a au cours des dernières semaines de la politique de la «main de fer» trouvé un écho au sein même des forces d'occupation, quand, à plusieurs reprises, la presse israélienne a rapporté que des soldats et des officiers ont refusé de faire ce que leurs supérieurs exigeaient d'eux. Le député Uri Avneri a diffusé un rapport aux membres du parlement dans lequel des soldats, jeunes recrues sans aucun passé politique, se déclaraient scandalisés devant les ordres qu'ils avaient reçus (frapper indistinctement toute personne interpellée, détruire du mobilier, terroriser...), et le général de réserve Mati Peled est allé jusqu'à prédire que le moment est proche où les autorités militaires se heurteront à un refus de masse de mener la politique de la main de fer.

Au sein de la population palestinienne de l'Etat d'Israël, la passivité du Parti communiste n'empêche pas de multiples manifestations de solidarité avec les frères des territoires occupés: dans plusieurs villages

des bombages et des affiches sont apparus sur les murs, des meetings ont été organisés qui ont rassemblé, chacun, plusieurs centaines de participants. Lors du premier mai, ce sont plus de 2000 personnes qui ont manifesté dans le village de Kaboul en Galilée, à l'appel des organisations anti-sionistes, centrant l'essentiel de leurs slogans sur la dénonciation de la répression dans les territoires occupés. Cette manifestation tranchait par son militantisme et ses mots d'ordre avec les quelques défilés que le PC a dû, malgré tout et contrairement aux années précédentes, organiser dans certaines localités arabes.

Quant aux universités, elles sont redevenues un lieu de mobilisation permanente contre l'occupation: une ou deux manifestations par semaine dans les trois universités les plus importantes d'Israël organisées en général par les Unions des Etudiants arabes et les organisations de gauche actives sur les campus. Mais c'est aussi à l'université que l'on peut le mieux ressentir la polarisation en cours: les manifestations des étudiants arabes sont de plus en plus confrontées à des attaques physiques de groupes d'extrême droite exigeant l'expulsion des étudiants arabes, voire de la population arabe. Des pétitions circulent qui exigent la mise hors la loi des Unions des étudiants arabes, et c'est parfois armés

que les groupes d'extrême droite s'en prennent à ceux qui osent exprimer leur solidarité avec la lutte du peuple palestinien.

Les colons de Goush Emounim ne restent pas passifs face à la situation actuelle: ils multiplient les pressions sur le gouvernement afin que celui-ci mette les bouchées doubles dans la colonisation de la Cisjordanie et l'annexion de ces territoires à Israël. Après une grève de la faim de plus d'un mois des dirigeants des colonies, le gouvernement a mis sur pied une commission chargée d'établir un projet d'expropriation de 120000 dounam supplémentaires et de changer le statut juridique des colonies, qui, formellement, se trouvent encore sous le joug de la loi jordanienne en vigueur en Cisjordanie.

Parallèlement aux diverses manifestations, l'extrême droite continue à s'armer et à parler de plus en plus ouvertement du devoir sacré qui lui incombe de «maintenir l'ordre» dans les territoires occupés et d'empêcher par tous les moyens une redivision de la Terre Sainte. Ils savent très bien que tant que Begin sera au pouvoir, leurs intérêts seront sauvegardés. Ce qui les préoccupe, c'est de préparer l'avenir et d'empêcher coûte que coûte un quelconque changement du statut de la Cisjordanie, voire le retour des «défaitistes» au pouvoir.

LE PRIX ECONOMIQUE DE LA POLITIQUE D'OCCUPATION

Mais ce ne sont plus seulement les éléments les plus politisés de la société israélienne qui se sentent concernés par les derniers développements dans les territoires occupés; l'un des changements les plus significatifs et des plus profonds de la situation politique en Israël, concerne l'attitude des masses israéliennes, et en premier lieu de la classe ouvrière, par rapport à la politique de colonisation et d'annexion du gouvernement Begin.

D'une façon diffuse, quoique de moins en moins, les masses travailleuses israéliennes commencent à comprendre qu'il est impossible de séparer la situation économique catastrophique de l'ensemble de la politique du gouvernement actuel.

Catastrophique, la situation économique l'est sans l'ombre d'un doute: le déficit de la balance des paiements atteint la somme de 4,6 milliards de dollars, l'ensemble des dettes

internes et externes du gouvernement se chiffrent à 34 milliards de dollars, dont 19 de dettes extérieures. Après une politique «radicale» de lutte contre l'inflation, le taux d'inflation qui a été, l'an dernier, de 120%, se chiffre pour le seul mois d'avril à 10,2%, ce qui laisse prévoir, si tout se passe «normalement», un taux annuel de 140%...

Ces quelques chiffres confirment que l'économie israélienne se trouve à la veille de la faillite, et ils permettent de comprendre la panique qui règne au sein des cercles financiers israéliens. Les mesures économiques prises par le nouveau ministre des finances Ygaël Horovitz devaient, pour tenter de remettre à flot l'économie israélienne, être radicales. Elles l'ont été pour la classe ouvrière: suppression des subventions aux produits de première nécessité qui ont provoqué une augmentation du lait, des produits laitiers, des œufs, du poulet, de l'essence, des transports, de l'eau et de l'électricité se chiffrant en moyenne à 240% en deux ans. Après avoir augmenté au cours de l'année de 50%, le pain va prochainement augmenter de 100%. Les budgets des services publics ont été réduits en moyenne de 6%, impliquant non seulement une réduction massive des services publics (santé, sécurité sociale, logements, éducation) mais surtout l'apparition, pour la première fois depuis 1967, d'un sous-emploi dans les services publics.

La réduction du pouvoir d'achat des travailleurs, à laquelle il faut ajouter la réduction du crédit et des subventions gouvernementales aux entreprises industrielles, ont entraîné une restriction du marché intérieur et donc de l'emploi dans le secteur industriel.

Le chômage devient donc une réalité en Israël, et on en vient à prévoir pour la fin 1980, 80 000 chômeurs, qui représentent près de 7% de la population active. Pour Israël, 7% c'est beaucoup, surtout si pour les villes d'immigrants où se trouvent les usines les moins rentables, cela peut

souvent signifier jusqu'à 25% de la population active locale.

En l'espace de deux ans, les travailleurs israéliens se trouvent donc confrontés à la fois au chômage, à la réduction des services publics et à une réduction moyenne du pouvoir d'achat qui est estimée à près de 10%.

Et pourtant, la situation économique continue à se détériorer, et à un rythme de plus en plus rapide. Les raisons en sont évidentes: les causes du déficit de la balance des paiements, du déficit budgétaire et de l'inflation ne se trouvent pas là où Ygaël Horovitz essaie d'utiliser ses méthodes radicales. Il faut les chercher dans les dépenses militaires et celles liées à l'implantation de nouvelles colonies. Le seul budget qui ait été augmenté cette année est celui de la défense (plus 12%) qui représente cette année 25% du PNB et près d'un tiers du budget national. Si l'on ajoute au budget de la défense, le budget des colonies, ainsi que les diverses parties des autres budgets liés aux dépenses militaires, et le paiement des dettes extérieures et intérieures, on arrive à la somme, approximative de 260 milliards de livres israéliennes, qui représentent deux tiers du budget national et près de la moitié du PNB.

Les tentatives de résoudre la crise économique en réduisant les dépenses publiques et le pouvoir des travailleurs ne sont donc pas seulement anti-ouvrières et réactionnaires, elles sont surtout complètement inefficaces. Ce qui change, c'est que ce ne sont plus uniquement les anti-sionistes qui l'affirment. Arnon Gafni, gouverneur général de la Banque d'Israël écrit (*Ma'ariv*, 4.4.80): «Israël ploie sous un lourd fardeau qui s'exprime:

- a) par l'orientation d'une partie importante de notre produit national vers les dépenses militaires,
- b) par une énorme dette extérieure pour financer l'achat d'armes.

Si les importations militaires se chiffraient pendant les années 60 à 200 millions de dollars par an, depuis 1973, elles sont montées à 1,5 milliards par an.» Gafni en vient ensuite aux dépenses militaires intérieures: « Dans les années 60, elles représentaient 5 à 6% du PN, après la guerre de 67, elles sont montées de 10 à 12% et après la guerre d'octobre entre 15 à 18%... Il est vrai, ajoute le gouverneur, que les USA nous aident à financer ces achats. Mais la moitié de ces dépenses s'ajoutent à nos dettes dont les seuls intérêts se chiffrent à 1,5 milliards de dollars par an.»

La solution de Amnon Gafni est simple: «C'est une nécessité nationale de première importance que de limiter massivement les dépenses militaires... Il est urgent de comprendre que la sécurité ne se limite pas au renforcement de l'armée, mais aussi au moral de la population, au niveau culturel, à la santé de la société...» Et Gafni de proposer une réduction des dépenses militaires à 10% du PN, soit une réduction de 60%!

Dans la même ligne d'idée, l'ancien conseiller du ministre des finances (*Likoud*) et ex-directeur du commissariat de la planification économique, le professeur Assaf Razine affirme (*Yedioth A'haronoth*, 20.5.80): « Horovitz exagère, à mon avis, dans la réduction des subventions et des services sociaux, parallèlement les dépenses militaires ont augmenté ainsi que celles liées à la construction et à l'implantation dans les territoires occupés. Il y a donc une déformation dans la distribution des ressources nationales au détriment de certains groupes sociaux, et en même temps, une accélération du processus inflationniste, due à une augmentation des dépenses du gouvernement... » A la question «n'y a-t-il donc rien à faire?», le professeur Razine répond: « Oh si, on peut faire même beaucoup, à condition de changer radicalement toute la conception politique et économique... Dans le do-

maine économique, une réduction radicale des dépenses militaires, l'arrêt des dépenses pour l'implantation des colonies... Dans le domaine politique, nous devons rapidement arriver à une solution du problème des terri-

toires occupés, par le biais d'un quelconque accord qui puisse nous permettre de recevoir un soutien financier massif à la fois du peuple juif et du gouvernement US».

nécessairement en contradiction avec l'Union nationale et la défense de l'intérêt national. Elle se contente donc de faire pression sur le gouvernement pour être intégrée à la prise des décisions économiques et sociales.

LA RÉACTION DES MASSES ISRAËLIENNES

Ce que des personnalités centrales de l'appareil sioniste comme Amnon Gafni et Assaf Razine commencent à comprendre, les travailleurs aussi en sont de plus en plus conscients. L'intérêt national étant encore profondément ancré dans leur conscience, ils seraient vraisemblablement prêts à faire de grands sacrifices, s'ils avaient le sentiment que le joug est partagé par tout le monde, et que leurs efforts permettent effectivement de remettre à flot l'économie. Mais ce qui se passe c'est que la bourgeoisie s'enrichit, en particulier par le biais de la libéralisation économique et les bons du trésor indexés, que l'inflation augmente de plus en plus, le déficit de la balance des paiements et du budget gonflent à vue d'œil.

A ce stade-là, ce n'est plus seulement la politique économique que les travailleurs remettent en question, mais le gouvernement Begin lui-même et l'ensemble de sa politique. Et nous assistons aujourd'hui au début d'un phénomène qualitativement nouveau : la conscience chez de larges masses que les conditions de vie et de travail sont directement liées à la politique globale de l'Etat sioniste vis-à-vis du conflit israélo-arabe. Le slogan «*De l'argent pour les quartiers pauvres, pas pour les colonies*» n'est plus le monopole des anti-sionistes. C'est par dizaines de milliers que les travailleurs et les habitants des bidonvilles l'ont crié au cours des derniers mois. Il est vrai que le gouvernement Begin ne s'est pas préoccupé de cacher ses priorités : alors qu'il avait affirmé qu'il résoudreait en quatre ans la question du logement dans les quartiers populaires — et qui est

un des problèmes sociaux les plus aigus d'Israël — le gouvernement a divisé ainsi le budget de la construction : 5 milliards de livres pour la construction dans les territoires occupés (qui concerne au maximum quelques milliers de personnes), 1,2 milliard pour les HLM pour jeunes couples et familles nombreuses (plus de 100 000 personnes).

Le sentiment de ras-le-bol de ce gouvernement n'a pas encore provoqué de riposte massive et unifiée de la part des travailleurs ; les luttes sont encore restées éparpillées et limitées, soit aux secteurs relativement privilégiés (instituteurs, infirmières, travailleurs sociaux, techniciens de *El Al*, travailleurs de la compagnie d'électricité, des banques, etc.) ou au contraire à ceux qui n'avaient plus rien à perdre (ouvriers du textile où plus de vingt usines sont soit sur le point de fermer leurs portes, soit l'ont déjà fait) ; dans la plupart des cas, ces luttes, défensives, se sont soldées par des échecs relatifs ou complets.

Cette relative passivité de la part des ouvriers industriels est due d'une part à la crainte du chômage et d'autre part au sentiment que, de toute façon, le *Likoud* va quitter bientôt le pouvoir et qu'alors on pourra commencer à envisager de résoudre les problèmes. Mais avant tout, il faut chercher la cause profonde de l'absence d'une contre-offensive généralisée de la part des travailleurs dans l'absence d'organisations de classe susceptibles de donner un cadre à une telle lutte. La *Histadruth*, en tant qu'organe de l'appareil d'Etat colonial, ne craint pas moins que le gouvernement toute forme d'organisation de classe et de lutte de classe dont la dynamique serait

Pourtant le sentiment que la politique actuelle mène l'Etat sioniste à la catastrophe et la crainte de débordements — la coordination de 12 comités de travailleurs représentants certains des secteurs les plus forts de la classe ouvrière israélienne est un signe inquiétant pour la direction de la *Histadruth* — poussent celle-ci à augmenter ses pressions sur le gouvernement. C'est ce qui explique pourquoi cette année, après plus de 10 ans de boycott, la *Histadruth* a décidé d'organiser une manifestation de masse contre la politique gouvernementale. Or, à la surprise de tous, y compris de la bureaucratie *histadruthique*, ce sont près de 150 000 travailleurs qui se sont mobilisés le 1er mai, et ce après une violente campagne de la droite sioniste sur le thème «*Le 1er mai, c'est la fête des Russes et des Arabes, donc des ennemis d'Israël*». La manifestation qui est la plus grande qu'Israël ait connue depuis la guerre de juin 67, est restée entièrement sous le contrôle de la *Histadruth* ; les slogans étaient centrés sur la défense de l'économie nationale, sur la sauvegarde de l'Etat, sur la défense d'une vraie union nationale, pour que tout le monde fasse un effort pour résoudre les problèmes de l'Etat ; si l'*Internationale* n'a pas été chantée une seule fois, on a pu tout au long entendre, par contre, des chants patriotiques.

Et pourtant, on ne peut pas réduire cette manifestation à une pure opération de la *Histadruth*, même si le cadre que cette dernière avait choisi a pu être maintenu. Pour les travailleurs mobilisés, c'était une manifestation de force contre le *Likoud*, et pour la défense de leurs conditions de vie. Dans beaucoup de cortèges, on pouvait entendre des slogans spontanés : «*A bas Begin !*», «*Du pain et du travail*», «*De l'argent pour les HLM, pas pour les*

colonies» «*Horovitz démission*». Ce qui manquait, c'était un cadre organisationnel capable d'organiser ces ripostes sponta-

nées, de dépasser les limites de la *Histadrouth*, de donner une réponse de classe.

LA CRISE GOUVERNEMENTALE

Les jours du gouvernement Beguin sont comptés. Le mécontentement populaire est total et les sondages affirment que pour la première fois depuis 30 ans le parti travailliste pourrait recevoir la majorité absolue des sièges au parlement. Ceci ne signifie d'ailleurs pas, que les masses israéliennes aient aujourd'hui confiance dans la capacité des travaillistes de résoudre les problèmes structurels de l'Etat d'Israël, mais simplement que rien ne peut être pire que le *Likoud* et que à tout prix il faut se débarrasser de Beguin.

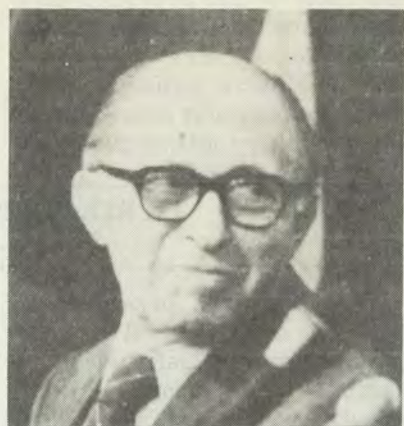
Cet isolement par rapport à la population, l'impasse des négociations avec l'Egypte et les tensions que cela crée avec les Etats-Unis, et les dimensions de la crise économique provoquent une polarisation au niveau de la classe dirigeante. D'une part Beguin, Sharon et la majorité de la fraction Herouth dans le *Likoud*, qui ont choisi la politique de la fuite en avant: intensification du processus de colonisation dans les territoires occupés, accentuation de la répression, voire possibilité de réduire les libertés démocratiques en vigueur dans la société juive d'Israël; une telle politique implique non seulement la poursuite de l'offensive anti-ouvrière, mais une militarisation croissante de l'ensemble de la société, et, à terme, une nouvelle aventure militaire.

Cette politique se heurte, comme nous l'avons montré, à une résistance de plus en plus massive au sein même des cercles dirigeants sionistes, y compris de la coalition au pouvoir. Les personnes les plus «réalistes» du gouvernement l'ont quitté: le ministre des Affaires étrangères, Dayan, remplacé par l'ancien dirigeant du Gang Stern qui est opposé aux accords de Camp David, la majorité des députés du parti

du général Yadin ont quitté la coalition, une forte minorité des députés libéraux du *Likoud* ne cachent pas leur volonté de faire alliance avec les travaillistes et maintenant le ministre de la Défense, Weizman, qui vient de démissionner, officiellement à cause de divergences sur le budget militaire, mais en fait parce qu'il ne croit plus que l'équipe Sharon-Beguin-Parti national religieux soit capable de diriger.

Le gouvernement est de fait devenu le gouvernement du Goush Emounim. Son objectif central est la colonisation accélérée des territoires occupés et pour cela, il est prêt à remettre en question la paix avec Sadate, à aiguïser l'isolement international, à créer des tensions avec les USA; pour cela il doit militariser l'ensemble de la société et réduire radicalement les conditions de vie des travailleurs et leurs libertés démocratiques. Or ceci est non seulement un pari dangereux, et loin d'être gagné, mais il a aussi de fortes chances d'être contre-productif. L'Union Nationale a pu être maintenue pendant plus de 30 ans, non seulement parce qu'il fallait se battre contre l'ennemi commun, mais aussi parce que les masses israéliennes identifiaient l'Etat sioniste avec leur sécurité, avec l'amélioration permanente du niveau de vie, parce qu'elles voyaient, à tort évidemment, la guerre comme la seule alternative imposée par les Arabes, que l'on n'avait pas le choix et que donc cette guerre était juste. C'était cela le ciment de l'union nationale et la base de la force de l'Etat sioniste.

Deux ans et demi de gouvernement Beguin auront permis d'accélérer à un rythme sans précédent une prise de conscience nouvelle parmi les masses israéliennes. La guerre, l'occupation, l'exacerbation du



conflit israélo-arabe apparaissent de plus en plus comme ce qu'ils sont: un choix délibéré de l'Etat sioniste lui-même, pour lequel les masses laborieuses juives sont appelées à payer un prix de plus en plus lourd.

UNE REPONSE DE CLASSE A LA CRISE DE L'ETAT SIONISTE

C'est afin d'empêcher la rupture de l'Union sacrée et l'effritement du ciment idéologique qui l'a permise qu'une majorité de la bourgeoisie israélienne veut se débarrasser du gouvernement Beguin-Goush Emounim et le remplacer par un nouveau gouvernement travailliste. Derrière cette volonté de remettre les travaillistes au pouvoir se cache l'idée qu'il vaut mieux faire des concessions limitées au rêve d'une colonisation juive de l'ensemble de la Palestine, que de risquer la déstabilisation de l'Etat sioniste par une politique du tout ou rien, l'isolement international et la «levantinisation» de la société juive.

Malheureusement pour la direction sioniste, la crise actuelle de l'Etat d'Israël n'est pas uniquement le produit d'une politique du tout ou rien des fanatiques du Goush Enounim. Elle est le reflet des nouveaux rapports de force politiques au niveau régional et international, du renforcement du mouvement anti-impérialiste dans l'ensemble de l'Asie occidentale, de la victoire de la révolution iranienne, du développement du mouve-

ment national palestinien. L'arrière fond de la crise de l'Etat sioniste et de son isolement grandissant, c'est l'essor de la lutte anti-impérialiste dans la région arabe. En ce sens, si les plus modérés parmi les sionistes ont raison de dire que la politique de fuite en avant de Beguin est suicidaire pour l'Etat sioniste, celui-ci a tout aussi raison quand il affirme qu'une politique plus modérée dans les territoires occupés, et à plus forte raison un retrait de ces territoires ne feront que renforcer le sentiment des masses palestiniennes et leur lutte contre le sionisme; quand il explique au président Carter qu'après la chute du chah, Israël reste le seul élément relativement stable pour la défense des intérêts impérialistes au Moyen Orient et que tout affaiblissement de l'Etat d'Israël renforcerait le mouvement anti-impérialiste arabe.

C'est dans une impasse que se trouve l'Etat d'Israël, de même que, d'ailleurs, l'impérialisme américain, quoique ce dernier ait infiniment plus de marge de manœuvre que son avant-poste au Moyen-Orient. La question, pour les travailleurs israéliens, est de commencer à comprendre que l'impasse de l'Etat sioniste n'est pas celle des travailleurs juifs, que la crise de l'Etat n'est

pas nécessairement celle de ses habitants.

Les travailleurs israéliens se heurtent pour cela à de lourds handicaps: plus de 30 ans d'Union nationale, l'absence de structures d'organisation classistes, l'idéologie raciste dominante et l'identification, encore très forte, entre la sécurité des travailleurs et la sécurité de l'Etat sioniste. Il faudra du temps pour surmonter ces handicaps, en développant toute lutte partielle, toute forme d'organisation autonome, pour qu'objectivement les travailleurs s'opposent aux priorités de l'Etat sioniste, et, sur cette base, développent une conscience de classe sur les ruines de l'Union nationale.

Dans le cadre de leurs luttes et de leur auto-organisation, les travailleurs juifs rejoindront progressivement les masses palestiniennes dans leur lutte de libération nationale, et permettront ainsi à celle-ci de se doter d'une perspective prolétarienne qui seule puisse offrir aux travailleurs juifs une alternative crédible au sionisme.

Mais pour cela les travailleurs israéliens doivent commencer à penser et à réagir en termes de classe, c'est-à-dire à rompre avec l'Union nationale. Aujourd'hui plus que jamais le problème central qui se pose devant les travailleurs israéliens c'est la nécessité de

s'organiser indépendamment de l'Etat sioniste et de commencer à réagir comme classe; d'élaborer un programme alternatif de priorités et de se donner les moyens de les imposer.

Les tâches des révolutionnaires anti-sionistes d'Israël sont donc multiples mais intrinsèquement liées: développer la lutte d'émancipation nationale des Palestiniens et l'orienter vers une perspective prolétarienne; développer toute forme de lutte et d'organisation des travailleurs juifs, qui affaiblissent objectivement l'Union nationale et permettent de progresser dans la voie de leur structuration comme classe autonome; développer la solidarité au sein de la population juive, et particulièrement la jeunesse, avec les luttes des Palestiniens dans le but de montrer que l'intérêt des masses juives et arabes implique une lutte commune contre l'oppression nationale du peuple palestinien.

C'est dans la fusion de ces différentes luttes qui reflètent des niveaux de consciences variés, que se crée le front uni anti-sioniste des masses juives et arabes qui seul sera capable de mettre fin à l'oppression sioniste et de garantir aux masses palestiniennes leurs droits nationaux et aux masses juives, la paix, la sécurité et une vie normale au sein du monde arabe.

28 mai 1980

Corée du Sud

Solidarité avec la lutte des masses en Corée du Sud

1er juin 1980

DEPUIS l'assassinat du dictateur Park, soutenu par les Etats-Unis, en octobre 1979, le régime sud-coréen est entré en crise ouverte. Un fort essor du mouvement étudiant s'est produit, marqué par de nombreuses occupations d'universités. Des grèves multiples ont éclaté dont celles des mineurs et des ouvriers sidérurgistes de

Pusan furent les plus importantes. Des manifestations combatives eurent lieu contre la dictature militaire et l'insurrection urbaine de Kwangju s'est étendue à de nombreuses autres villes de la province de Chollé. Des débuts de phénomènes de décomposition de l'armée sont apparus lors des combats de rue initiaux à Kwangju. Le commandement US en Corée

Déclaration du Secrétariat unifié de la IVe internationale

du Sud a donné le feu vert pour l'utilisation par la dictature des troupes qui ont écrasé la rébellion. Telles furent les étapes successives de cette crise au cours des dernières semaines.

La cause immédiate de la crise est le rejet quasi-unanime par les masses sud-coréennes du régime de dictature militaire installé par l'impérialisme US depuis deux

décennies à la suite des puissantes mobilisations étudiantes de 1960. Au lendemain de la mort du général Park, l'armée est divisée, un secteur laisse miroiter la perspective d'une certaine «libéralisation» du régime, la crise de direction politique bourgeoise s'accroît. Ce fut le retour, le 18 mai 1980, à la dictature militaire ouverte et à la répression la plus brutale avec l'arrestation de tous les dirigeants de l'opposition bourgeoise chrétienne, y compris l'ancien candidat à la présidence de la République, Kim Dae-jung, politicien chrétien-libéral grotesquement accusé d'être «à la solde de la Corée du Nord», ce qui provoqua les grandes explosions de la deuxième moitié de mai, dont l'insurrection urbaine de Kwangju fut le point culminant.

Mais la crise a des causes plus profondes. La Corée du Sud de 1980 n'est plus celle de 1960. Entre-temps, un des mouvements d'industrialisation les plus rapides que l'histoire du capitalisme ait connus, y a fait surgir la troisième puissance industrielle de l'Asie capitaliste, en chiffres absolus, et la deuxième relativement à la population et aux dimensions du pays. Mais avec cette industrie ultra-moderne a surgi un prolétariat nombreux et concentré dans des métropoles géantes comme Séoul, qui compte aujourd'hui sept millions d'habitants. La surexploitation de ce prolétariat travaillant pour des salaires de famine, maintenu par la dictature dans une situation d'atomisation, fut à la base du «miracle économique sud-coréen». Au cours de la dernière période, les salaires ont cependant commencé à augmenter sous l'effet même du «boom», provoquant un recul des investissements et un ralentissement de la croissance; 1980 sera une année de crise.

De ce fait, les étudiants ne sont plus seuls à affronter l'armée comme ils le furent en 1960. Une classe ouvrière en plein éveil sera de plus en plus à leurs côtés. Il est symbolique que ce soient des mineurs des mines de charbon qui aient procuré aux étudiants de Kwangju la dynamite avec la-

quelle ceux-ci menacèrent de faire sauter les locaux administratifs, si l'armée donnait l'assaut à la ville. L'armée elle-même n'est plus de composition essentiellement paysanne comme elle le fut au cours des années 50 et 60. Ces deux changements n'annoncent rien de bon pour l'impérialisme et la bourgeoisie sud-coréenne !

Dans l'immédiat, l'insurrection de Kwangju, en avance sur le reste du pays, n'a pas pu tenir. Pour tenter d'empêcher que son exemple n'inspire des luttes du même genre, la dictature et l'impérialisme déclenchent une répression sanglante contre l'avant-garde étudiante et ouvrière. Il faut, à ce propos, alerter et mobiliser l'opinion internationale, avant tout celle du mouvement syndical au Japon et aux Etats-Unis. Uni, le mouvement ouvrier et anti-impérialiste international doit protéger contre les tortionnaires du nouveau dictateur Chon les courageux combattants de Kwangju et d'ailleurs !

Après la chute du chah, après la montée impétueuse du mouvement de masse au Brésil, la crise de régime qui secoue la Corée du Sud indique que le système impérialiste n'est pas seulement menacé dans ses maillons les plus faibles et les plus arriérés, mais dans quelques-uns de ses «re-lais» semi-industrialisés considérés comme les plus solides. L'impérialisme et la bourgeoisie nationale défendront leur pouvoir, leurs profits et leur propriété bec et ongles dans ce pays. La présence de porte-avions américains dans les eaux de la mer du Japon, les bases et troupes américaines en Corée du Sud, à commandement unifié avec les forces opérationnelles coréennes, les menaces explicites à l'égard de Pyong-Yang, indiquent clairement cette résolution du grand capital de se maintenir en Corée du Sud, fût-ce à un prix de sang exorbitant.

Les masses sud-coréennes concentrent aujourd'hui leur combat contre la dictature militaire et pour la conquête des libertés démocratiques. La IVe Internationale soutient pleinement ce combat. Mais derrière

la dictature, il y a l'impérialisme, résolu à défendre ses positions dans le pays. Une lutte conséquente contre la dictature est intimement liée à la lutte contre l'impérialisme et l'occupation militaire par les USA. Le succès de cette lutte dépendra de la mobilisation et de l'organisation autonome du prolétariat, de la constitution de puissantes organisations syndicales, de la création d'un parti de masse des travailleurs et de l'apparition d'une organisation révolutionnaire d'avant-garde, basée sur la classe ouvrière sud-coréenne et fondée sur le marxisme-révolutionnaire et le programme de la révolution permanente, mobilisant les masses dans la perspective de l'établissement d'un gouvernement ouvrier et paysan.

Cette lutte soulèvera inévitablement la nécessité objective de l'unification de la Corée divisée en deux depuis plus de 35 ans, ouvrant la perspective d'une Corée socialiste unifiée résultant de la révolution sociale dans le Sud et de la révolution politique dans le Nord.

A bas la dictature militaire en Corée du Sud ! Suppression immédiate de l'état de siège ! Rétablissement immédiat de toutes les libertés démocratiques, sans réserves ni exclusives aucunes, y compris pour les communistes !

Liberté d'organisation et droit de grève sans restriction aucune pour les salariés !

Convocation immédiate d'une Assemblée constituante souveraine !

Retrait immédiat de toutes les bases et de toutes les troupes impérialistes de la Corée du Sud !

Solidarité internationale agissante avec les victimes de la répression en Corée du Sud ! □



Un premier bilan des élections

Jean-Pierre BEAUVAIS

VICTOIRE inattendue — et dont l'ampleur a bouleversé toutes les prévisions — d'*Accion Popular* et de son candidat, l'ancien président Belaunde Terry (qui obtiendra 43% des votes); grave défaite de l'APRA (qui ne reçoit guère plus de 25% des voix), et recul de la gauche, prise dans son ensemble, qui totalisera entre 15 et 20% selon qu'il s'agit des votes pour président, députés ou sénateurs ; tels sont les données essentielles des élections générales au Pérou qui marquent la fin de douze années de dictature militaire et le retour à un « régime civil ». Certes, à l'heure où nous écrivons, à peine plus de la moitié des bulletins de vote sont officiellement dépouillés et cette lenteur est lourde d'une fraude qui, pour être subtile, risque néanmoins d'être massive: le système de vote — où il fallait élire le futur président et ses deux vice-présidents, les futurs sénateurs et députés tous choisis sur une quinzaine de listes nationales et souvent quelques listes locales supplémentaires — était extrêmement complexe. Les invalidations pour « vice de forme » dans les bulletins sont donc très nombreuses (elles semblent devoir atteindre près de 20% des votes) et pénalisent les secteurs les plus défavorisés de la population. Dans

les quartiers ouvriers, les « *pueblos jóvenes* » et dans certaines zones rurales, lieux, où la gauche est généralement le mieux implantée, le pourcentage de bulletins invalidés dépasse largement cette moyenne nationale.

Cet élément d'importance pris en compte, il est déjà possible d'analyser le vote du 18 mai et ses conséquences et de déterminer les grands traits de la nouvelle situation politique qui s'ouvre au Pérou.

Si l'ensemble des caractéristiques fondamentales de la situation péruvienne n'a guère changé ces trois dernières années, (voir en particulier *Inprecor* numéro 72-73 du 20 mars 1980 pages 45-49 — « *Le FMI, la dette extérieure et la crise économique et politique au Pérou* » par Manuel Lajo) la conjoncture sociale dans laquelle se sont déroulées ces élections fut fort différente de celle qui a donné leur cadre et leurs caractéristiques aux élections pour la Constituante en 1978.

A l'époque on assistait à une importante montée de la mobilisation des masses dont les organisations représentatives (syndicats, partis de gauche, organisations révolutionnaires) étaient à la tête de la lutte pour le renversement de la dictature.

En mai 1978, par exemple, peu avant ces élections et alors

que la campagne électorale était déjà commencée, a eu lieu l'une des grandes grèves générales nationales qui ont marqué cette période.

Après les élections pour la Constituante, et stimulée par les gains réalisés alors par l'ensemble de la gauche et en particulier par les forces révolutionnaires regroupées au sein du FOCEP et de l'UDP, cette montée a continué à s'affirmer à travers de nombreuses luttes, en particulier celle des enseignants menée par leur syndicat (SUTEP) et la grève des mineurs.

Mais la politique systématique de division menée par les appareils réformistes — notamment par celui de la CGTP (Confédération générale des travailleurs péruviens) la principale centrale syndicale ouvrière contrôlée par le PC péruvien — et renforcée en pratique par le sectarisme des maoïstes, a conduit à l'isolement de ces luttes qui, face à l'intransigeance de la dictature, se sont soldées au mieux par des demi-échecs.

La répétition de ce schéma a, de fait, progressivement brisé cette montée dès la fin de 1978, sans que l'on puisse parler pour autant de défaite du mouvement ouvrier.

De nombreuses luttes se sont développées durant l'année 1979 et les premiers mois de 1980; la grève de plusieurs

semaines des employés municipaux de Lima qui s'est soldée par l'assassinat de 4 grévistes, et qui a transformé la capitale péruvienne en une immense décharge publique durant les journées électorales, est la plus récente d'entre elles.

Mais ces luttes sont toujours restées isolées, sans perspective réelle de généralisation et, malgré le haut degré de combativité, sont globalement restées à un stade défensif contre les effets de la politique d'austérité menée par l'équipe économique du ministre Silva Ruete, chargée d'appliquer les orientations dictées par les experts du FMI. Cette situation nouvelle a eu sa traduction politique: si durant la période antérieure de montée de la mobilisation (en gros les années 1976, 1977 et 1978), la classe ouvrière et ses organisations étaient à la tête de la lutte contre la dictature — un des éléments permettant de caractériser alors la situation péruvienne de pré-révolutionnaire — ce n'était plus véritablement le cas.

Parallèlement, tirant parti de cette situation et l'accentuant, les mécanismes de transfert du régime militaire au régime civil à partir des accords APRA-militaires — et subsidiairement PPC — se mettaient en place, en partie derrière la façade de la Constituante, et en partie aussi dans le cadre de celle-ci. Le contexte électoral de mai 1980 est l'aboutissement de cette situation, qui s'est mise en place très progressivement.

Le premier révélateur — au niveau de la préparation de ces élections — en a été, au fond, l'échec de l'ARI.

Personne, à l'exception de quelques sectaires aveugles, ne peut nier aujourd'hui que le processus unitaire qui a conduit à la constitution de l'*Alliance de la Gauche Révolutionnaire* (ARI) (voir *Inprecor* numéros 70 et 71-73) correspondait à un espoir et à une volonté unitaire de larges secteurs



des masses péruviennes. La désillusion et parfois même la démoralisation de certains de ces secteurs à la suite de la rupture de l'ARI en est malheureusement la confirmation négative. Désillusion dont a su habilement tirer parti Belaunde Terry, lorsqu'il a axé sa campagne sur le «vote utile».

Mais cette espérance et cette volonté unitaires confuses, qui voulaient voir dans la gauche une alternative concrète à la dictature, s'alimentaient plus de l'expérience passée — alors que la classe ouvrière et ses organisations étaient à la tête de la lutte contre la dictature — que de la situation présente: l'ARI, projet unitaire, n'a pas pu s'affirmer sur la base de luttes et de mobilisations en cours qui lui auraient donné son véritable contenu, sa véritable dynamique.

Dès lors, le poids des conflits entre appareils politiques aux traditions sectaires devenait déterminant, créant le terrain propice à l'offensive destructrice des «maoïstes orthodoxes» d'UNIR qui avaient accepté au départ l'ARI à leur corps défendant, et qui, finalement, ne purent se résoudre à faire campagne derrière le trotskyste Hugo Blanco et sur une ligne d'indépendance de classe. L'atomisation en cinq listes des forces de gauche ne pouvait qu'accentuer leur repli comme alternative à la dictature et favoriser la désertion de votes potentiels

pour une candidature unitaire de la gauche vers un vote utile en faveur de Belaunde.

POURQUOI BELAUNDE ? POURQUOI PAS L'APRA ?

Pourquoi cette situation n'a-t-elle pas favorisé l'APRA ? C'est-à-dire le parti bourgeois le mieux structuré — et de loin — disposant d'une base populaire, en déclin certes, mais toujours importante, qui n'a pas hésité à tenir un langage démagogique et faire appel à la gauche responsable durant toute la première partie de la campagne pour capitaliser cette atomisation, qui bénéficiait ouvertement du soutien de la social-démocratie internationale, et qu'une bonne partie de la hiérarchie militaire avait choisi comme devant lui succéder.

L'échec de l'APRA tient en premier lieu au dernier de ces atouts apparents: l'APRA était, pour tous, le parti favori des militaires, le parti qui a collaboré ouvertement depuis plusieurs années avec la dictature — en particulier, dans le cadre de la Constituante — pour organiser à son profit, mais selon les modalités voulues par les militaires, le transfert vers un régime civil.

Si voter APRA ne signifiait évidemment pas voter pour les militaires, voter contre l'APRA signifiait en finir une

fois pour toutes avec ce régime et toute volonté de continuité par civils interposés.

Ce fut toute l'habileté de Belaunde et de ses conseillers — au delà de leur campagne démagogique promettant 1 million d'emplois nouveaux etc. — de comprendre cela et d'en tirer les conclusions quant à l'axe de leur campagne. Pour ce faire, Belaunde disposait de deux atouts :

* le fait, d'abord, d'avoir été le président civil renversé par le coup d'Etat de 1968 qui a porté les militaires au pouvoir et dont est issu l'actuelle dictature.

* le fait de n'avoir pas participé — lui et son parti — à l'élection et aux travaux de la Constituante, donc de ne pas avoir collaboré avec les militaires dans le cadre de celle-ci... ce qui n'a pas exclu, par ailleurs, une collaboration tout aussi réelle mais plus discrète...

A partir de là, il lui était facile de se présenter comme le candidat bourgeois le plus démocratique, le plus opposé aux militaires, et combinant cela avec l'idée du « vote utile », de capitaliser une bonne part des votes des opposants aux militaires et à leur dictature.

Le vote Belaunde est, avant tout, un vote « anti-dictature », « anti-militaires », et par extension, un vote « anti-APRA ».

D'autres facteurs se sont combinés pour aboutir au faible vote recueilli par l'APRA. Les divisions internes de celle-ci ont affaibli sa campagne et miné la crédibilité de son candidat Armando Villanueva.

L'an dernier, après la mort de Haya, celui-ci a pu s'emparer de la direction du parti et être ainsi désigné comme son candidat à la présidence parce qu'il contrôlait l'appareil de l'organisation. Mais cela n'a pas suffi à asseoir véritablement son autorité sur l'ensemble de celle-ci et en particulier,

sur de nombreux vieux « dirigeants historiques ». L'un de ceux-ci, Townsend, chef de file de l'opposition à Villanueva et à ses méthodes autoritaires, était le candidat à la vice-présidence — un candidat qui ostensiblement n'a pas fait campagne, misant en fait sur la défaite de Villanueva.

Au handicap de ne pas apparaître comme le candidat de toute l'APRA, s'en est ajouté un autre pour Villanueva. Expression affaiblie de l'appareil central de l'organisation, il a usé et abusé des méthodes traditionnelles de violence de celui-ci pour tenter d'imposer son autorité. Les équipes d'hommes de main armés de l'APRA, à la brutalité et à la violence légendaires, n'ont cessé de se manifester durant toute la campagne, envers les opposants à l'intérieur de l'APRA, comme envers les membres d'autres partis, notamment de la gauche, offrant un avant-goût de ce qu'auraient pu être les méthodes d'un gouvernement de l'APRA.

Le rejet de l'APRA, c'est aussi le rejet de ces méthodes violentes par d'importants secteurs de la petite bourgeoisie et de la classe ouvrière, comme en témoigne le faible vote en sa faveur à Lima.

Beaucoup ont parlé au Pérou depuis les élections d'une défaite historique de l'APRA, de la fin de l'APRA.

C'est aller un peu vite en besogne. L'APRA a perdu beaucoup de son audience dans ses bastions traditionnels du Nord du pays et a échoué dans son projet d'élargir ailleurs sa base électorale, notamment à Lima. Divisée et sans direction reconnue par l'ensemble de ses militants, elle n'en reste pas moins la principale organisation bourgeoise du Pérou, la plus structurée et la seule disposant de racines populaires encore solides et capable d'alimenter les différentes organisations de masse (de jeunesse et syndicales notamment) qu'elle contrôle.

Dans l'opposition, l'APRA va tenter de refaire son unité et de recomposer ces forces. Le résultat est loin d'être acquis d'avance. Mais si indiscutablement une page de l'histoire de l'APRA est maintenant tournée avec la mort d'Haya de la Torre puis cet échec électoral, celle-ci continuera, dans la période qui s'ouvre, à être un facteur essentiel de la vie politique péruvienne. Les exemples du péronisme en Argentine, ou du MNR bolivien malgré son éclatement extrême, sont là pour prouver que ce type d'organisations grâce à leur vieille influence de masse et au poids de leur appareil sont capables de survivre longtemps même si leur rôle historique est de toute évidence achevé...

LA SITUATION DES FORCES DE LA GAUCHE

Si nous avons déjà analysé les raisons fondamentales du recul électoral de la gauche — caractéristiques conjoncturelles de la lutte de classe et division — encore faut-il souligner certains aspects de la situation extrêmement différenciée qui en a résulté au sein de celle-ci.

Les grands perdants sont le Parti communiste péruvien et le Parti socialiste révolutionnaire (le parti des généraux dits « progressistes » se revendiquant de la première période de la dictature lorsqu'elle avait impulsé une politique réformatrice bourgeoise, marquée par un début de réforme agraire et de nombreuses nationalisations).

Ces deux partis, qui lors des élections pour la Constituante, avaient totalisé séparément environ 12,5% des voix, s'étaient, cette fois-ci regroupés, au sein d'une coalition (*Unidad de Izquierda*) qui a obtenu à peine 2% des voix.

Si la personnalité du candidat à la présidence, le général Leonidas Rodriguez, un des hommes qui ont symboli-

sé la première phase de la dictature, a joué en la défaveur de l'*Unidad de Izquierda*, des raisons plus profondes expliquent cet échec cuisant qui, à lui seul, est responsable, à près de 75%, du recul des voix de la gauche.

Cet échec marque le rejet et la fin d'un courant politique de type «réformiste bourgeois radical» qui avait commencé à se structurer dans le cadre du PSR sur la base d'une revendication, quelque peu mythifiée, de la politique et des «acquis» des débuts du régime militaire, sous les auspices du général Velasco Alvarado.

Mais cet échec marque aussi et surtout le rejet par la base du PC péruvien, et la base de la CGTP qu'il contrôle bureaucratiquement, de la politique d'alliance de la direction de ce parti avec ce secteur.

Celle-ci ayant été présentée comme un modèle d'alliance avec des secteurs bourgeois «progressistes», comme l'application au contexte péruvien d'une nécessaire politique de collaboration de classe, c'est cette perspective qu'ont rejetée massivement les électeurs traditionnels du PC, en premier lieu la base ouvrière de la CGTP.

C'est une donnée nouvelle dont les répercussions, à terme, dans la CGTP, ne manqueront pas d'être importantes; il sera encore bien plus difficile que par le passé à l'appareil du PC de maintenir son contrôle bureaucratique sur le principal syndicat ouvrier du Pérou. Et ce, d'autant plus qu'une analyse détaillée des votes révèle que, si certains de ces électeurs traditionnels du PC ont voté «utile» pour Belaunde, la grande majorité d'entre eux ont voté pour l'UNIR, l'UDP et le PRT et, avant tout, pour ce dernier, si l'on en juge par les excellents résultats obtenus par nos camarades dans les bastions ouvriers, notamment à Lima.

A cette défaite du PC, il convient d'ajouter la débâcle du FOCEP de Ledesma (à peine plus de 1%). Au delà du discrédit du personnage — symbole même de la petite manœuvre politique — et de nombre de ses candidats locaux à la trajectoire douteuse, elle traduit le rejet d'une opération qui, avec la complicité de la dictature, visait à utiliser l'autorité acquise par le FOCEP — symbole de l'indépendance de classe lors des élections pour la Constituante — au service d'une politique réformiste confuse.

Ce piètre résultat marque la fin des ambitions de Ledesma, et aussi du projet de constitution d'un courant «réformiste de gauche» indépendant.

L'analyse des votes respectifs de l'UNIR (environ 4 pour cent), de l'UDP (environ 3 pour cent) et du PRT (environ 4 pour cent) est développée tant dans l'interview de Hugo Blanco que dans les extraits de la déclaration du Comité exécutif du PRT, publiés par ailleurs. Quelques remarques additionnelles cependant. La place occupée par ces trois secteurs est significative des nouveaux rapports de forces, reflétés par les élections, au sein de la gauche péruvienne. Les trotskystes, les courants centristes (UDP) et les maoïstes (UNIR) sont ensemble très largement majoritaires au sein de celle-ci.

C'est un autre aspect de la défaite du PC péruvien. Au delà de l'orientation ouvertement favorable à la collaboration de classe de UNIR et des confusions de l'UDP à cet égard, le vote pour ces organisations est à l'évidence qualitativement différent d'un vote pour le PC. C'est un vote qui exprime le plus souvent — malgré les compromis programmatiques et stratégiques qui ont conduit certains à donner dans le piège du vote utile — la volonté d'une alternative révolutionnaire.

Enfin il est tout aussi significatif que, dans ce cadre, les listes de nos camarades du PRT soient en tête de l'ensemble de

la gauche, à peu près à égalité, il est vrai, avec celles d'UNIR.

Malgré toutes les difficultés à surmonter — et dont rend compte Hugo Blanco dans l'interview publiée ici-même — le PRT a pu mener une intense campagne sur des bases politiques claires, en particulier en ce qui concerne le combat pour l'indépendance de classe, dont ces élections ont une fois de plus montré combien il était décisif.

Le nombre des votes recueillis, leur qualité — les pourcentages élevés dans de nombreux quartiers ouvriers (jusqu'à 15 pour cent) ou dans les zones de vieille tradition de lutte comme dans le sud du pays (jusqu'à 20 pour cent) — l'audience nationale acquise et la large périphérie déjà organisée témoignent, comme le dit Hugo Blanco, que *«très nombreux sont ceux qui ont écouté et compris notre propagande autour du 'pouvoir aux travailleurs, sans patrons, ni généraux' et l'ont exprimé par un vote de classe clair»*.

Un autre aspect du bilan de cette campagne du PRT est évidemment l'élection — que devraient confirmer les résultats définitifs — de cinq parlementaires, trois (Hugo Blanco, Hipolito Enriquez et Emerico Tacuri) sont des dirigeants du PRT, les deux autres (Ricardo Napuri et E. Fernandez) appartenant respectivement au POMR et au PST.

Sur la base de ces acquis et de leur concrétisation dans le développement et le renforcement qualitatif du PRT, nos camarades péruviens seront en mesure de jouer un rôle accru et décisif dans les mobilisations à venir et dans les processus de recomposition qu'inévitablement va connaître la gauche péruvienne, tant au niveau syndical que politique.

Ils seront mieux en mesure d'impulser les combats pour l'unité et l'indépendance politique des travailleurs péruviens, dont ces élections ont une fois de plus montré l'urgente et impérieuse nécessité. □

Interview de Hugo Blanco

* La droite a dépensé des sommes fabuleuses, des millions de dollars pour sa campagne; la gauche n'avait que des moyens très limités.

— En ce sens aussi cette campagne a été très différente de celle de 1978. Dans ces élections, l'opinion publique a été littéralement manipulée par les millions de dollars et les appareils politiques. Le PRT a dépensé moins durant toute sa campagne que ne dépensait chaque jour et pour leur seule propagande télévisée chacun des trois grands partis bourgeois. Au rapport entre l'investissement financier et le nombre de votes obtenus, la gauche a été très largement gagnante.

* Comment analyses-tu les résultats électoraux de la gauche péruvienne ?

— Il est évident que le vote pour la gauche a baissé. Plusieurs facteurs expliquent cela; avant tout la baisse d'intensité de la mobilisation de masse et de la lutte de classe. Lors des élections pour la Constituante, la situation était très différente puisqu'à quelques semaines des élections, il y avait eu — en mai 1978 — une grève générale nationale. Cette campagne n'a été marquée que par la grève des employés municipaux de Lima, grève durement réprimée qui a conduit à l'assassinat de plusieurs grévistes peu de jours avant les élections, mais que le gouvernement a réussi à cacher à une partie de la population.

— Bien évidemment, la division des forces de la gauche qui a désorienté et découragé de nombreux sympathisants de celle-ci. Mais, pour revenir au point antérieur, il est important de comprendre que dans les périodes de grande mobilisation les masses peuvent voir clairement quels sont leurs ennemis et quels sont ceux qui sont à leurs côtés dans la lutte. Durant cette campagne électorale, les masses ont été littéralement submergées de propagande, de promesses de toutes sortes, alors que la mobilisation était réduite.

* Quel rapport vois-tu entre la faiblesse du vote pour la gauche et la victoire de Belaunde ?

— On touche là à une autre raison de la baisse de la gauche: la campagne contre le «vote perdu», pour le «vote utile» menée par Belaunde et ses partisans a eu un impact sûr certains secteurs qui ne voyaient pas la gauche comme une alternative, à cause de ses divisions et parce qu'ils savaient que de toute façon les militaires s'opposeraient à une éventuelle victoire de la gauche.

* Comment analyses-tu le vote pour Belaunde plus généralement ?

— C'est avant tout un vote contre les militaires et contre l'APRA. Belaunde a su rappeler qu'il fut le président renversé par les militaires en 1968 et qu'il n'avait pas participé à la Constituante en 1978. Au contraire, la collaboration de l'APRA — et aussi du PPC — avec les militaires est apparue clairement dans la Constituante; et durant presque toute la campagne, l'APRA était, aux yeux de tous, le parti que favorisait les militaires.

* Quel sera le futur du gouvernement Belaunde ?

— Ce gouvernement de Belaunde est apparemment plus fort que le précédent, durant les années soixante, puisqu'avec l'appui du PPC, il est assuré d'une claire majorité au Parlement. En réalité, il est plus faible, entre autres parce qu'il doit affronter un contexte économique beaucoup plus difficile. Mais surtout la conscience et la combativité du peuple sont très supérieures. A l'époque, c'était essentiellement le mouvement paysan qui luttait contre la bourgeoisie. Aujourd'hui, c'est la classe ouvrière et les masses urbaines qui sont à la tête de ce combat avec, derrière elles, la tradition de lutte et de mobilisation contre la dictature

Au sommaire :

Editorial — Une nouvelle situation internationale ?
Manuel Aguilar Mora — Populisme et révolution permanente
John Ross — Construire le parti ou construire une «fraction-secte» ?
Ernest Mandel — Pourquoi la bureaucratie soviétique n'est pas une nouvelle classe dominante (Réponse à PM Sweezy)

Table ronde de *Critica Comunista* :
Les 61 licenciés à FIAT
Emmanuel Farjoun — La classe ouvrière palestinienne dans l'économie israélienne
M. Marguerito — La crise agraire au Mexique
Pierre Frank — Leon Trotsky et la révolution espagnole
Archives du marxisme — Roman Rosdolsky : Les prolétaires n'ont pas de patrie

A PARAÎTRE FIN JUIN :
QUATRIÈME INTERNATIONALE

qui s'est notamment exprimée à travers les grèves générales nationales des dernières années.

* Quelle évaluation fais-tu de la campagne des différentes organisations de la gauche et, en particulier, de celle du PRT ?

— La campagne du PRT a été très claire. Son axe était l'indépendance de classe : seul un gouvernement des travailleurs sans patrons ni généraux peut sortir le pays de la crise actuelle et les masses de leur misère.

Les campagnes de tous les autres secteurs de la gauche ont au contraire été confuses, créant l'illusion que les travailleurs peuvent — et doivent — gouverner en alliance avec les secteurs du patronat. Ce qui malheureusement n'a pas contribué à éduquer les travailleurs quant à l'antagonisme irréductible entre leurs intérêts de classe et ceux des exploiters.

* Comment analyses-tu les résultats respectifs des différentes forces de la gauche ?

— *Unidad de Izquierda* (UI) a perdu considérablement si l'on prend pour référence le vote PC et PSR pour la Constituante. Qu'un général soit présenté comme « *candidat des travailleurs* » est apparu scandaleux à la plupart de ces derniers.

UNIR et l'UDP ont fait une campagne confuse, comme je l'ai dit, en créant des illusions sur des supposés secteurs progressistes de la bourgeoisie. Ce qui explique que beaucoup d'électeurs qui ont voté UNIR ou UDP pour l'élection des députés et sénateurs, ont voté Belaunde pour l'élection du président (1).

* Cela signifie-t-il que UNIR et UDP voient en Belaunde le représentant d'un secteur bourgeois « progressiste » ?

— Non. Ils ne disent pas cela. Mais ils éduquent les masses sur la base du fait qu'existent de supposés secteurs « progressistes » de la bourgeoisie.

* Quelles caractéristiques spécifiques a, selon toi, le PRT ?

— La quasi-totalité de nos votes sont cohérents, c'est-à-dire que pour président, sénateur et député, le PRT a reçu un nombre à peu près équivalent de votes.

C'est un vote contre la conciliation des intérêts de classe, pour l'indépendance de la classe ouvrière. Très nombreux sont ceux qui ont écouté et compris notre propagande autour du « *pouvoir aux travailleurs* », et l'ont exprimé par un vote de classe clair.

* Quelle comparaison peut-on faire entre les résultats actuels et ceux de la Constituante ?

— Il est clair que notre vote a diminué ; mais nous pensons aussi qu'il est qualitativement différent. Il ne s'agit plus maintenant d'électeurs qui votent par sympathie pour Hugo Blanco, mais d'électeurs qui, dans leur grande majorité, votent pour un gouvernement des travailleurs sans patrons ni généraux. C'est un vote plus conscient, un vote pour le PRT et son programme. Nous ne nions pas l'existence, même aujourd'hui, du facteur person-

nel, mais ça n'est plus l'essentiel — et c'est très positif.

Grâce à ces élections, le PRT a franchi un seuil qualitatif. C'est maintenant un parti organisé nationalement, connu par les masses. Un parti qui a appris à mener une campagne et s'est montré capable d'organiser plusieurs milliers de nouveaux sympathisants autour de lui dans cette campagne. Nous avons rompu pratiquement avec la tradition du groupuscule sectaire qui était jusqu'alors celle du trotskysme péruvien. Cela, c'est un changement qualitatif.

* Dès le lendemain des élections le PRT a repris l'offensive. Il a lancé une campagne qui permettra, à l'ouverture du Parlement, d'apporter un véritable « cahier de doléances » du peuple péruvien. Peux-tu en expliquer le sens ?

— D'importants secteurs de masse attendent que Belaunde concrétise ses promesses. L'un des axes de sa campagne n'a-t-il pas été de promettre 1 million de nouveaux emplois d'ici un an... ? Nous avons donc élaboré un projet de plateforme qui synthétise les principales revendications immédiates du peuple comme l'augmentation des salaires, l'amnistie générale, la réintégration des militants ouvriers licenciés sous la dictature, etc. Nous allons faire discuter, amplifier et signer cette plateforme par des dizaines de milliers de travailleurs et la présenter au Parlement. Nous voulons que ce soient les travailleurs eux-mêmes, à travers leurs organisations, qui nous indiquent ce pourquoi ils veulent qu'on lutte en priorité.

Dans l'enceinte du Parlement, nous n'allons pas faire comme les députés de la droite, qui sourient au peuple durant la campagne et une fois élus, oublient leurs promesses et s'enferment dans leurs bureaux. Nous, nous travaillerons avec toutes les organisations ouvrières et populaires pour que ce soient véritablement les travailleurs qui décident des revendications que nous devons mettre en avant au Parlement.

* Comment envisages-tu le problème de l'unité dans la période qui s'ouvre ?

— L'unité des forces de gauche tant au niveau parlementaire qu'au niveau des mobilisations des masses a plus de possibilités de se concrétiser maintenant que lors de la campagne électorale. La campagne a vu s'affronter deux conceptions : notre intransigeance contre tous les exploiters d'une part et ceux qui cultivent des illusions dans le soi-disant réformisme

(1) Les votes pour président, députés et sénateurs étaient des votes séparés. Sur la base des résultats définitifs actuellement disponibles (environ 50% des votes) il apparaît qu'environ 40 à 45% des votants pour les députés et les sénateurs d'UNIR ont voté Belaunde pour la présidence ; ce pourcentage monte à 55% en ce qui concerne l'UDP. En ce qui concerne le PRT la variation n'est pas supérieure à 5% entre les trois votes. L'APRA a utilisé ce phénomène dans sa propagande pour expliquer que Belaunde était l'élu de la gauche marxiste. C'est en fait une claire illustration du « vote utile » et des confusions entraînées par une absence de clarté sur l'indépendance de classe.

de certains secteurs patronaux de l'autre.

Dans la lutte directe pour l'augmentation des salaires, la réintégration des licenciés — pour ne prendre que ces exemples — la gauche peut et doit s'unir. Cette lutte va se livrer dans, mais surtout, hors du Parlement. Nous lutterons pour l'unité dans chaque combat que nous mènerons ou que mènera le peuple péruvien.

* Un dernier commentaire...

— Tout ce que nous avons fait durant la campagne et que nous allons faire maintenant n'est qu'un entraînement, un moment, vers ce qui est notre objectif final: la construction du parti des travailleurs, de l'armée des travailleurs capable de prendre le pouvoir, de réaliser le pouvoir des travailleurs et le socialisme. □

Lima, le 27 mai 1980.

Pérou

Déclaration du Comité exécutif du PRT

LE processus de «transfert» s'est conclu par l'élection du candidat d'Action populaire, une défaite d'envergure pour l'APRA et un recul du vote pour la gauche. Toutefois, dans le cadre de ce recul, le vote pour le PRT revêt une importance toute particulière notamment par sa cohérence et le degré de conscience qu'il reflète (...).

Le fait que Belaunde ait dépassé les 36 pour cent requis pour être immédiatement élu a surpris non seulement tous les observateurs, mais également ses propres partisans (...).

Ce vote est avant tout l'expression d'un vote «anti-APRA» et «anti-militaires» du peuple péruvien.

Le triomphe électoral de Belaunde ne signifie de toute façon pas une stabilisation de la domination bourgeoise sur l'ensemble de la nation.

L'APRA, orpheline de son fondateur et chef incontesté Haya, minée par des conflits internes, a payé lors de ces élections sa collaboration étroite avec la dictature militaire et les méthodes violentes et quasi-fascistes qu'elle a employé tout au long de la campagne (...).

Les positions ultra-droitières et le soutien ouvert à la junte militaire du PPC sont les causes de l'échec de ce parti qui n'a su trouver aucune sympathie auprès du peuple péruvien.

La gauche, quant à elle, n'a pas perdu face à Belaunde le 18 mai, mais lorsqu'elle s'est divisée. Les divisions des forces révolutionnaires ont permis à la bourgeoisie de choisir sans risque entre ses trois principaux porte-parole Belaunde, Bedoya ou Villanueva.

L'ARI a donc bel et bien été une occasion manquée (...). C'est parce qu'ils n'ont pas vu dans une gauche unie une alternative concrète

que d'importants secteurs de masse, désorientés, ont voté pour Belaunde afin d'empêcher une victoire de l'APRA (...).

Ces élections sont une dure leçon pour tous les opportunistes.

D'abord pour l'opportunisme de G. Ledesma qui, lors des élections pour la Constituante avait créé avec nous le FOCEP et défendait alors l'indépendance de classe. Avec la complicité de la dictature militaire Ledesma a tenté de s'ériger en «chef de la gauche». La dictature lui a offert sur un plateau d'argent le nom du FOCEP qu'il a utilisé pour faire une alliance avec les généraux «progressistes» du PSR et le Parti communiste. Cette alliance rompue pour une question de répartition de candidatures, le FOCEP de Ledesma a été écrasé dans tout le pays même à Pasco, le fief de Ledesma, et obtiendra à grand peine un siège de sénateur.

Dure leçon également pour le PSR et le PC péruvien regroupés au sein de la UI (*Unidad de Izquierda*). Ces deux partis espéraient obtenir 12 pour cent des votes, c'est-à-dire le total des votes que, séparément ils avaient obtenus lors des élections pour la Constituante.

Ils obtiennent aujourd'hui à peine 2 pour cent...

Le Parti communiste, un parti ouvrier, vieux de plus d'un demi-siècle, a commis une des erreurs les plus grandes de son histoire en faisant d'un général, lié à l'histoire d'un régime qui a affamé et réprimé le peuple péruvien, son candidat (...). Clairement durant ces élections, les travailleurs ont dit «sans généraux» ! (...)

Depuis plus d'un an, les masses avaient pu observer les processus de division et de fractionnement au sein de l'UDP et du FOCEP.

1) L'arbre et la torche étaient les symboles respectifs de l'UDP et de UNIR sur les bulletins de vote. La pelle était le symbole d'Accion Popular.

Le poing était le symbole du PRT. Marquer trois fois le poing, signifie avoir voté PRT pour la présidence, le sénat et la chambre des députés.

Lorsque l'ARI fut créée, puis lorsque son unité fut remise en question, ces masses n'étaient pas mobilisées. Cette absence de mobilisation importante à — à la différence des élections pour la Constituante — largement marqué le contexte de ces élections.

Il était toutefois possible aux forces de la gauche révolutionnaire de participer à ces élections regroupées sur une ligne d'indépendance de classe comme le fut celle de l'ARI.

Ceci n'a finalement pas été possible, non par notre faute, puisque toujours nous avons lutté pour la réalisation de cette unité, mais à cause du sectarisme de *Patria Roja-UNIR* qui n'a finalement pas accepté de mobiliser derrière un candidat trotskyste et des ambitions de l'UDP qui voulait avant tout profiter du prestige de Hugo Blanco en faisant l'économie d'une véritable politique unitaire (...).

Malgré tout, la gauche révolutionnaire a reçu l'appui durant ces élections d'importants secteurs de masse. La somme des votes obtenus par UNIR, l'UDP et le PRT, notamment dans les quartiers populaires, dépasse très souvent les votes obtenus en particulier par l'APRA.

Il est évident qu'une alliance de ces trois forces aurait signifié bien plus que la somme de ces trois votes (...).

Dans les votes obtenus par ces deux fronts (UNIR et UDP), un fait important mérite d'être souligné, c'est le vote différent qu'ils ont obtenu selon qu'il s'agissait de voter pour la présidence, le sénat ou la chambre des députés. Comme l'a dit Hugo Blanco, les électeurs de UNIR et de l'UDP, à la différence de ceux de PRT, ont voté «avec l'arbre ou la torche d'une main et la pelle de l'autre» (1).

UNIR a présenté une alternative de caractère réformiste durant sa campagne proposant un «gouvernement non aligné» et faisant appel à des secteurs patriotiques de la bourgeoisie. De son côté, l'UDP qui a d'abord défendu l'unité a

ensuite centré sa campagne sur un axe ultra-gauche, la «mise en jugement» de la dictature, tout en mettant en avant de façon permanente la formule d'un «gouvernement populaire» intégrant des secteurs progressistes du patronat.

Les campagnes de UNIR et de l'UDP ont méséduqué les électeurs; les illusions qu'ils ont cultivées sur des secteurs du patronat ont fait qu'ils n'ont pas éduqué les secteurs de masse qui les ont écouté dans la perspective d'une politique d'opposition frontale à la bourgeoisie.

Les votes pour le PRT au contraire sont dans leur immense majorité extrêmement cohérents; ce sont des votes qui ne sont pas pour une personne mais pour un parti;

des votes qui sont un cri de combat: le pouvoir aux travailleurs!

Plus de 170000 personnes ont marqué trois fois le poing (2) du PRT. C'est un vote cohérent, conscient pour un gouvernement des travailleurs sans patrons ni généraux (...).

Le PRT s'est engagé dans cette campagne confronté à des obstacles considérables.

Non seulement la campagne publicitaire de la droite a tout fait pour nous discréditer, mais au cours de la campagne, les revues de gauche comme *Marka* et *Amauta* se sont jointes à ce chœur.

Nos faiblesses propres étaient grandes et il nous a fallu travailler à les dépasser au cours même de la campagne.

Le bilan est aujourd'hui clair: nous avons avancé plus que nous-mêmes l'espérions (...).

Nous faisons un bilan positif à notre échelle de la campagne, de notre capacité à avoir utilisé cet espace démocratique pour avancer dans la construction de notre organisation; pour avoir appris à dépasser dans la pratique de nombreuses erreurs du passé; pour avoir jeté les bases d'un nouveau développement de notre influence (...).

Avec cette force nouvelle, nous reprenons la lutte pour l'unité, à partir des nouvelles mobilisations des masses! Préparons les conditions d'une mobilisation unifiée de masse contre le nouveau gouvernement bourgeois! (...).

La campagne en quelques chiffres

Pérou

LE Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) est une organisation de formation récente. Son congrès de formation s'est tenu à Lima en octobre 1978. Elle est le produit de la fusion de cinq petits noyaux de militants se revendiquant du trotskysme et de la IVe Internationale. L'un de ces noyaux, dirigé par Hugo Blanco, est issu du Parti socialiste des travailleurs (PST), l'organisation se revendiquant aujourd'hui au Pérou de la Fraction bolchévique. Le PRT, organisation à composition largement ouvrière (75 %), a été reconnue par le XIe Congrès mondial comme section péruvienne de la IVe Internationale.

Pour une organisation aux forces encore modestes, la campagne électorale était un défi, une possibilité de multiplier son audience et son implantation. Après avoir arraché une légalisation que les militaires se refusaient à leur reconnaître — en étant le parti ayant recueilli le plus de signatures nécessaires à cette légalisation — les militants du PRT se sont mobilisés ces trois derniers mois de façon extraordinaire: presque tous ont virtuellement été des militants à plein temps durant cette période.

Le bilan est éloquent: outre plusieurs centaines de petites réunions locales, la campagne s'est articulée autour de 49 meetings centraux comptant avec la présence de Hugo Blanco. Entre 200000 et 250000 personnes ont participé à ces meetings, dont 50000 au meeting de clôture de la campagne à Lima.

Trente neuf de ces meetings ont été organisés par le seul PRT, les dix autres l'ont été conjointement, soit avec le Parti ouvrier marxiste-révolutionnaire (POMR — organisation affiliée au CORQI), soit avec le PST, soit — pour ce qui est des meetings d'ouverture et de clôture de la campagne — par les trois organisations ensemble.

Durant la campagne, outre la publication régulière de *Combate Socialista*, l'organe central de l'organisation tiré et vendu à environ 6500 exemplaires, plusieurs centaines de milliers de tracts ont été distribués, trois brochures ont été publiées et huit programmes de télévision ont été conçus et montés par nos camarades. Onze locaux, outre le local central de l'organisation, ont été ouverts rien qu'à Lima et dans sa banlieue. Parallèlement une intense campagne financière était menée, permettant — avec l'apport obtenu durant la tournée de meetings en Europe de Hugo Blanco — le financement de la campagne.

Le PRT a multiplié l'organisation de «comités de base du PRT», structures regroupant tous ceux qui, pas encore membres du parti, se sont mobilisés de façon militante durant la campagne. Ces comités diffusent *Combate Socialista* et sont animés par un ou deux militants du PRT. Leurs membres ont des cartes où figurent les cotisations qu'ils ont payées (obligatoires) et les cours de formations élémentaires suivis. Des cycles de cinq cours de formation élémentaire sont organisés par zone pour les membres de ces comités. Au lendemain des élections, il y avait — recensés centralement — 3750 mem-

bres de comités de base à jour de leur cotisation et participant régulièrement à l'activité de ceux-ci (2450 à Lima, les autres en province). 70 % des membres de ces comités ont une appartenance syndicale.

Pour les semaines et les mois à venir, l'un des objectifs centraux du PRT est l'intégration à l'organisation — comme militants — du plus grand nombre possible de participants à ces comités de base, en particulier à partir d'un travail d'éducation systématique et de l'expérience d'activité militante menée ensemble avec les militants du PRT.

«Nous avons fait un bond en avant considérable dans la construction de notre organisation», expliquait Hugo Blanco dans une interview télévisée au lendemain des élections. Ce fait, reconnu par toute la gauche péruvienne, même dans les déclarations les plus sectaires des dirigeants maoïstes ou dans les commentaires de del Prado, le secrétaire général du PC péruvien, ne manquera pas d'avoir des effets importants dans le processus de recomposition qui se dessine au sein de la gauche péruvienne dans la période qui s'ouvre. Il permettra en particulier à nos camarades du PRT d'impulser avec beaucoup plus de poids et d'autorité les mobilisations unitaires qui plus que jamais s'imposent à une gauche divisée et à la tradition sectaire. Cela vaut a fortiori pour les organisations et secteurs se revendiquant du trotskysme où, sans contestation possible, le PRT s'est affirmé comme étant — et de très loin — l'organisation essentielle. □

Jean-Pierre BEAUVAIS

Le nouveau mouvement contre la conscription et la politique américaine aujourd'hui

David FRANKEL

Lorsque le président Carter a annoncé, le 23 janvier, que la jeunesse américaine devrait s'inscrire sur les listes de conscription, il prenait pour cible les luttes des ouvriers et des paysans du monde entier. Il voulait donner l'assurance à tous les dictateurs soutenus par les Etats-Unis, de la Thaïlande au Guatemala, que Washington leur viendrait en aide s'ils étaient menacés par une rébellion populaire.

Mais la mesure de recensement proposée par Carter était également une attaque contre la classe ouvrière américaine, qui visait tout d'abord à imposer à nouveau la conscription, qui avait cessé en 1973, — l'un des acquis des luttes de masse menées contre la guerre d'Indochine — et dans un deuxième temps, à étendre qualitativement l'ancienne conscription puisque les femmes, aussi bien que les hommes, devaient se faire recenser.

La réponse à l'attaque de Carter fut immédiate, à travers tous les Etats-Unis.

D'un bout à l'autre du pays, des manifestations et des meetings eurent lieu. On peut tirer de ces diverses ripostes un certain nombre de conclusions:

* d'abord le fait que ce fut un phénomène généralisé et non isolé. Il y eut des réactions non seulement dans des villes comme New York et Berkeley, mais aussi à Morgantown, en Virginie occidentale; à Olympia, dans l'Etat de Washington; à Middletown, dans le Connecticut; et à Manchester dans le New Hampshire.

* leur caractère massif. Rien que le 22 mars, il y eut 25 000 personnes qui défilèrent

à Washington, DC, tandis que dans les autres villes on en comptait environ 10 000.

* ces manifestations s'inscrivent dans le cadre d'une nouvelle mobilisation spontanée de toute une nouvelle génération de militants qui font leurs premiers pas dans la politique. Avant la proposition de Carter, il n'existait pas de mouvement anti-conscription qui soit significatif. Mais dès que la nouvelle fut annoncée, en quelques jours on vit des milliers de jeunes réagir et créer, quasiment du jour au lendemain, de nouvelles organisations et des comités. Bien que parmi ces jeunes militants, certains aient déjà une expérience militante à travers le mouvement anti-nucléaire, beaucoup n'étaient encore que des enfants au moment du mouvement contre la guerre du Vietnam il y a 7 ans.

* malgré les déclarations répétées par les médias selon lesquelles les masses américaines auraient oublié les leçons de la guerre du Vietnam et seraient guéries de ce qu'on a appelé «le syndrome vietnamien», il est évident que ces jeunes s'identifient au mouvement anti-guerre dès années 60 et qu'ils en assimilent les acquis. A la manifestation du 22 mars, la banderole de l'université de Kent — où 4 militants anti-guerre furent assassinés par la Garde Nationale en mai 1970 — portait ces mots d'ordre:

«Les étudiants de Kent disent: Souvenez-vous du passé. Reprenez la lutte. Pas de conscription. Pas de guerre.»

* Ces nouveaux militants savent bien quels intérêts Carter entend protéger. Des mots d'ordre tels que «Nous ne mourrons pas pour Exxon!» ou «Non, nous n'irons pas; nous ne nous battons pas pour Texa-

co!» jouissaient d'une forte popularité. Le fait d'identifier la proposition de conscription avec les intérêts du grand capital montre la différence du niveau de conscience politique général entre la période actuelle et celle de la guerre du Vietnam.

* ces manifestations eurent lieu au moment même où une intense campagne de propagande cherchait à ce que le peuple américain soutienne les plans d'agression militaire et la politique de la classe dirigeante américaine.

* bien que ces manifestations contre la conscription aient jusqu'à présent surtout été composées de lycéens et d'étudiants, elles ont commencé à récolter un écho significatif parmi les jeunes travailleurs qui sont fortement opposés à la conscription. Dans tout le pays, des pétitions contre la conscription circulent et reçoivent un accueil favorable sur les lieux de travail. Un certain nombre de structures syndicales, telles que l'Association Internationale des Techniciens et Ouvriers de l'Aérospatial, ont voté des résolutions condamnant la conscription.

On est bien loin de la situation des cinq premières années de la guerre du Vietnam, où la bureaucratie syndicale avait réussi à faire passer des mots d'ordre bellicistes dans les rangs syndicaux.

Mais la bureaucratie syndicale continue à manquer criminellement à ses responsabilités face à cette question, qui est littéralement une question de vie ou de mort pour de nombreux travailleurs. Une majorité de bureaucrates syndicaux se sont ralliés à la proposition de Carter, quant à ceux qui ne

s'y sont pas ralliés, ils font très peu de choses pour mobiliser les forces syndicales dans la construction du mouvement anti-conscription.

C'est pourquoi les jeunes travailleurs, qui sont dans leur ensemble opposés à la conscription, ont encore tendance à s'en remettre à des solutions individuelles. *«Moi, ils ne m'enrôleront pas !»* entend-on sou-

vent dire; ou alors sur un ton à moitié sérieux : *«D'abord, j'irai au Canada avant qu'ils m'enrôlent!»*.

Cela souligne l'importance pour le mouvement ouvrier américain d'actions telles que la manifestation du 22 mars qui a aidé à répandre l'idée de la nécessité d'une lutte d'ensemble contre la politique du gouvernement.

SOUTIEN A LA POLITIQUE DE «SERVICE ET DE SACRIFICE»

Loin de refléter un sentiment nouveau de militarisme effréné ou d'excès de chauvinisme belliqueux, la proposition de Carter s'est heurtée au même sentiment anti-guerre contre lequel s'était battu pendant dix ans la bourgeoisie américaine. L'éditorial du 10 février du *New York Times* révélait ouvertement les espoirs des dirigeants, déclarant:

«En ce moment, nous ne voyons qu'une seule raison fondamentale de demander aux jeunes américains de se faire recenser pour une éventuelle conscription militaire: démontrer que la population et en particulier la génération qui a été élevée avec le Vietnam est une fois de plus prête à envisager la conscription pour une action militaire à l'étranger.

«...les gens devraient demander des cartes de recensement — et ceci dans pratiquement toutes les familles — pour montrer leur soutien à l'idée de service et de sacrifice pour défendre l'intérêt national.»

Mais Carter n'a tout simplement pas réussi à forger un tel consensus autour de ses idées.

Il est certain que l'offensive capitaliste autour d'événements tels que l'Iran et l'Afghanistan a eu un impact sur les travailleurs américains. Mais du point de vue des dirigeants, les résultats ont été à peine un succès.

Dans le cas de l'Iran, par exemple, la tentative faite par Carter d'éveiller des sentiments chauvins après l'occupation de l'ambassade américaine à Téhé-

ran est en train de se retourner contre lui. Depuis le début, les médias capitalistes ont exagéré l'importance aux USA du sentiment hystérique contre les Iraniens, qui a d'ailleurs maintenant pratiquement disparu. Au contraire, cette crise qui dure depuis des mois, a suscité un peu partout aux USA des discussions et des débats sur l'intervention de la CIA en Iran, sur pourquoi Carter ne veut pas reconnaître que le régime du chah est répressif, pourquoi on a laissé le chah s'installer aux USA, et pourquoi Washington est plus préoccupé de préserver le prestige d'un tyran que de faire libérer les otages.

Le résultat, c'est que les travailleurs américains en ont tiré, une nouvelle fois, des conclusions quant aux buts de la politique étrangère américaine.

Carter n'a pas eu plus de chance en ce qui concerne l'intervention soviétique en Afghanistan. La plupart des travailleurs américains pensent que Moscou a mal agi en envoyant des troupes en Afghanistan. La méfiance vis-à-vis de Moscou s'est par conséquent accrue.

Mais les gens restent confus face aux événements en Afghanistan. A cette confusion s'ajoute un sentiment de suspicion lié au fait que les gens ont l'impression qu'on ne leur dit pas toute la vérité sur l'Afghanistan, qu'il n'est pas impossible que Washington ne soit pas étranger à cette histoire, qu'il y a quelque chose de louche derrière l'affaire des «rebelles» afghans, et que même si ce que fait Moscou est condamnable,

ce n'est pas aux USA d'intervenir militairement. La classe ouvrière américaine n'est tout simplement pas prête à s'engager dans une guerre en Asie — ni autre part d'ailleurs.

Certains journalistes se fondent sur les sondages d'opinions pour soutenir qu'il y a un tournant politique vers la droite des masses américaines (ces journalistes cachent volontairement le fait que les comportements sont opposés selon la classe à laquelle on appartient). Par exemple, un sondage publié le 2 mars révélait que 59% des personnes interrogées étaient favorables au rétablissement de la conscription, alors que l'an dernier il n'y en avait que 45%.

Cependant de tels sondages ont une signification politique très limitée. En effet, tout au long de la guerre du Vietnam, les sondages n'ont cessé d'affirmer qu'une majorité de la population était opposée au retrait immédiat des troupes américaines du Vietnam.

Aujourd'hui, le sentiment en faveur de la conscription révélé par les sondages n'est ni un sentiment très ancré, ni un sentiment qui s'exprime dans l'action. Il n'existe pas de mouvement militant en faveur de la conscription, ni de meetings, de rassemblements ou de manifestations. Et il est peu probable qu'un tel courant se développe. Les travailleurs, qui, sous la pression des médias, disent être pour la conscription, sont néanmoins prêts à en discuter. Ils écoutent les arguments avancés contre les menées bellicistes de Carter. Souvent, ils finissent par changer d'avis.

Quel est l'impact de l'opposition aux menées bellicistes de Carter?

CARTER SE PLAINT D'UNE REACTION EXAGEREE CONTRE LA CONSCRIPTION

Les protestations contre la proposition de Carter furent si vives que celui-ci s'est plaint, au cours d'une émission télévisée, d'une «réaction exagérée» des jeunes en âge d'être enrôlés. Il n'a même pas essayé de prétendre que ces protes-

tations étaient le fait d'une petite minorité — procédé habituel des dirigeants confrontés à une opposition de masse contre leur politique.

Sur un ton assez défensif, Carter a déclaré : « *Je n'ai pas appelé et je ne suis pas partie prenante d'un appel à la conscription. Le meilleur moyen d'empêcher une conscription à l'avenir... c'est de s'y préparer...* »

Nous ne préconisons pas la conscription. Nous demandons seulement le recensement pour une conscription. »

Deux jours plus tard, Carter invita plus de 250 dirigeants étudiants à la Maison Blanche. Il leur conseilla fortement de soutenir son projet de recensement. Comme le fit remarquer le correspondant du *New York Times*, Steven R. Weisman : « *Il semble que ses injonctions n'aient pas réussi à modifier leurs sentiments contre le recensement et contre la conscription.* »

Un rédacteur du *Washington Post*, Haynes Johnson, rapporta son impression sur l'état d'esprit régnant parmi les jeunes, après son voyage dans une série de campus du Nord-Est. « *Ce qui ressort, écrit-il le 15 février, c'est combien le souvenir du Vietnam influe fortement sur les attitudes et les façons de voir des étudiants, pour qui la guerre était tout au plus un vague souvenir.* »

Selon Johnson, on entend souvent cette opinion, exprimée ici par un étudiant : « *Je ne vois pas pourquoi on doit aller se battre à l'étranger pour Mobil Oil ou Chrysler ou tout autre trust qui contrôle notre pays.* »

La rédaction du journal *Christian Science Monitor* jugea qu'il fallait répondre à une telle argumentation par un important éditorial : « *Ce n'est aucunement un privilège pour les grandes compagnies de pétrole que de sauvegarder les réserves de pétrole* », écrivirent-ils le 21 février.

Au beau milieu d'une année électorale, le Parlement est peu pressé de faire passer le projet de recensement de Carter. Une commission du Parlement chargée d'examiner les

projets de dépenses (*House Appropriations subcommittee*) refusa, par un vote du 27 février, d'approuver l'allocation de fonds destinés au recensement. Dans le *New York Times* du 4 mars, on peut lire : « *Il semble qu'on ait laissé tomber le projet de recenser les jeunes femmes et que l'Administration en soit à se battre, au sein du Parlement, pour le maintien de des hommes.* » de recensement des hommes jeunes. »

La différence entre d'une part 1965, où il fut possible à Lyndon Johnson d'envoyer des centaines de marines en République dominicaine dès les premiers signes d'une menace pour les intérêts impérialistes là-bas, et la situation actuelle, d'autre part, où Carter se trouve dans l'impossibilité d'intervenir directement par l'envoi des troupes US contre les révolutions en cours en Amérique Centrale, cette différence est une claire indication des rapports de force actuels aux USA.

Washington a tout fait pour écraser les luttes au Nicaragua et au Salvador. Il envoie massivement des armes, de l'argent et des « conseillers » au régime militaire salvadorien et à ceux d'Amérique centrale. Mais comparons cela aux initiatives impérialistes françaises des dernières années. Des troupes françaises ont été envoyées au Zaïre, en République de Centre Afrique, au Tchad, et des unités militaires françaises sont aussi intervenues, entre autres, en Tunisie, au Sahara occidental, en Arabie saoudite sans qu'aucune protestation de l'ampleur du mouvement anti-conscription aux USA, n'ait lieu en France.

Ceux qui tombent dans le jeu des médias capitalistes, et prétendent que « le syndrome vietnamien », c'est du passé, abandonnent, avant même de l'avoir engagée la lutte contre la relance du militarisme aux Etats-Unis.

L'armée de volontaires, les femmes et la conscription

Un argument est souvent avancé : la conscription serait en quelque sorte « démocratique » puisqu'elle empêcherait que ce soit seulement les pauvres qui s'engagent pour des raisons économiques.

LA BOURGEOISIE PRÉFÈRE-T-ELLE UNE ARMÉE DE VOLONTAIRES ?

Cet argument est faux. Les experts bourgeois, depuis des années débattent pour savoir ce qui serait le plus utile : une armée de volontaires ou une armée de conscrits. La question de fond à laquelle ils sont confrontés c'est que toute armée de masse devra être recrutée dans les rangs de la classe ouvrière et que pour cette raison, on ne peut lui faire entièrement confiance.

Le *New York Times*, dans son éditorial du 2 janvier, argumentait contre une armée de volontaires, en ces termes : « *...presque 40% des hommes*

recrutés par l'armée cet été, étaient des noirs... la proposition de rétablir un contingent de réserve et d'inciter les jeunes qui s'orientent vers des études universitaires (c'est-à-dire des blancs) à s'engager dans l'armée et ses réserves sont, dès aujourd'hui, les premiers pas minimum pour affronter ce problème. »

L'autre problème, souligné par les rédacteurs du *Times* : « *c'est que l'idée d'une armée de volontaires conçue comme une alternative à la conscription, ne marche pas. Il n'y a pas assez de volontaires.* » (4 septembre 1979)

Ces problèmes auxquels font face les dirigeants bourgeois, avaient déjà été mentionnés dans la résolution du SWP de 1975 : *Perspectives pour le socialisme en Amérique*. Cette résolution expliquait que «les guerres contemporaines exigent la conscription». Elle ajoutait: «Des tentatives pour réintroduire la conscription se vérifieront à l'avenir. La classe dirigeante sera contrainte de l'introduire à l'occasion de nouvelles agressions impérialistes; cela fera naître inévitablement un sentiment anti-conscription plus profond que celui qui était apparu au cours de la guerre du Vietnam.»

Cette prévision a été confirmée par la réalité. La tâche des révolutionnaires est maintenant de participer à la construction d'un mouvement de masse contre la conscription, et non pas de spéculer sur quel est le meilleur moyen pour la bourgeoisie de défendre ses intérêts.

De même l'argument selon lequel les révolutionnaires devraient soutenir la conscription comme moyen d'assurer une formation militaire à la classe ouvrière, est totalement erroné. Il est du même ordre que le problème soulevé par certains libéraux sur le fait que le corps des officiers trouve plus facile de faire un coup d'Etat militaire avec une armée de volontaires.

Ce dont a besoin la classe dirigeante américaine en ce moment, c'est d'une armée plus nombreuse pour faire face à son offensive contre les révolutions en Iran, en Afghanistan, en Indochine et en Amérique centrale. C'est pour cela qu'elle a proposé le rétablissement de la conscription. Si la classe ouvrière américaine arrive à enrayer cet aspect des menées bellicistes de Washington, cela aidera la révolution mondiale. Et, à son tour, c'est la marche vers la révolution mondiale qui créera les conditions les plus favorables pour faire progresser la lutte de classe aux Etats-Unis.

La conception selon laquelle la forme d'organisation militaire de la bourgeoisie (et non pas le niveau de conscience et

d'organisation de la classe ouvrière) est un élément décisif pour un éventuel coup d'Etat militaire, ou un éventuel armement de la classe ouvrière, est étrangère au marxisme.

D'autre part, le niveau actuel de la lutte de classe aux USA ne pose pas la nécessité de contrecarrer un coup d'Etat militaire ou celle d'armer la classe ouvrière (tâches qui doivent être prises en charge par les syndicats et non pas par l'armée). Par contre, ce qui est posé, c'est la nécessité d'une lutte pour arrêter la réimposition de la conscription bourgeoise.

Finalement, il y a la question de savoir si la conscription est plus équitable qu'une armée volontaire qui se nourrit des besoins économiques des couches les plus pauvres et les plus opprimées de la société. C'est ainsi que les réformistes posent la question, parce qu'ils refusent de voir que, sous le capitalisme, les travailleurs et en particulier les couches les plus opprimées seront de toute façon toujours plus affectés quel que soit le système d'organisation militaire. Partant d'un point de vue opposé, le dirigeant social-démocrate, Michael Harrington, est, lui, contre la conscription. Mais il est favorable au maintien d'une force militaire américaine. Ainsi, à la manifestation du 22 mars contre la conscription, il déclara: «Une armée de volontaires en pleine période de récession signifie l'engagement de noirs et de pauvres. Une véritable armée de volontaires n'est possible qu'en période de plein-emploi».

Harrington oublie seulement de mentionner qu'une «véritable armée de volontaires» (une totale utopie) serait contre les intérêts des travailleurs, à la fois aux USA et de par le monde.

De plus, le conseil exécutif de l'AFL-CIO, la confédération syndicale nationale, a essayé de faire passer son soutien à la proposition de Carter sous le prétexte que l'appel au recensement serait fait «de façon juste et équitable».

Tout comme Carter, la bureaucratie de l'AFL-CIO explique aux travailleurs que l'armée correspond à leurs intérêts et qu'elle doit, de ce fait, fonctionner sur une base équitable. Le rôle des syndicats, disent-ils, c'est d'aider à assurer la justice au sein de l'armée capitaliste.

Mais l'appareil répressif d'une société de classe, raciste et sexiste, ne peut que refléter l'idéologie réactionnaire et les habitudes de cette société, dans leur forme la plus concentrée. Bien que la position de l'AFL-CIO soit présentée sous la forme d'une revendication pour l'égalité, dans son essence elle revient à accepter et à soutenir la conscription et l'armée capitaliste — une machine pour assassiner les jeunes de la classe ouvrière d'ici et des autres pays, au nom des intérêts capitalistes.

Les révolutionnaires s'opposent à ce que l'on force qui que ce soit, y compris les jeunes des classes moyennes, à prendre les armes en défense des intérêts impérialistes.

Au lieu de demander que la conscription soit faite «de manière démocratique et équitable», il faut demander qu'il n'y ait pas du tout de conscription. Au lieu de demander l'élimination des cas spécifiques d'exemption, les révolutionnaires demandent que ces exemptions soient étendues à tout le monde.

LES FEMMES ET LA CONSCRIPTION

Le débat sur la conscription fut centré en grande partie autour de la proposition de Carter de recenser aussi bien les hommes que les femmes. La classe dirigeante a longuement réfléchi à ce problème. Cela répondait à quatre objectifs.

- 1) Le but était de déplacer le centre du débat, de la conscription en tant que telle, vers la question de savoir si les femmes devaient ou non être recensées.
- 2) La bourgeoisie voulait tenter de diviser les hommes et les femmes. Carter espérait que les hommes répondraient à

l'opposition des femmes à la conscription en argumentant que si les femmes veulent l'égalité des droits, alors elles doivent être prêtes à assumer des tâches telles que la conscription.

3) C'était une manière de rabaisser la lutte pour l'Amendement constitutionnel sur l'Égalité des Droits (ERA)

et par là-même tout le mouvement des femmes en tirant un trait d'égalité entre l'ERA et la conscription. Des millions d'hommes et de femmes se sont dit que si c'est ça l'ERA, alors ils n'en veulent pas.

4) C'était enfin une tentative pour donner une apparence progressiste à l'armée impérialiste et à la conscription, de même que le gouvernement cherche à présenter les services armés comme des champions de l'égalité des droits pour les noirs («Tu peux être noir et en même temps faire partie de la marine», voilà le slogan publicitaire pour le recrutement). Une armée qui soutient l'égalité des droits pour les noirs et les femmes doit forcément être une force pour la démocratie dans le monde!

Carter mit l'accent sur ces différents thèmes lors de sa déclaration sur la conscription du 8 février: «Ma décision de recenser les femmes revient en fait à reconnaître que les hommes et les femmes sont tous et toutes, au même titre, des membres à part entière de notre société.

Dans tous les domaines de la vie publique, les femmes sont confrontées à leurs responsabilités de citoyennes... Alors que de plus en plus les femmes sont amenées à assumer de nouvelles responsabilités, il devient plus que jamais urgent que les Américaines aient des droits pleins et égaux inscrits dans la Constitution. L'égalité au niveau des obligations implique l'égalité des droits.»

Bien entendu, la réciprocité de cet argument qui fait dépendre l'obtention de l'ERA de «l'égalité au niveau des obligations», c'est que les femmes n'étant pas soumises

à la conscription, alors elles ne méritent pas des droits égaux!

L'AFL-CIO s'est entièrement ralliée à la proposition de Carter, déclarant: «Nous soutenons le recensement des femmes conformément à notre revendication sur l'égalité des droits.»

Les adversaires de l'ERA, qui depuis longtemps soutiennent que le passage de l'amendement pour les droits égaux aurait pour résultat la conscription des femmes, se sont saisi avec joie de la proposition de Carter comme d'une preuve qui abonde dans leur sens. Faisant appel aux bons sentiments des gens qui sont scandalisés à l'idée que des jeunes femmes vont participer à des guerres comme celle du Vietnam, ces adversaires de droite de l'ERA ont recouru à l'argument selon lequel les femmes seraient incapables de se battre.

Au lieu de répondre à ces attaques en montrant l'exemple héroïque des femmes à Cuba au Zimbabwe, en Iran et au Nicaragua et en recentrant ainsi le débat sur le thème: quels avantages les femmes tireront-elles à défendre les intérêts des multinationales américaines? — les dirigeantes féministes américaines sont tombées dans le piège de Carter.

Ainsi par exemple, la présidente de NOW (organisation nationale des femmes), Eleanor Smeal a déclaré que restreindre le recensement aux hommes seuls serait une violation des droits des femmes! L'American Civil Liberties Union a pris une position similaire et a menacé d'entreprendre des poursuites en justice si le projet de recensement excluait les femmes.

Au départ, Smeal et ACLU sont contre la conscription. Mais leur position comme quoi le recensement des hommes seuls violerait en quelque sorte les droits des femmes, les mènent à revendiquer l'extension du recensement pour y inclure les femmes. Autrement dit, elles en viennent à réclamer la conscription pour les femmes. Ainsi que l'écrit

NOW: «Si le recensement et la conscription doivent être rétablis, alors NOW demande à ce que ça concerne aussi les femmes».

Smeal et ACLU posent le problème à l'envers. La conscription capitaliste constitue une violation des droits démocratiques de tous les travailleurs — hommes et femmes. Que les femmes demandent à ce que leurs droits soient «violés également», cela ne sert en rien leurs intérêts.

Smeal en arrive à se faire l'écho des ennemis des droits des femmes. Oui, dit-elle, l'ERA signifie bel et bien que les femmes doivent être conscrites! Si elle finit par adopter cette position lamentable c'est parce qu'elle raisonne dans le cadre d'une réforme de l'armée impérialiste. Elle fait des suggestions «pour améliorer la qualité de la défense nationale», alors qu'il s'agit au contraire de s'opposer au militarisme bourgeois.

Le journal de NOW, le *National NOW Times*, a été jusqu'à affirmer que la «personne qui appuie sur le bouton, est aussi une combattante». Et cela ne requiert pas une force physique extraordinaire. Est-ce là la conception qui incitera les femmes à se battre pour leur libération? Le «droit égal» d'anéantir l'humanité!

La conscription et l'armée qui s'en nourrit, ont pour but d'écraser les acquis des femmes au Nicaragua, en Afghanistan, et dans le reste du monde. Les femmes américaines ne gagneront pas leur libération en prenant les armes contre leurs sœurs et leurs frères des autres pays. Les intérêts des femmes — et de la classe ouvrière dans son ensemble — sont en totale contradiction avec les menées bellicistes des impérialistes.

Comme l'ont montré les réactions contre la conscription, c'est un leçon dont peuvent faire l'expérience des couches de plus en plus larges de la population américaine. □

A un an des élections présidentielles...

Giscard a fêté le sixième anniversaire de son élection à la présidence de la République le lundi 19 mai, au retour de son voyage surprise à Varsovie pendant lequel il rencontra Brejnev. Le PCF avait applaudi à cette rencontre, tandis que le PS protestait, au nom du respect des alliances de la France. Giscard devrait donc être assez satisfait des résultats de l'opération de Varsovie, au moins sur le plan intérieur, quand il arriva au petit village lorrain de Saxon-Sion, choisi pour le banquet d'anniversaire. Le président français rend ainsi visite au bon peuple chaque année, avec l'affectation condescendante qui le caractérise, par une halte gastronomique dans des villages qui lui ont donné plus de 80% des voix en 1974.

Les agapes avaient tout juste commencé que l'obscurité se fit brusquement. Il fallut attendre, pour continuer le repas, que le curé aille quérir les cierges de l'église et distribue ainsi un éclairage précaire. On découvrit peu après que le pylône électrique qui alimente le village avait été saboté, tandis que la police se heurtait à des manifestations ouvrières à quelques kilomètres du lieu de la réception présidentielle.

Cette soirée anniversaire illustre assez bien la situation intérieure française un an avant des élections présidentielles qui devraient voir Giscard briguer un nouveau mandat pour un second septennat.

Michel THOMAS

UNE autoroute semble en effet ouverte devant Valéry Giscard d'Estaing. La rupture survenue en septembre 1977 entre le PC et le PS, après avoir entraîné une victoire imméritée de la coalition bourgeoise aux élections législatives de 1978, s'est approfondie. La division entre les deux grands partis ouvriers fait disparaître toute perspective concrète de changement politique, malgré le maintien des pourcentages du PC et du PS lors des diverses élections partielles. Tous les sondages régulière-

ment publiés montrent que Giscard distance de très loin ses adversaires potentiels, sauf Michel Rocard qu'il ne vaincrait que d'une courte tête. Les inconnues principales auxquelles s'attachent les calculs pré-électoraux concernent le second tour des présidentielles : dans quelle proportion l'électorat gaulliste se reportera-t-il sur Giscard ou sur le candidat socialiste ? Les voix communistes feront-elles défaut en nombre important à un candidat social-démocrate restant seul en piste face à Giscard ? La personnalité et l'image du candidat socialiste, Mitterrand ou Rocard, sont au centre des hypothèses. Elle divise profondément le PS.

après les grandes luttes des sidérurgistes lorrains contre la restructuration de leurs entreprises en 1979, avoir craint un moment *«la déchirure du tissu social»*. Or, le pouvoir vient d'être pour la première fois amené à reculer devant les réactions de la classe ouvrière en retirant le projet de loi Berger, sur la sécurité sociale. Ce projet, qui jette les bases juridiques de la destruction pure et simple de cette grande conquête ouvrière de la Libération et qui vise à instituer un système d'assurances à l'américaine, a provoqué un début de mobilisation considérable parmi les travailleurs. Après les grèves et les manifestations du 13 mai, organisées par la CGT et la CFDT, le pouvoir a craint le risque d'une explosion sinon immédiate, du moins à retardement. La bourgeoisie n'a pas oublié que les ordonnances prises par de Gaulle en 1967 contre la sécurité sociale (elles enlevaient la gestion des caisses aux représentants des travailleurs) ont été pour beaucoup dans le déclenchement de la grève générale de mai 1968. Certes, le gouvernement fait

CINQ MOIS DE LUTTE

L'autoroute tracée par le PC et le PS devant Giscard ne se déroule cependant pas sur un terrain stabilisé. Au contraire. La combativité de la classe ouvrière se maintient comme une constante de la conjoncture française, malgré l'absence de perspective politique, malgré la division entre

les organisations ouvrières, malgré le poids d'un chômage qui devrait atteindre deux millions de sans-emploi à la rentrée de septembre 1980. Le gouvernement et le patronat ont multiplié les attaques contre les travailleurs, en jouant cyniquement de la division. C'est ainsi que Barre déclarait

appliquer par décrets une partie des mesures contenues dans la loi Berger; il a fait adopter avec l'appui de la confédération syndicale Force Ouvrière une convention scélérate entre les caisses de sécurité sociale et les médecins, qui institue un double secteur de la médecine: un secteur conventionné dont les prestations sont remboursées à des taux variables par la sécurité sociale, mais qui impose aux médecins des limites en matière de dépenses de santé; un secteur non conventionné, sans limitation de soins, mais non remboursé. Quelle que soit l'issue de la lutte contre ces mesures et la convention médicale, que les syndicats engagent en ordre dispersé et dans la concurrence, le retrait du projet de loi Berger a été perçu comme une manifestation de la crainte du pouvoir à l'égard de la classe ouvrière et comme un premier recul du gouvernement Barre, initiateur des plans anti-ouvriers du même nom, depuis 1976.

Les cinq premiers mois de l'année 80 ont, il est vrai, été marqués par des luttes importantes des travailleurs et de la jeunesse qui se sont succédées sans discontinuer.

En janvier, les cheminots entrent en lutte contre une mesure de rationalisation particulièrement impopulaire, la conduite à agent seul. Les fédérations syndicales ont réussi à casser un mouvement très fort en le divisant, par régions et par catégories, en séparant notamment roulants et sédentaires parmi les agents SNCF. Dans plusieurs villes, des assemblées générales de grévistes ont exigé des directions syndicales l'appel à la grève reconductible de toutes les catégories de cheminots.

En février, la jeunesse ouvrière en formation dans les lycées d'enseignement professionnel se mobilise massivement contre l'institution des «stages Beullac», séjours de travail à l'entreprise, non rémunérés et sous contrôle des patrons. Ce mouvement est animé par les JCR, les militants de l'OCI, le mouvement «Ceux du technique» lié à Lutte Ouvrière. Les Jeunesses communistes sont absentes de

la mobilisation, tandis que la CGT, la CFDT et la FEN prennent position pour le principe des stages en entreprise, demandant seulement que les syndicats en négocient avec le patronat les modalités. Le mouvement des apprentis, qui a réussi plusieurs démonstrations massives, s'est heurté aussi aux pratiques de division de l'OCI qui a constitué son propre comité central de grève (contre la coordination des lycéens en lutte, animée notamment par les JCR et «Ceux du technique») et appelé à des manifestations distinctes.

En mars, les instituteurs parisiens partent en grève contre la fermeture de classes et pour la réduction des effectifs à 25 élèves. Engagé hors de toute consigne syndicale, le mouvement demeure minoritaire, mais rencontre une sympathie massive des enseignants et des parents d'élèves.

En avril, les ouvriers immigrés, loués par des sociétés de nettoyage à la RATP, arrêtent pendant plus d'un mois le nettoyage du métro. Cette grève très dure s'est conclue par un compromis à la veille du 1er mai. Les premiers mois de l'année 80 sont marqués aussi par la lutte des travailleurs clandestins du quartier du Sentier à Paris, où des patrons du prêt-à-porter exploitent une majorité de Turcs et des travailleurs de plusieurs autres nationalités. On estime à 30 000 le nombre de ces clandestins. Ces ouvriers sont apparus au grand jour lors des manifestations massives et se sont syndiqués à la CFDT. Ils formèrent, le 1er mai à Paris, l'essentiel du cortège de la CFDT. Les travailleurs immigrés étaient également nombreux en tête du cortège CGT, le même jour. De nombreux comités ont organisé le 10 à Paris une marche nationale contre les lois Bonnet-Stoléro qui menacent l'immigration. La CFDT était partie prenante de cette initiative.

La lutte contre les lois anti-immigrés s'est développée très tôt, quoique de façon sporadique, dans les universités. Dès les mois de janvier et février, d'importantes manifestations

étudiantes ont lieu à Angers et Nantes contre les conditions draconiennes imposées aux étudiants étrangers pour leur séjour en France. L'agitation étudiante s'est déplacée ensuite vers les campus de Grenoble et de Caen. La police assassine le 13 mai un jeune zonard, Alain Dugrand, lors d'une charge de CRS dans la faculté parisienne de Jussieu. Le lendemain, plusieurs dizaines de milliers d'étudiants manifestaient dans plusieurs villes de France. Les provocations montées par la police provoquèrent dans les jours suivants de nombreuses arrestations et condamnations de jeunes à des peines de prison. Notre camarade Claude Jaquin, militant CGT de l'Office de HLM de la Ville de Paris, présent à une manifestation étudiante sur mandat de son syndicat, est l'une des victimes actuellement emprisonnées de cette campagne gouvernementale et policière pour «la loi et l'ordre».

L'agitation contre les projets gouvernementaux s'étend à des milieux fort éloignés du prolétariat puisqu'on a pu assister fin mai à un spectacle absolument surprenant et inédit: un cortège d'avocats et de magistrats, en robe, scandant sur les boulevard des slogans contre le projet de loi Peyrefitte (nom du ministre de la Justice), qui aggrave les peines, les conditions de détention et enlève encore des garanties juridiques à l'inculpé. Ce projet réalise contre lui l'unanimité de la magistrature, depuis le Syndicat de la Magistrature, progressiste et qui collabore avec les organisations ouvrières, jusqu'aux organisations de juges dites «modérées».

LE REGIME N'A PAS SURMONTE SES CONTRADICTIONS

Face à la combativité toujours renouvelée de la classe ouvrière, le giscardisme est l'objet d'une guérilla, tantôt sourde et tantôt ouverte, de la moitié de la majorité parlementaire constituée par le RPR. Le parti gaulliste a, depuis la défaite de la gauche en mars 1978, perdu l'oreille du patronat. Apportant son plein sou-

tion à Giscard, le CNPF mesure chichement son appui à Chirac qui apparut comme le recours, l'homme de fer, à l'époque de la montée victorieuse de l'Union de la Gauche. Menacé de marginalisation et de disparition depuis la perte de l'Elysée en 1974, puis de Matignon en 1976, le parti gaulliste s'emploie derrière Chirac à gérer et conserver son électorat. Dans l'actuelle situation de crise, le parti gaulliste multiplie les dénonciations *«de ceux qui administrent le chômage au lieu de le combattre»* sans aller jusqu'à provoquer une crise gouvernementale. Chirac semble décidé à mener pour 1981 une campagne destinée à accuser les traits gaullistes de sa formation, par opposition à ceux du giscardisme. Il ressort du placard aux accessoires les mots «héroïsme», «gloire», «courage», «histoire» et affirme qu'il *«suffit d'un seul homme de caractère pour changer le cours des choses qui se défont»*. Si le RPR ne peut espérer devancer Giscard au premier tour des présidentielles, la radicalisation de son opposition verbale à l'actuel président peut convaincre un électorat où se retrouvent souvent des couches petites bourgeoises menacées par la crise de s'abstenir ou de voter socialiste au deuxième tour. Dans une note confidentielle à Giscard et publiée par le *Canard Enchaîné* et *Le Monde*, à la mi-avril, le ministre Peyrefitte, gaulliste qui joue les traîtres de service auprès du président, tente de convaincre ce dernier que Chirac joue la politique du pire. Il suggère à Giscard une tactique de séduction du groupe parlementaire gaulliste, en distribuant à bon escient les faveurs dont dispose le pouvoir. Cette note dont l'auteur a démenti mollement être le signataire, est venue rappeler que la guerre de clans entre gaullistes et giscardiens se poursuit à tous les niveaux de l'appareil d'Etat. Chirac demeure encore maître d'une machine politique capable de réaliser des rassemblements populaires, tandis que l'UDF de Giscard demeure une coalition fragile où ne sont pas fusionnés les petits partis qui la compose. Les giscardiens ont jusqu'à mainte-

nant échoué dans l'entreprise de construction d'un parti conservateur solidement ramifié dans le pays.

Si le système a la force de bloquer et en définitive de neutraliser les scandales nés des révélations de ses pratiques les plus honteuses (illustrées par le suicide du ministre Boulin ou l'affaire des diamants offerts à Giscard par Bokassa), il n'a pas celle d'éviter de nouvelles révélations.

Les mois récents ont vu rebondir l'affaire de Broglie-Poniatowski. Financier, haut dignitaire giscardien impliqué dans des affaires véreuses, le duc de Broglie fut assassiné dans des conditions mystérieuses en 1976, alors que Poniatowski — proche parmi les proches de Giscard — était ministre de l'Intérieur. Ponia est aujourd'hui soupçonné d'avoir eu connaissance des projets d'assassinat de de Broglie. Il est formellement accusé d'avoir caché à la Justice des informations en sa possession après le meurtre, suite aux révélations d'un certain Ducret, chef de la police judiciaire à l'époque, qui rechigne visiblement à porter seul la responsabilité de toutes les irrégularités commises par la police avant et après le meurtre. Si le RPR s'est opposé à la comparution de Poniatowski devant le Parlement érigé en haute cour de justice, il a néanmoins accepté la création d'une commission d'enquête parlementaire. Celle-ci sera finalement présidée par un député UDF: ancien du groupe fasciste *Occident*, et fort lié au Prince Poniatowski. Ce dernier organisait entre-temps la rencontre Giscard-Brejnev à Varsovie !

Aucun des problèmes fondamentaux auxquels se heurte la bourgeoisie française pour mettre les institutions héritées du coup d'Etat de mai 1958 à l'abri d'une crise politique et sociale n'a été résolu par Giscard. Mais Giscard a la capacité de durer, — grâce à la politique des organisations ouvrières !

LE BRAS DE FER PC-PS

L'union de la gauche déchirée, c'est un bras de fer entre le PC et le PS qui est engagé jusqu'aux présidentielles de 1981. Le PCF a pour but d'inverser une dynamique qui avait favorisé l'essor de son partenaire, peut-être même carresse-t-il le projet de faire éclater le PS. Une politique frontiste pourrait alors être remise en œuvre. Dans ce but, la direction du PCF cherche à se couler dans ce qu'elle perçoit comme son identité historique, dans la tradition de tout un courant du mouvement ouvrier français: l'affirmation de l'appartenance au «camp socialiste», jusqu'à approuver avec éclat l'invasion de l'Afghanistan; la condamnation de la social-démocratie internationale et française comme agents de l'impérialisme; le rappel du caractère prolétarien du parti, de son activité prioritaire dans l'entreprise, par opposition à une social-démocratie qui étend traditionnellement son influence à travers les municipalités et autres instances électives. Une reconstitution télévisée du congrès de Tours — qui vit naître la section française de l'Internationale communiste en 1920 — a donné lieu à un débat entre Georges Marchais, secrétaire général du PCF, et Lionel Jospin, dirigeant du PS. Ce dernier amena le leader communiste à condamner, une à une, les 21 conditions d'adhésion à la IIIe Internationale, et donc à reconnaître implicitement que la scission de Tours n'est pas fondée programmatiquement. Marchais justifiait par contre la fondation de son parti et son existence par les traits spécifiques acquis lors de la bolchévisation et durant la longue période stalinienne.

Le PCF se montre pourtant apte aux innovations puisqu'il vient d'intégrer la notion d'autogestion, dont il se sert pour justifier sa politique sectaire d'union à la base: les formes d'union, affirme-t-il contre ceux de ses militants engagés dans la pétition pour l'union dans les

luttres, doivent être subordonnées à la stratégie. L'autogestion est un «*objectif stratégique*», dont la recherche s'oppose aujourd'hui à l'union avec les organisations réformistes. Tout l'appareil ne suit pas d'un pas égal ce cours politique. L'affaire Fizbin a montré (cf *Inprecor* numéro 72-73) que des courants dans l'appareil s'y opposent ouvertement. Il faut croire que l'assimilation de la nouvelle ligne est lente, même au comité central. L'*Humanité* n'annonçait-elle pas, fin mai, que cette instance avait consacré ses travaux à une meilleure compréhension du concept d'unité? Le PCF se heurte en effet à la réaction profonde des travailleurs éduqués depuis des années à poser les problèmes politiques en termes d'union entre PC et PS, et qui ressentent l'urgence d'une unité face au pouvoir. Les problèmes sont particulièrement ardu dans la CGT, que le PCF aligne sur sa tactique sectaire.

Le PS est, depuis mars 1978, entré dans la spirale des luttres fractionnelles. La

direction, groupée autour de Mitterrand, entend demeurer fidèle à l'Union de la gauche, malgré l'attitude du PCF. Elle tente de retourner la carte de l'unité contre ce parti, et se déclare prête à l'union à toute heure et en tout lieu. Pour apparaître unitaire, le PS n'a que peu de choses à faire: il lui suffit de répondre «union» à chaque invective du PCF. Cette activité du PS se situe essentiellement sur le terrain parlementaire et municipal. Mitterrand soigne en même temps son image d'homme d'Etat et de chef de parti responsable. C'est avec un éclat particulier qu'il a choisi de se solidariser avec Carter, au lendemain de l'équipée désastreuse du commando US en Iran.

Bien que fidèle à l'Union de la gauche, le premier secrétaire du PS a dû reconnaître que son parti choisirait d'aller seul au gouvernement si le PCF persistait dans son refus. Cette déclaration a été interprétée par les minoritaires du PS comme une concession à Rocard.

quelle recrute prioritairement le PS. La revue «*Non!*», qui rassemble des intellectuels comme Régis Debray autour des chefs du CERES, se présente comme un donjon d'où ces penseurs «marxistes» préparent les bombardes contre les hordes de l'irrationalisme montant.

Selon le CERES, Rocard, c'est le retour à la politique de troisième force, la politique dans laquelle la SFIO s'est fourvoyée en compagnie de la démocratie chrétienne sous la IV^e République. En réalité, le phénomène Rocard est beaucoup plus complexe. Il ne se réduit pas à la ligne social-démocrate de droite. Le personnage a suivi un itinéraire qui laisse des images nombreuses, du refus de la guerre d'Algérie au réalisme technicien, en passant par le gauchisme du PSU post-68. Rocard se situe au croisement d'aspirations diverses et contradictoires. Certains voient en lui le nouveau réformateur bourgeois que Mendès-France incarnait naguère, d'autres le social-démocrate sans complexe et efficace, d'autres encore, et ce sont les plus nombreux, le candidat qui est peut-être le mieux placé pour battre Giscard. Il ne faut donc pas interpréter la bonne fortune actuelle de Rocard et son éventuelle victoire sur Mitterrand comme la marque d'une évolution à droite de toute une partie du mouvement ouvrier français. Les travailleurs qui préfèrent Rocard à Mitterrand ne le font pas par adhésion à l'orientation de gestion de la crise préconisée par Rocard, et qui serait de toute façon appliquée par Mitterrand s'il était élu. Une victoire électorale de Rocard sur Giscard révélerait rapidement l'ampleur des malentendus coalisés sur son nom.

L'ASCENSION DE MICHEL ROCARD

Ce dernier, en effet, propose à ses camarades le plus court chemin pour aller au gouvernement: gagner les présidentielles sans se soucier du PCF. Cette politique dite «autonome» par rapport au PCF s'appuie sur une capacité à gagner électoralement à la droite du PS, parmi les secteurs petits bourgeois ou bourgeois de l'électorat séduits par la «compétence» et le «sérieux» de Rocard. Elle suppose que le PCF sera contraint au désistement au deuxième tour, sous peine de suicide politique.

Loin d'ignorer le PCF, le courant rocardien entend pratiquer à son égard une politique de heurt frontal, et le faire reculer. Il s'appuie sur la CFDT, qu'il dirige, afin d'en faire l'arme d'un combat pied à pied dans les entreprises contre le PCF, au nom d'un projet social-démocrate réaliste et ouvertement anti-marxiste. La victoire de Rocard, ce

serait un Bad-Godesberg, mais un Bad-Godesberg dérisoire, vu l'absence de passé marxiste du PS français, au contraire de la social-démocratie allemande.

Il est hasardeux de faire des pronostics sur ce qui va se passer dans le PS d'ici l'automne. Un congrès décidera qui sera candidat, et Mitterrand devra se déclarer ou passer la main. Mais il est impossible de ne pas observer que la ligne de résistance à Rocard est faible. Elle tient aux calculs et à la détermination du premier secrétaire: sera-t-il ou non candidat? Le CERES, courant «de gauche» constitué sur une ligne de défense de l'Union de la gauche, conçue comme permettant la transition au socialisme, choisit déjà de garnir les murailles de la bataille idéologique, pour résister aux assauts de l'anti-marxisme qui s'est emparé d'une bonne partie de la petite bourgeoisie intellectuelle française dans la

LA DIVISION SYNDICALE

Le bras de fer PC-PS est mené actuellement et dans une grande mesure par la CGT et la CFDT interposées. Le PCF cherche à aligner la CGT sur des positions de rupture plus ou moins perma-

nente d'unité d'action avec les forces politiques et syndicales de la social-démocratie. Dès septembre 1979, la CGT lançait seule une journée d'action de rentrée, refusant une unité d'action privilégiée avec la CFDT et rejetant cette centrale dans le bloc des «syndicats réformistes», dans le bloc du «consensus» giscardien avec FO. Cette tactique a provoqué une confusion certaine dans la CGT. Elle est cependant mise en œuvre avec un succès certain depuis le printemps: la CGT a réussi coup sur coup trois importants cavaliers seuls, en s'appuyant sur la volonté de se battre des travailleurs et le refus de la CFDT de répliquer aux attaques du pouvoir. Le 24 avril au cours d'une journée nationale d'action qu'elle lançait seule; le 1er mai en posant comme condition à la CFDT la condamnation du «consensus» et en organisant seule un important cortège à Paris; le 13 mai surtout, contre la loi Berger sur la sécurité sociale: la grève de 24 heures lancée par la seule CGT (la CFDT refusant de lancer un mot d'ordre de 24 heures) et réalisant toujours seule un très important défilé à Paris, auquel participèrent des cortèges CFDT importants, notamment des postiers. Lors de ces journées, à l'occasion du 5 juin qui est en préparation, la CGT a délibérément manœuvré pour rendre impossible tout accord avec la CFDT et la FEN, en posant des préalables à l'action commune ou en décidant unilatéralement, parfois même parallèlement aux discussions menées avec ses partenaires. Le 1er mai, Georges Séguy expliquait que l'unité passe par l'action avec la seule CGT; qu'agir autrement serait aligner la CGT sur le recentrage, le consensus et l'inaction des autres. Ce discours trouve quelque vraisemblance tant qu'il s'agit de faire une démonstration de force et de combativité. Mais pour gagner contre le pouvoir actuel, il faut une mobilisation unitaire des travailleurs. Rien ne pourra effacer cette nécessité, ni l'empêcher d'apparaître

comme une exigence au sein même de la CGT.

L'appareil syndical est d'autre part secoué par des débats sur l'unité qui divisent les militants du PCF eux-mêmes. Le comité confédéral national, réuni fin mai sur ce thème, se réunit à nouveau, fait exceptionnel, en juin. A ce CCN, les membres du bureau confédéral signataires de la pétition pour l'Union dans les luttes ont été violemment pris à partie et Séguy a été obligé de s'interposer. Les tenants d'une ligne eurocommuniste cherchent à préserver un cadre unitaire avec le PS et avec la CFDT. Le débat semble s'orienter vers une querelle d'interprétation des textes adoptés au 40e Congrès confédéral (les termes des débats du CCN ne sont pas encore connus publiquement).

La CFDT a poursuivi ces derniers mois sa ligne de recentrage, et elle doit en boire la coupe jusqu'à la lie. En effet, le patronat a répondu, par la bouche de son leader Ceyrac, qu'il ne voyait pas pourquoi il paierait ce qu'il reçoit gratuitement. Ceyrac signifiait par là qu'il ne voit pas la nécessité de récompenser la bonne volonté de la CFDT manifestée en maintes occasions par les quelques «résultats» que cette organisation ne cesse de promettre aux travailleurs et de quémander au long d'interminables négociations avec les patrons. Le congrès confédéral de Brest, en juin 1979, avait révélé qu'une majorité de syndicats CFDT s'opposaient à des aspects essentiels du recentrage. Ces derniers mois, ces syndicats ont vu leur confédération laisser sans riposte les attaques les plus sensibles du pouvoir contre les travailleurs. Nombreux sont ceux qui, pensant au départ que la CFDT commettait une simple erreur de parcours, ont maintenant perdu leurs illusions. En fait, le maintien d'une combativité élevée de la classe ouvrière met la direction CFDT en position délicate par rapport à la CGT. Il explique aussi le développement d'un courant unitaire vigoureux dans la CFDT.

La direction CFDT s'est pourtant montrée politiquement très active ces derniers

mois. Elle a multiplié déclarations et gestes visant à creuser un fossé toujours plus profond entre elle et le bloc PC-CGT: en dénonçant *«l'ombre de Kaboul qui plane sur le mouvement ouvrier»*; en portant plainte contre le PCF pour un article, il est vrai scandaleux, accusant Edmond Maire d'avoir participé à la répression coloniale en Algérie. Plus encore, la direction CFDT s'est précipitée sur les préalables mis par la CGT à une manifestation unitaire le 1er mai, pour tenter d'organiser à Paris la sienne propre. Maire a expliqué ensuite que les militants doivent cesser d'enviesager d'emblée toute action comme inter-syndicale. Cette division ostensiblement affichée le 1er mai avait pour but de faire accepter la division comme un fait accompli, de la banaliser. A cette occasion, le courant pour l'unité s'est exprimé avec une force certaine, au sein même du mouvement syndical.

LE COURANT POUR L'UNITE ET LA MARCHE DU 1er MAI

Le courant pour l'unité s'est d'abord exprimé en France autour de la pétition pour l'Union dans les luttes, lancée par 100 militants du PC et du PS (voir à ce sujet *Inprecor* numéro 72-73). Cette pétition est aujourd'hui signée par 100 000 personnes, sous sa forme originelle ou avec des amendements. Elle a circulé largement dans les entreprises où elle fut prise en charge par les militants de la LCR, et discutée par de nombreux militants syndicaux. Elle a permis des débats sur la centralisation des luttes, la grève générale (désignée sous des formulations diverses) et bien sûr, l'unité nécessaire des organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier. Ces débats ont été assez naturellement réinvestis dans les organisations syndicales. Le PCF est souvent intervenu par tract dans les entreprises pour dénoncer la pétition. Des collectifs de signataires se sont créés dans plusieurs villes importantes et dans des entreprises, tandis que les

Le front unique version OCI

L'OCI a mené ces derniers mois une importante campagne autour d'une lettre ouverte à Marchais et Mitterrand, pour le désistement inconditionnel d'un parti pour l'autre au second tour des présidentielles. Au dos de cette pétition figure un texte de l'OCI qui évoque la nécessité de la grève générale.

Les militants de l'OCI et de la LCI (groupe français de la TLT qui a scissionné de la LCR et de la IVE Internationale lors du dernier congrès mondial) assurent avoir réuni 85 000 signatures sur cette pétition. L'OCI a caractérisé l'appel des cent pour l'union dans les luttes comme front populiste. Loin de reconnaître l'importance d'un appel à l'unité provenant de militants du PC et du PS, elle cherche à développer autour de sa propre pétition des comités d'initiatives et d'unité qui sont ses pseudopodes.

Des représentants du PS ont reçu à leur demande une délégation des comités d'initiative et d'unité. Ils ont assuré ces comités que le PS maintiendrait sa ligne qualifiée d'unitaire malgré tous les obstacles. Suite à cette rencontre, des initiatives communes se sont multipliées localement entre

le PS et l'OCI. A Marseille, ville dont le socialiste Gaston Defferre est le maire, un communiqué commun affirme: «*L'OCI, la LCI et le PS s'adressent solennellement aux dirigeants du PCF: cessez la division, tout dépend de l'unité!*». En plusieurs endroits, comme à Suresnes, le PS a appelé au meeting organisé porte de Pantin par l'OCI, la LCI et les comités d'initiative et d'unité le 21 mai.

A ce meeting qui réunit une assistance importante (7 à 8 000 personnes), Pierre Lambert devait lire un message de Beregovoy, secrétaire national du PS, qui affirme notamment: «*Le PS suit avec intérêt toutes les initiatives appelant la gauche à se resaisir et à s'unir. C'est dans cet esprit qu'il a reçu le 1er avril la délégation des comités d'initiative et qu'il s'adresse à vous ce soir pour confirmer sa volonté de participer activement à l'union des forces populaires*».

Prompte à subodorer le front populaire dans l'appel pour l'union dans les luttes, l'OCI fait semblant de comprendre les proclamations unitaires du PS comme de purs appels au front unique!

geants de la CGT signataires de l'appel et qui ne veulent pas voir les sections syndicales et les syndicats s'engager à la base dans un processus unitaire. Les initiateurs de l'appel des 100 prirent alors la responsabilité de dénoncer la marche pour l'unité comme une manœuvre de la LCR, sous couverture syndicale. Ils payèrent pour ce faire une annonce publicitaire dans le journal *Le Monde*, et avançaient le rassemblement de l'Union dans les luttes au matin.

Malgré cette manœuvre, qui permit aux sectaires, aux sceptiques et aux journaux de se moquer de la division des unitaires, la marche pour l'unité fut un plein succès. Manifestation de syndicalistes et d'organisations syndicales, elle réunit jusqu'à 10 000 personnes au plus fort de la participation. Elle a croisé comme prévu le cortège de la CFDT, nettement moins important et dont les tra-

L'OCI et la LCI présentent la grève générale comme un phénomène naturel, dont la venue est préparée par leur campagne pour l'unité PC-PS. Ces deux organisations nient les tâches que l'objectif de la grève générale assigne aux révolutionnaires dans le mouvement de masse et notamment dans le mouvement syndical. C'est ainsi que l'OCI n'a pas appelé à la grève du 13 mai contre la loi Berger et que son journal, *Informations Ouvrières*, n'a pas publié une ligne sur cette journée qui a pourtant été suivie du retrait du projet de la loi. De la même façon, *Informations Ouvrières* veut ignorer que la convention médicale imposée par le pouvoir et le CNPF a été élaborée avec Derlin, président de la caisse nationale d'assurance maladie, qui est membre de la direction confédérale Force Ouvrière!

Par contre, l'OCI et la LCI mettent maintenant toutes les forces dans une nouvelle pétition qui affirme: le PS a reçu la délégation des comités d'initiative et d'unité, le PC doit en faire autant.

Telle apparaît la conception du front unique pour l'OCI: un brevet d'unité décerné à la social-démocratie; le refus de faire avancer en pratique le mouvement de masses vers des formes supérieures de lutte et d'unité. □

initiateurs de la pétition décidaient une initiative pour le 1er mai: devant la division syndicale, critiquant ouvertement le sectarisme des uns et le recentrage des autres, ils annonçaient la tenue d'un rendez-vous unitaire à Beaubourg, avant les manifestations syndicales de l'après-midi. D'autres initiatives étaient prises parallèlement au plan syndical: 94 postiers lançaient un appel pour une marche pour l'unité. En quelques jours, un millier de syndicalistes, CGT, CFDT, FO et FEN appelaient par tract à l'organisation d'une telle marche. Un regroupement de plusieurs dizaines de syndicats et de sections syndicales, pour la plupart CFDT et issues du secteur public, appelaient à son tour à une marche pour l'unité.

Les initiateurs de l'appel des 100 firent alors marche arrière, soucieux sans doute de ne pas rompre avec les diri-

vailleurs immigrés formaient l'essentiel. Puis elle réussit à rejoindre l'importante manifestation de la CGT, avant de se dissoudre. La presse et l'opinion militante retinrent de la journée du 1er mai l'affirmation de cet important courant unitaire. Les journaux qui avaient parlé de «la marche de la LCR» rectifièrent. Le rassemblement du matin, auquel participaient aussi des militants de la LCR, ne rassembla que quelques centaines de personnes.

Les élections présidentielles auront lieu en avril 1981. Le pays entrera dans la campagne électorale active dès l'automne. Les chefs de tous les grands partis, y compris Marchais, se sont empressés de toucher la main du Pape lors de la visite en France de Karol Wojtila.

Cet épisode peu glorieux donne un avant-goût de ce que pourra être la campagne électorale des partis ouvriers majo-

ritaires. Quant aux formations révolutionnaires, elles devront franchir des obstacles considérables pour présenter un ou plusieurs candidats: 500 signatures d'élus sont maintenant requises (contre 100 aux élections présidentielles précédentes). Les signatures collectées devront de plus être rendues publiques, ce qui présente un évident aspect dissuasif.

Parallèlement au développement d'un courant unitaire dans les partis ouvriers traditionnels et dans les syndicats, la LCR développe une campagne en faveur de l'organisation de la grève générale et pour un gou-

vernement PC-PS. Au meeting qu'elle organisait au palais de la Mutualité à Paris prirent la parole des militants trotskystes des PTT, de la Sécurité sociale, de la SNCF et des instituteurs, secteurs où la ligne d'unité ouvrière a été expérimentée sur une échelle plus ou moins grande au cours de ces derniers mois.

Une chose apparaît d'ores et déjà certaine: ces élections vont clore un cycle de dix années d'union de la gauche: c'est en 1971 que le congrès d'Epinau qui enterrait la SFIO de Guy Mollet pour mieux redon-

ner vie à la social-démocratie, sous l'appellation de nouveau PS. Le programme commun de gouvernement fut signé avec le PCF en 1972. Si les partis ouvriers perdent ces élections de 1981, il ne faut pas être grand clerc pour annoncer que l'heure des bilans sera difficile et explosive dans le PCF comme dans le PS. Passé 81, plus aucune échéance électorale ne se profilera avant longtemps. On peut déjà prévoir des crises et des règlements de compte majeurs dans les partis ouvriers si Giscard est réélu au terme de ces dix années d'union de la gauche montante puis déchirée.

3 juin 1980

□

Nucléaire

Pentecôte anti-nucléaire : 100000 à Plogoff

L'appel de la conférence internationale de la coordination du mouvement anti-nucléaire à organiser, durant le week-end de la Pentecôte, des mobilisations contre l'utilisation de l'énergie nucléaire, a connu un succès sans précédent. Dans le monde entier, des manifestations ont été organisées témoignant du développement à l'échelle internationale du mouvement anti-nucléaire.

Ils étaient 18000 à Los Angeles, 2000 à Baden en Suisse, des dizaines de milliers en Italie (25000 à Rome, 10000 à Milan, 2000 à Venise), en Espagne (2000 à Madrid et Valence, 5000 à Pampelune et Santiago, 1000 à Tortosa, 5000 à Vich contre le projet d'ouverture d'une mine d'uranium). En Angleterre, dans le New Hampshire, 2000 manifestants ont tenté d'occuper la centrale de Seabrook en construction

et se sont affrontés aux forces de l'ordre. En Hollande, à Ijmuiden, des milliers de manifestants ont protesté contre l'embarquement de déchets radioactifs devant être immergés dans l'Atlantique; et à Boodevard, 6000 anti-nucléaires ont décidé d'occuper en septembre le site si le projet de construction d'une centrale n'était pas abandonné. En Allemagne, ils sont venus par milliers à Gorleben soutenir les 1500 anti-nucléaires qui ont construit un véritable village où ils habitent sur le site où doit être construit le plus grand complexe de production d'énergie nucléaire et de retraitement du monde. En France, une kermesse anti-nucléaire à Chooz a rassemblé 1500 personnes; ils étaient aussi 7000 à protester dans la Loire contre un projet de dépôts des déchets radioactifs; et surtout il y a eu le point fort de cette mobilisation internationale, le rassemblement de Plogoff.

G. AGUIRE

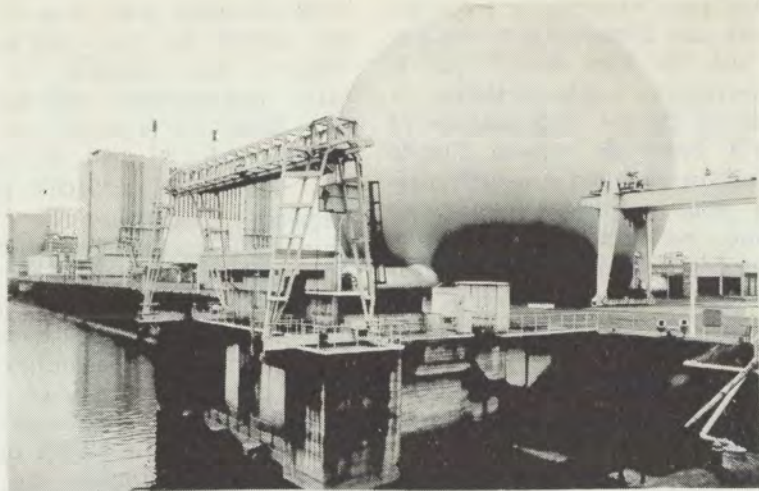
C'EST un des plus grands rassemblements anti-nucléaire jamais organisés qui s'est déroulé le week-end de la Pentecôte à Plogoff. Plus de 100000 anti-nucléaires sont venus exprimer leur solidarité avec celles et ceux de Plogoff et des environs, qui ont mené en février et mars derniers, une lutte exemplaire contre le projet de construction d'une centrale nucléaire, n'hésitant pas à s'affronter avec les forces de

l'ordre — plus de 3000 gendarmes mobiles et CRS occupaient et quadrillaient la région — qui ont dû militairement imposer le déroulement normal de l'enquête d'utilité publique bidon dont la légitimité était contestée par les habitants.

Cette lutte, dans laquelle toute la population de la région s'est retrouvée, l'importance de la solidarité qui s'est développée dans toute la France, sont les meilleures garanties pour le succès des luttes à venir qu'il faudra mener puisque le gouverne-

ment a décidé, malgré l'opposition massive des habitants, de construire une centrale à Plogoff.

Une faiblesse, pourtant, dans l'organisation de ce rassemblement. Les organisations ouvrières, politiques et syndicales, n'ont pas été invitées. Pire, celles qui ont demandé de pouvoir tenir un stand et diffuser leur presse se le sont vues refuser. Et pourtant, certaines d'entre elles avaient participé à la lutte contre la construction de la centrale et contre la répression qui a suivi les manifestations: la CFDT, le



PS, le PSU, la LCR et d'autres. Il aurait été correct de leur permettre d'exprimer leur soutien à la lutte, d'exposer et diffuser leurs idées.

Cette attitude s'explique largement par la méfiance des habitants de Plogoff à l'égard des organisations politiques et plus généralement de la politique, par leur crainte de voir «leur» lutte, «leur» rassemblement être récupérés par d'autres. Ainsi, souvent les organisateurs, la plupart habitants de Plogoff, nous ont dit: «Nous ne voulons pas mélanger la politique à notre lutte; c'est de cette manière seulement que nous pourrions rester unis». Et la discussion s'est engagée, fraternelle. Nous leur avons dit: «Oui, c'est vous, et vous uniquement, qui devez, notamment au travers du comité que vous avez créé, organiser, diriger sur place la lutte et la résistance contre la construction de la centrale. Mais l'objectif de votre lutte s'attaque de fait au programme électro-nucléaire du gouvernement. Ce dernier ne cédera pas facilement; ne serait-ce que pour éviter qu'une lutte locale contre la construction d'une centrale nucléaire soit victorieuse et qu'elle devienne ainsi un exemple. Pour gagner, vous devez trouver des appuis, des alliés dans la région, dans tout le pays. Or, vous n'avez rien à attendre des partis bourgeois qui sont les partis de ceux qui soutiennent les multinationales et le lobby

nucléaire en France. Par contre, vous pouvez obtenir, outre le soutien des anti-nucléaires, celui des travailleurs, de certaines de leurs organisations. Et ce soutien, c'est aussi une garantie pour le succès de votre lutte. D'ailleurs, aux mois de février et mars, cela s'est réalisé dans les faits lorsque, par exemple, les organisations syndicales ont déposé un préavis de grève pour permettre aux travailleuses et aux travailleurs de participer aux manifestations». Ces idées commencent à faire leur chemin et il est du devoir des militants révolutionnaires, mais aussi des anti-nucléaires de les faire progresser.

Et finalement, c'est sur place que «naturellement» la jonction s'est réalisée. Notamment par la présence des travailleurs du Joint Français en lutte; de ceux d'une imprimerie de Quimper occupée depuis plusieurs semaines et aussi dans les débats où nombreux sont les militants syndicaux et d'organisations politiques à exprimer leur volonté de participer à la lutte contre le nucléaire et à se battre dans leurs organisations pour qu'elles s'engagent dans cette voie.

Pour résumer, un rassemblement massif — le plus important en France depuis la manifestation de Malville l'été 1977 — qui a montré le renouveau et la vitalité du mouvement anti-nucléaire, ses poten-

tialités aussi, mais à condition encore qu'il sache se lier au mouvement ouvrier.

La participation du mouvement ouvrier à la lutte anti-nucléaire reste le problème-clé sur lequel achoppe le mouvement anti-nucléaire en France. Or, force est de constater qu'il n'a pas su jusqu'ici y répondre correctement, adoptant souvent une attitude défensive et sectaire.

Certes, le problème n'est pas simple, les directions des principales organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier développant des positions favorables à l'utilisation de l'énergie nucléaire.

Ainsi, le Parti communiste français est le plus ardent défenseur, au nom de l'indépendance nationale, du développement de l'énergie nucléaire en France, allant jusqu'à se prononcer, au moment le plus fort des luttes de la population de Plogoff, pour la construction de la centrale: «Nous disons que la France et la Bretagne ont besoin d'une politique énergétique diversifiée dans laquelle le nucléaire a sa place, une place à la mesure des potentialités et des capacités de notre pays. Il peut donc y avoir une centrale nucléaire à Plogoff» (1). Et le numéro de l'hebdomadaire du PCF, *Révolution*, sorti juste deux jours avant le rassemblement titrait: «Nucléaire, oui!».

La confédération CGT tend de plus en plus à aligner ses positions sur celles du PCF, abandonnant la relative prudence de ses positions adoptées lors de son dernier congrès qui insistaient sur les dangers particuliers, liés à l'utilisation de l'énergie nucléaire et notamment, des surgénérateurs, qui préconisaient un ralentissement des rythmes de construction des centrales, qui demandaient l'organisation d'un débat démocratique et la consultation des po-

1) J.C. Dubard, membre du Comité central, responsable du secteur énergie. Dans l'*«Humanité»* du 23 février.

pulations directement concernées.

Le Parti socialiste est également favorable au recours à l'énergie nucléaire, bien que le programme qu'il propose soit de moitié moins important que celui prévu par le gouvernement et qu'il soit opposé au développement des surgénérateurs. Ses positions anti-nucléaires restent largement abstraites et verbales et ne font le plus souvent que répondre à des soucis électoralistes. Le Parti socialiste ne développe aucune stratégie concrète de lutte pour mettre en échec le programme électro-nucléaire du gouvernement et il ne participe que de manière limitée aux mobilisations sur le terrain.

Seule, la CFDT, tout en étant partisane d'un développement limité de l'énergie nucléaire, a refusé ces dernières années de louer les soi-disants bienfaits de l'énergie nucléaire. Elle a développé un important travail d'information et de sensibilisation et a avancé la perspective d'un moratoire de trois ans. Elle tend cependant aujourd'hui à édulcorer ses positions anti-nucléaires notamment sur la question du moratoire, dont la perspective est renvoyée à 1985, la CFDT acceptant que, jusqu'à cette date, une vingtaine de centrales soient construites. Enfin ses rapports avec le mouvement anti-nucléaire ont souvent été empreints de méfiance, voire à certaines occasions d'hostilité.

Cette attitude des organisations ouvrières a favorisé la méfiance des anti-nucléaires à l'égard du mouvement ouvrier. Mais cela ne saurait en aucun cas justifier le sectarisme, le refus du mouvement anti-nucléaire de s'adresser systématiquement aux organisations ouvrières pour leur proposer sur des objectifs précis et limités la plus large unité d'action. Car il existe des ouvertures à la lutte anti-nucléaire au sein du mouvement ouvrier français. Nombre de congrès syndicaux témoignent que la base des organisations ouvrières est sensible aux idées anti-nucléaires.

Souvent des structures locales ou régionales — comme à Plogoff par exemple — participent aux luttes anti-nucléaires. Il est dès lors décisif que le mouvement anti-nucléaire se saisisse de ces phénomènes et qu'il cesse de refuser l'unité d'action sur des objectifs précis sous prétexte qu'une alliance ne serait possible qu'avec des organisations qui sont favorables au renoncement immédiat et absolu de l'énergie nucléaire.

De même, pour gagner l'appui des travailleurs, il doit s'efforcer de contrer la propagande pro-nucléaire à base de chantage au chômage. Il ne peut se contenter d'affirmer que la production d'énergie nucléaire ne crée pas d'emplois et qu'elle n'est pas une solution au chômage — ce qui est vrai par ailleurs. Il doit aussi prendre des positions qui répondent aux préoccupations de la classe ouvrière : il doit se prononcer pour les 35 heures immédiates sans diminution de salaire, pour la nationalisation sous contrôle des travailleurs de toute la production d'énergie, des trusts pétroliers notamment.

L'attitude sectaire du mouvement anti-nucléaire s'est manifestée dans le cadre de la préparation du rassemblement de La Hague des 28 et 29 juin, organisé par la coordination nationale des comités anti-nucléaires (CNAN) sur les mots d'ordre suivants :

- * contre l'extension de l'usine
- * contre la surgénération
- * contre le plutonium civil et militaire
- * contre l'Europe de la répression

La CFDT a proposé à la CNAN de coorganiser le rassemblement tout en émettant des réticences sur le quatrième mot d'ordre et en demandant que celui contre le plutonium civil et militaire soit précisé. Or, la CNAN a refusé d'emblée le principe d'une coorganisation sous prétexte que la CFDT n'était pas d'accord a priori sur

tous les mots d'ordre. Et cela sans qu'aucune discussion avec cette dernière n'ait lieu. Voilà qui dessert la cause du mouvement anti-nucléaire et la lutte anti-nucléaire elle-même. Car l'objectif central de ce rassemblement, c'est de créer un rapport de forces pour empêcher l'extension de l'usine de la Hague et la production de plutonium devant servir soit à des fins civiles (combustibles pour les surgénérateurs), soit à des fins militaires. C'est cela l'essentiel. Et bien évidemment dans ce cadre la participation de la CFDT ou au moins de certaines de ses Unions départementales et de certains de ses syndicats traditionnellement partie prenante des luttes anti-nucléaires était très importante. Sans compter que cela aurait de plus facilité le lien avec les travailleurs de l'usine de la Hague, la CFDT y étant majoritaire. Alors, même si sur ce mot d'ordre une divergence subsistait, il fallait proposer à la CFDT la coorganisation, quitte à demander que chacun puisse s'exprimer sur le point en désaccord dans le tract d'appel.

Une telle démarche aurait permis au mouvement anti-nucléaire et aux idées qu'il défend de gagner une crédibilité auprès des dizaines de milliers de travailleurs. Et nous espérons qu'il saura en tirer les leçons au moment où il faudra tirer le bilan de ce rassemblement.

**TOUS A LA HAGUE
LES 28 et 29 JUIN !**

Cependant, malgré ce cadre de mobilisation, parce que nous sommes d'accord avec les mots d'ordre avancés, parce que le succès de ce rassemblement et de son déroulement auront une incidence importante sur l'avenir des luttes anti-nucléaires en France, nous le soutenons et nous appelons les travailleurs, les anti-nucléaires, tous ceux qui refusent l'aventure de la surgénération, du retraitement servant à la production de plutonium civil et militaire à y participer massivement. □

Quelle société alternative ?

Petr UHL

La position sur les formes indépendantes d'organisation sociale ne serait pas tout à fait claire si je n'y ajoutais une introduction pour mettre l'accent sur certaines de mes idées politiques concernant la nature du système social en Tchécoslovaquie et ses développements possibles. Ces idées seront précisées dans un ouvrage dont je suis le co-auteur et qui n'est pas terminé car j'ai dû assumer des tâches plus urgentes. De plus, après les événements des deux dernières années, certaines parties ne sont déjà plus d'actualité. J'espère, ainsi que certains de mes camarades, que le développement politique de la Charte 77 et l'évolution de la situation en Tchécoslovaquie même, vont nous permettre d'exprimer publiquement nos idées. Le risque d'interprétations erronées, étant donné le caractère condensé de ces notes, pourra être contrebalancé par une certaine familiarité avec l'héritage intellectuel du courant politique marxiste révolutionnaire encore faible qui défend, à l'heure actuelle, son droit à l'existence en Tchécoslovaquie.

1. Le système social dans lequel nous vivons peut être défini, du point de vue économique, comme un centralisme bureaucratique et, du point de vue politique, comme une dictature bureaucratique. Ce système s'est construit sur la destruction révolutionnaire des rapports de production capitalistes et du système politique bourgeois. Cependant, la révolution sociale n'a pas été menée à son terme; elle a

été déformée essentiellement par l'influence du stalinisme. Dans le domaine politique et économique, il asservit les travailleurs plus que le capitalisme et la démocratie bourgeoise ne l'ont jamais fait. Le capitalisme et le stalinisme, qui connaissent une stabilité temporaire, ont dans les faits un certain nombre de traits en commun: ils contrôlent la production sociale, ils organisent administrativement à la fois le travail et la vie sociale dans leur ensemble et ils maintiennent les travailleurs dans une position sociale qui se caractérise par l'expropriation politique et économique des travailleurs et leur aliénation. Mais, malgré ces similitudes, les fondements du système capitaliste et du système centralement bureaucratisé sont tout à fait différents.

2. Le principal antagonisme de classe se développe entre la bureaucratie centralisée au pouvoir, fondée sur la hiérarchie bureaucratique, et les diverses classes et couches qui forment la population travailleuse.

3. L'antagonisme social fondamental se situe entre la nature du travail d'une part et la nature du contrôle sur les moyens de production et de distribution du produit social et des biens de consommation d'autre part. Car les décisions concernant les forces productives, les moyens de production, les biens d'investissement et de consommation, sont prises par une couche numériquement faible de bureaucrates qui se trouvent au sommet du système et qui s'appuient sur une structure hiérarchique bureaucratique, alors que les travailleurs qui produisent la richesse sont totalement écartés de la prise

de décision. Il y a conflit entre le caractère social du travail et la position dominante de la couche sociale qui prend toutes les décisions qui ont trait à ce travail. (Il existe un certain nombre d'hypothèses différentes: selon l'une d'elles, la bureaucratie est un tout structuré qui se présente comme un exploiteur universel, mettant en œuvre les moyens de production étatisés (non socialisés) en tant que propriétaire collectif).

4. Une analyse cohérente des rapports sociaux (c'est-à-dire des relations entre les différents groupes sociaux, dans les domaines économique, culturel, etc.) éclaire les deux axes qui fondent le système de la dictature bureaucratique (le totalitarisme et le centralisme), ainsi que le système d'autorité (les relations de domination, de subordination et les formes de paternalisme). Il serait superficiel et dangereux de confondre le totalitarisme de type bureaucratique stalinien avec les dictatures, produits de rapports sociaux et de production tout à fait différents.

5. En Tchécoslovaquie, la dictature de type bureaucratique stalinien et le centralisme bureaucratique ont été établis d'après le modèle soviétique. Le centre bureaucratique en Tchécoslovaquie, comme partout ailleurs dans le bloc soviétique, est subordonné au centre de Moscou dont le pouvoir exprime les intérêts non seulement de la bureaucratie soviétique, mais également ceux des diverses bureaucraties nationales. La bureaucratie tchèque et son centre ne fonctionnent pas simplement à partir d'ordres venus d'en-haut; en dépit des controverses et des désaccords, les relations existantes

sont fondées sur la collaboration. L'armée soviétique en Tchécoslovaquie n'est que l'instrument du dernier recours, et elle n'exerce pas une influence directe sur la politique.

6. D'un point de vue historique, nous devons considérer toute la période que traversent tous les peuples d'Europe orientale comme une phase de transition entre le renversement du mode de production capitaliste et l'émergence du socialisme, la première phase du communisme. L'impasse du stalinisme, qui fut accompagnée d'une violence certainement jamais égalée dans l'histoire de l'humanité, n'est pas la voie qui doit être nécessairement prise par les autres nations du monde.

7. Le dilemme auquel est confronté la bureaucratie — et une des sources de la crise du pouvoir bureaucratique — est la contradiction qui existe entre la nécessité de maintenir le statu quo garantissant la domination bureaucratique et celle des changements sociaux imposés par le développement de la société, en particulier dans le domaine économique et culturel. De tels changements sont nécessaires si l'on veut résoudre les contradictions socio-économiques croissantes. Ils sont nécessaires par conséquent au maintien du centralisme et du pouvoir bureaucratiques.

8. Le système du centralisme bureaucratique ne peut être réformé dans le cadre de ses propres structures institutionnelles. (Ces institutions comprennent en particulier l'appareil du Parti communiste, les syndicats, les organisations satellites, les mouvements de jeunesse, etc. les comités nationaux et les organes représentatifs, le gouvernement et la présidence de la République, les structures bureaucratiques de direction économique, la police, l'armée, la justice, le système d'éducation et les médias, la censure...). Des améliorations mineures à l'intérieur du cadre existant ont une certaine signification, entre autres raisons parce qu'elles favorisent le développement de l'esprit critique et des tendances oppositionnelles et dessinent un semblant

de structure indépendante de l'Etat. En elles-mêmes, ces réformes ont des limites définies, étant donné que toute réforme démocratique ou libérale, dans le domaine économique, politique ou culturel se heurte aux fondements anti-démocratiques du système et menace le pouvoir de la bureaucratie. C'est pourquoi elle sera restreinte — ou supprimée par la force — dès qu'on approchera d'une solution au problème social fondamental. Ainsi, toute tentative de réforme contient une dynamique révolutionnaire dans le sens où elle révèle le caractère illusoire d'une orientation réformiste et renforce un début de conscience révolutionnaire.

9. Bien que les rythmes et l'intensité en varient d'un pays à l'autre, les contradictions s'accroissent fortement dans tous les domaines de la vie sociale. A un certain point, toutes les sociétés d'Europe orientale vont se trouver confrontées à la nécessité de renverser la dictature de la bureaucratie. Même si le fait de détruire le pouvoir bureaucratique peut prendre plusieurs mois, les transformations sociales vont affecter radicalement toutes les institutions politiques, dans certains cas bouleverser leurs structures actuelles, dans d'autres, détruire complètement ces structures mêmes. C'est pourquoi il est correct d'appeler cette transformation politique un processus **révolutionnaire**.

10. La révolution anti-bureaucratique est par-dessus tout une révolution politique. Débarasser le développement économique des chaînes bureaucratiques aura des conséquences significatives dans les rapports de production et achèvera le processus révolutionnaire entamé de 1945 à 1948 : c'est-à-dire qu'il achèvera la socialisation des moyens de production. Cependant, aucune classe ne sera détruite par cette transformation, étant donné que la bureaucratie ne peut être décrite comme une classe mais comme une couche sociale ; il n'est pas possible de définir ce processus comme une révolution sociale. Ce sera aussi — et tout d'abord dans ses consé-

quences — une révolution culturelle, qui changera les rapports entre les gens et les rapports entre les choses et les gens.

11. Une révolution présuppose nécessairement la violence, mais cela n'implique pas la brutalité ou la terreur, dans la mesure où la révolution est bien organisée. Les révolutions ne naissent ni des injonctions des révolutionnaires ni de l'endoctrinement des masses. Elles se produisent quand les gens sont déterminés à arracher le pouvoir par la force à ceux qui le détiennent et à affronter la violence grâce à laquelle ceux au pouvoir maintiennent dans l'oppression la société tout entière — oppression qui implique une violence incomparablement plus grande que celle qu'utiliseront les opprimés. Elles se produisent quand les gens ne peuvent supporter plus longtemps cette oppression « normale », point qui est ordinairement atteint lorsque les maîtres n'ont plus de solutions à apporter aux conflits sociaux, lorsque ces conflits touchent les intérêts des couches les plus larges de la population et lorsque l'incapacité des maîtres est alliée à la brutalité et à la terreur. Le rôle des révolutionnaires est de proposer aux masses la meilleure voie pour avancer, en essayant de limiter, par exemple, autant que possible, la violence révolutionnaire et de résister fermement à la brutalité et à la terreur. Mais, même si celles-ci sont nécessaires pour assurer le triomphe de la révolution, elles font toujours peser une menace de dégénérescence au sein même du processus révolutionnaire.

12. Il y a de nombreuses variantes que l'on peut envisager au processus révolutionnaires, à la fois dans ses aspects internes et internationaux. La révolution anti-bureaucratique en Tchécoslovaquie ne peut espérer être victorieuse que si elle ne reste pas confinée dans les limites de ce pays, que si elle devient partie prenante de la révolution internationale.

13. L'histoire a montré que la tendance à l'auto-organisation est inhérente à la fois à la révolution anti-capitaliste et

à la révolution anti-bureaucratique, même si l'auto-organisation n'est pas le seul cadre de réorganisation de la vie sociale. Cette tendance est apparue au cours des développements pré-révolutionnaires en 1968/69. Et elle apparaîtra au cours de la révolution anti-bureaucratique à venir en Tchécoslovaquie, bien que, parallèlement, puisse apparaître un système parlementaire ou toute autre forme de gouvernement qui deviendrait dominant pendant une période.

14. Le parlementarisme signifie la domination d'une direction — le directoire, le présidium, le politbureau, etc. — d'un ou de plusieurs partis politiques. Cela ne présage pas du développement de formes de démocratie directe, qui sont les moyens pour parvenir à l'émancipation sociale et individuelle et à la suppression de l'aliénation. Le système d'auto-organisation sociale généralisée — et non seulement économique — permettra d'articuler les formes de démocratie directe et indirecte. Le système de démocratie indirecte est fondé sur les conseils ouvriers ou autres, combinés et coordonnés horizontalement, et regroupés en un Conseil suprême. Cela remplacera le système courant de représentation législative et exécutive. Ce sera un système des producteurs démocratiquement organisés sur une base territoriale. Il y a eu de nombreuses propositions faites pour prévenir la bureaucratisation et la dégénérescence d'un tel système: elles comprenaient le principe de la révocabilité, le droit pour les minorités de jouer un rôle politique actif, la rotation des postes, et un système de rétribution des représentants. La démocratie indirecte (représentative) sera renforcée par des éléments de démocratie directe: référendums à l'échelle nationale et locale, des sondages d'opinions et dont les résultats devront être respectés, la prise en charge directe des diverses affaires par des groupes, et ainsi de suite. Le système d'auto-organisation sociale n'est pas une fin en soi: celle-ci ne peut être mise en avant que dans la mesure où

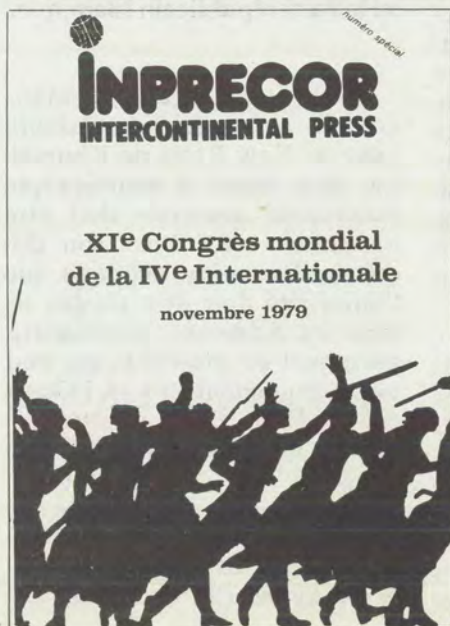
elle garantit la croissance ininterrompue des éléments de démocratie directe et prédominante sur les éléments représentatifs. Le système d'auto-organisation implique un pluralisme conséquent: partis politiques, qui prendront plutôt la forme de clubs politiques ou de mouvements, et qui pourront faire connaître leurs plate-formes mais ne pourront dominer la société comme ils le font dans le système démocratique bourgeois.

15. Des organes d'auto-organisation sur les lieux de travail — comités de grève, syndicats régénérés, conseils ouvriers — apparaîtront d'abord au cours de la crise précédant la révolution. Ces organes devront alors coordonner leurs activités avec celles des travailleurs des autres entreprises — sur une base territoriale pour ce qui concerne les syndicats — de telle manière que les organes d'auto-organisation jouant un rôle social général puissent voir le jour. Les travailleurs, et graduellement les autres couches sociales, devront prendre le contrôle de l'appareil militaire tout entier et le restructurer sur les bases des structures économiques du pays. De cette façon, l'armée de métier et la police seront abolies. Enfin il sera nécessaire pour les organes d'auto-organisation, de dépasser le domaine économique, dans lequel ils seront impliqués au niveau de l'organisation et peut-être de la co-di-

rection du processus de production, afin de devenir les centres du pouvoir politique, visant à la destruction de ce pouvoir, des centres permettant l'apparition des formes les plus variées d'initiative sociale.

16. La force motrice de la nouvelle stratégie révolutionnaire résidera dans ses contradictions: l'antagonisme susmentionné entre le parlementarisme et l'auto-organisation au niveau politique et entre les tendances technocratiques et démocratiques au niveau économique, le conflit entre les conceptions nationalistes et les conceptions internationalistes, les différences dans les systèmes de valeur et de choix, en particulier en ce qui concerne la consommation et l'écologie, les problèmes dans la définition des domaines de compétence, les problèmes de particularisme entre les divers groupes de producteurs associés, etc.

17. L'ouverture sur des développements futurs dépend non seulement de l'acceptation des conditions de vie et de la situation internationale, mais aussi des activités quotidiennes de chacun d'entre nous. Et ceci est en retour lié à nos propres capacités, à notre compréhension et, par-dessus tout, à notre détermination et à notre désir de changer les conditions sociales dans lesquelles nous vivons. Notre conscience sociale d'aujourd'hui est un facteur déterminant qui influera sur la direction du développement futur. □



Vient de paraître

II. La crise sociale et le sac de l'Université

Nous publions le deuxième article d'une série sur la situation actuelle et les perspectives de la révolution en Iran. Les problèmes rencontrés par la direction Khomeiny-Bani Sadr et les affrontements au Kurdistan étaient traités dans le précédent numéro d'*Inprecor*.

Michel ROVERE

LA tentative de mise au pas des universités et d'«pulsion des campus des principales organisations de l'extrême-gauche» iranienne (*Fedayin*, *Peykar* et *Moudjahidin*) a été le deuxième temps fort après la nouvelle offensive militaire au Kurdistan du tournant droitier entamé par la direction Khomeiny-Bani Sadr, à partir de la fin du mois de mars. Les affrontements ont fait plusieurs dizaines de morts et abouti à l'arrestation, à Ahwaz notamment, de plusieurs centaines d'étudiants.

Si la «bonne foi» de certains courants islamiques, très minoritaires, qui voulaient réellement «révolutionner» l'université pour la mettre au service des «*mostazzafin*» (1) a pu être surprise ou mise à profit, la chronologie et le détail des événements ne permet pas de

douter qu'il se soit bien agi en réalité d'une campagne, de longue haleine orchestrée depuis les hautes sphères du régime, contre la gauche, campagne dans laquelle ont été impliqués à des degrés divers aussi bien le «Guide de la Révolution», Khomeiny, que le Conseil de la Révolution, le président Bani Sadr ou le Parti républicain islamique.

Cela commença, le 21 mars, avec le «*message à la Nation*» pour le Now Rouz de Khomeiny, dans lequel il annonça que l'université iranienne doit être «islamisée» (2). Dans son discours, Khomeiny explique que l'université doit être purgée de tous les éléments, professeurs, personnel et étudiants qui sont idéologiquement liés «à l'Ouest ou à l'Est». Dans les deux semaines qui précédèrent les premiers incidents qui auront lieu le 16 avril à l'Université de Tabriz, les dirigeants du Parti républicain islamique, comme le Dr Ayyad (3), et surtout l'a-

Le prochain article traitera de l'avenir des mobilisations anti-impérialistes, de la crise de la direction nationaliste bourgeoise et des axes d'intervention des marxistes-révolutionnaires.

yatollah Hadi Ghaffari, connu pour ses diatribes contre la gauche et qui est l'un des organisateurs reconnus des bandes d'*hezbollahs* (4), organisent une tournée de meetings dans plusieurs villes d'Iran sur le thème de la «*Révolution culturelle islamique*», appelant les organisations d'étudiants musulmans à se mobiliser et à se préparer à la mener, en les assurant d'avance du soutien du Conseil de

1) Mostazzafin: «Les deshérités» —nom donné aux chômeurs, ouvriers pauvres, habitants des bidonvilles.

2) Sur le contenu du discours de Now Rouz, cf le précédent article (*Inprecor* numéro 78).

3) Candidat du PRI aux élections.

4) *Hezbollahs*, ou «partisans de Dieu». Ce sont les bandes de chômeurs et de marginaux qui agressent les cortèges de la gauche aux cris de «il n'y a qu'un seul parti, le parti de Dieu (*hezb o Allah*)», d'où vient leur nom.

la Révolution islamique.

Ces discours, qui font tous référence au message de Now Rouz, sont reproduits et commentés dans le journal *République islamique*, qui est l'organe du PRI.

Le 16 avril, dans le cadre de cette tournée de meetings, l'ayatollah Rafsanjani, ancien ministre de l'Intérieur, élu député du PRI au Majless, tient un meeting à l'université de Tabriz, des incidents éclatent entre les étudiants islamiques et les groupes d'extrême-gauche, au terme d'un discours de l'ayatollah qui les attaquait violemment... Ils vont servir de prétexte à l'occupation par les *Anjomeh Eslami* (sociétés islamiques) de l'Université de Tabriz.

Ils exigent «l'épuration de l'Université».

Le jour suivant, pour appuyer leur occupation, une manifestation est organisée en ville. La composition de cette manifestation, telle qu'elle est décrite dans le communiqué national numéro deux des Sociétés islamiques et des organisations d'étudiants musulmans (5), publié dans le «*Keyhan*» du 18-04 est illustrative des forces politiques qui entament cette «révolution culturelle islamique» :

«L'ayatollah Madani, représentant de l'Imam à Tabriz (6) et d'autres organisations révolutionnaires comme les *Pasdars* (gardiens de la révolution), les membres de la *Djihad Saazandegui* (7) ont défendu cette action».

Dans le même numéro de *Keyhan*, un autre communiqué des Sociétés islamiques et des organisations d'étudiants musulmans précise les axes politiques de la campagne entamée par ces organisations.

Il montre qu'elle vise les groupes de gauche et que la solution proposée n'est pas tant de «révolutionner» les universités que de les «fermer», parce qu'elles servent «de base» aux organisations d'extrême-gauche :

«Dans la situation où le

mot d'ordre de 'Mort à l'Amérique' est repris par tous les Iraniens, l'Imam Khomeiny, mettant à profit ce qu'il a appris de la religion et de Dieu, n'a cessé de montrer la voie révolutionnaire à suivre au fur et à mesure.

Notre Imam sait bien que la lutte contre le 'grand Satan', l'Amérique, n'est pas possible si on ne détruit pas ses bases internes. C'est pour cela que, dans son message de Now Rouz, il a déclaré que le système des universités, qui n'a pas changé depuis le régime du chah, reste un système de type américain, dépendant.»

«On sent aujourd'hui dans les universités la présence du chah et de l'Amérique. C'est pour cela que nous avons décidé de changer le système universitaire. On doit dire la vérité aux Musulmans iraniens. Depuis que l'Imam a lancé son message et qu'on a commencé à réfléchir à une révolution dans les universités, on savait bien que les groupes de gauche et de droite seraient contre parce que l'université est leur seule base et qu'ils voyaient leur mort dans un programme d'islamisation (souligné par nous). C'est pour cela que ces groupes ont qualifié de contre-révolutionnaire le message de l'Imam».

«Mais nous sommes prêts à

toute attaque. Nous avons l'Imam et le peuple musulman derrière nous et nous n'avons pas peur. Nous croyons que la seule façon d'islamiser les universités, c'est de les fermer (souligné par nous).»

Après Tabriz, les incidents allaient éclater le lendemain, jeudi 17 avril, dans plusieurs universités de Téhéran, notamment à l'Université de sciences et de technologie du nord de Téhéran et dans un institut d'études para-médicales que les étudiants islamiques tentent de faire fermer. Le communiqué de l'*Anjomeh Eslami* de cette dernière, reproduit dans *République islamique* du 19 avril, expliquait, toujours après la sempiternelle référence au discours de Now Rouz :

«Peuple musulman, si tu ne nous aides pas à détruire le système qui règne dans les universités, d'autres, qui nous qualifient de réactionnaires, nous expulseront des universités. Car, dans les universités, on nous qualifie, nous étudiants islamiques, de réactionnaires. Nous demandons, nous les étudiants musulmans, aux autorités qui pensent que la révolution dans les universités est un mot d'ordre juste, qu'elles les ferment et qu'elles étudient un programme pour leur islamisation. Nous demandons au peuple musulman qu'il prenne la défense du message de l'Imam

5) Les étudiants islamiques sont regroupés au sein des Sociétés islamiques (*Anjomehs Eslami*) et de l'Organisation des étudiants musulmans qui sont des organisations liées au PRI (c'est le PRI qui a créé les Sociétés islamiques à l'Université). L'Organisation des étudiants musulmans regroupe entre autres les éléments d'une des fractions les plus activistes du PRI, l'organisation paramilitaire des *Moudjahidins Enquelah Eslami* (Les Combattants de la Révolution islamique). Cette organisation para-militaire d'extrême droite — à ne pas confondre avec l'organisation islamo-progressiste des *Moudjahidins e Khalq* — étend ses ramifications dans le corps des *Pasdars* (Gardiens de la révolution). Les *Moudjahidins e Khalq* ont dévoilé que la planification de la campagne sur l'«islamisation des universités» et leurs fermetures avait été organisée lors d'une réunion «secrète» regroupant dans un immeuble situé près de l'Ambassade US, 200 délégués des Sociétés islamiques venant des uni-

versités de tout le pays. La fermeture des universités y aurait été décidée pour une période de deux ans, afin de les nettoyer des groupes politiques et d'y impulser une révolution culturelle.

6) C'est cet ayatollah qui dirigea au mois de décembre dernier l'action des secteurs «khoméinistes» contre le mouvement national azeri à Tabriz (cf *Inprecor* numéro 66).

7) La croisade de la Reconstruction. Les nouvelles autorités iraniennes ont investi les anciennes institutions «sociales» du régime pahlavi, en élargissant parfois leurs compétences. La fondation des *Mostazafins* succède ainsi à la fondation pahlavi, tandis que la croisade pour la Reconstruction joue un rôle analogue même s'il est plus étendu que les «Armées du Savoir» et les Armées de l'hygiène du défunt régime auxquels s'ajoute une campagne de travaux publics et de construction de logements.

et qu'il ne laisse pas les défenseurs du régime du chah, les théoriciens marxistes-léninistes et les intellectuels venus de l'étranger faire reculer la révolution.»

LE DISCOURS DE L'IMAM JOMEH DE TEHERAN

Le vendredi 18 avril, un nouveau pas dans l'escalade est franchi, d'abord avec le discours lors de la grande prière du vendredi, de l'Imam Jomeh Khamenei (7) de Téhéran, qui va déboucher sur de nouveaux affrontements puis avec l'ultimatum dans la soirée du Conseil de la révolution islamique.

Imam homeh de la capitale, désigné par Khomeiny comme son conseiller pour les questions militaires (8), l'*Hodjateleslam* Khamenei est lié au PRI et au groupe des étudiants de l'ambassade américaine «qui suivent la ligne de l'Imam». C'est d'ailleurs devant l'ambassade qu'il prononcera le discours de clôture de la manifestation du 1er mai, convoquée par les «étudiants qui suivent la ligne de l'Imam», le PRI, les pasdars, la fondations des *mostazzafin*, la croisade pour la reconstruction, etc.

Son discours du vendredi 18 avril, reproduit le lendemain in extenso dans le journal du PRI, *République islamique*, est on ne peut clair : «Nos étudiants ne veulent pas rester sous l'influence des ennemis de l'Islam et de l'humanité» explique d'entrée de sermon le mollah.

Suit un petit couplet productiviste et anti-gréviste :

«Ce qui peut résoudre les problèmes, c'est le travail. Les gens qui nous invitent aujourd'hui à ne pas travailler, ou à mal travailler, ne sont que des contre-révolutionnaires. Celui qui dans l'industrie pétrolière au Sud, celui qui dans les aciéries d'Ispahan incite les gens à ne pas travailler, celui qui dans les villages ne laisse pas les gens faire leur travail, celui-là est contre-révolutionnaire».

Puis il en vient au sujet du jour, la «révolution culturelle

islamique» dans les universités :

«Aujourd'hui, il y a des groupes qui ne laissent pas les gens travailler correctement dans les universités. Ils veulent faire des universités leurs bases pour organiser un mouvement contre l'Islam, contre la République islamique et pour aider les ennemis de l'extérieur. Depuis le début, nos ennemis ont essayé d'organiser, au nom du gauchisme, une série de gens contre nous. C'est une trahison.

Mohamet est venu pour épurer toute la société.

Comme l'Imam Khomeiny l'a dit dans son message de Now Rouz, les universités doivent être des centres de formation (...).

Les universités ont été construites et fonctionnent avec l'argent du peuple. Donc le peuple est en droit d'attendre que les universités soient des universités islamiques et non des universités anti-islamiques. On ne peut pas tolérer qu'il y ait dans l'université des contre-révolutionnaires qui étaient pour Aryamehr et qui aujourd'hui se disent gauchistes, prennent en main les universités sur des mots d'ordre de gauche, et tentent d'interrompre toutes les activités islamiques (...).

Nos étudiants ne peuvent pas supporter que les universités de Téhéran, dont les fonds proviennent du peuple musulman, servent à des activités armées pour des groupes qui luttent contre la République islamique, des groupes qui s'y installent et envoient des gens au Turkomensarah et au Kurdistan (...) (9).

Les groupes politiques qui travaillent contre le gouvernement islamique doivent quitter les universités. S'ils ne le font pas, le peuple les investira et les en chassera. C'est une décision ferme et définitive que l'Imam Khomeiny a prise dans son message de Now Rouz et que le Conseil de la Révolution islamique et le président doivent appliquer.

Etudiants musulmans, je vous dis que vous avez raison d'être mécontents de voir partout dans les universités les photos de Lénine, les drapeaux

du communisme avec la faucille et le marteau. Le peuple n'a pas fourni des martyrs et des blessés pour voir une chose pareille. Le peuple ne veut pas de ces groupes, il ne veut pas que ses fils et ses filles sympathisent avec ces groupes (10)».

A l'issue de la prière, des groupes d'*hezbollahs* devaient se diriger vers des établissements universitaires et s'y affronter violemment aux militants et sympathisants des groupes d'«extrême gauche» qui s'y étaient mobilisés.

Le même jour, le Conseil de la Révolution islamique, qui se réunissait chez l'Imam Khomeiny, ordonnait aux étudiants de quitter les universités avant le mardi suivant, car, passé ce délai, «le président de la République pourra faire appel au peuple pour les évacuer».

C'est le lundi suivant, 21 avril, que les affrontements les plus sanglants devaient avoir lieu.

Les organisations centristes, *Pishagam* (jeunesses des «*Fedayin e Khalq*»), maoïstes du *Peykar* et membres de la «Voix des ouvriers» (scission des *Fedayins*) faisaient un sit-in devant l'Université de Téhéran.

Puis ils s'y barricadaient et tentaient de résister aux attaques des «*hezbollahs*» venus à plusieurs milliers, armés de gourdins, de tessons de bouteilles et de couteaux, «islamiser» et «épurer» les universités.

7) Imam Jomeh : c'est le religieux qui guide la grande prière. Khamenei a succédé aux ayatollahs Taleghani - décédé à l'automne dernier - et Montazeri qui étaient membres du CRI. Le sermon de Khamenei chaque vendredi, retransmis nationalement par la TV, est l'un des grands événements politique de chaque semaine.

8) cf *Inprecor* numéro 78.

9) Les références à l'attitude des groupes d'extrême gauche par rapport aux événements du Kurdistan se retrouvent dans plusieurs communiqués des Sociétés islamiques.

10) *République Islamique*, 19 avril 1980.

Ces affrontements, et ceux qui se produisaient dans les universités de provinces (Rascht, Ahwaz, Chiraz) allaient faire au total plusieurs dizaines de morts...

Le lundi soir, les groupes d'extrême-gauche évacuaient finalement l'Université de Téhéran dans laquelle, le lendemain mardi, Bani Sadr, pénétrait à la tête d'une manifestation de plusieurs dizaines de milliers de personnes. Prenant alors la parole, le président de la République, tout en annonçant que la pluralité d'opinion serait respectée et qu'il n'était pas partisan de fermer les universités, menaçait tous les autres opposants du régime de subir le même sort que la gauche estudiantine : il expliquait en effet qu'il n'hésiterait pas «à appeler 36 millions d'Iraniens à marcher sur le Kurdistan et les usines» (sic) en cas de nouveaux désordres... (11).

«Que ceux qui complotent soient avertis que le gouvernement est plus fort que jamais, qu'il vaincra avec l'aide de Dieu et ne permettra à quiconque de se substituer à lui dans les décisions à prendre». Couvrant à peine la voix de la foule qui hurlait *«Mort aux fedayins»*, selon le correspondant du *Matin*, Bani Sadr concluait : *«Cette journée est celle de la réaffirmation de l'autorité du gouvernement»*. (12)

A plusieurs reprises l'histoire contemporaine a montré comment l'école et l'université, en particulier, pouvaient être dans la société bourgeoise, l'institution atteinte le plus rapidement et le plus profondément par les effets d'une crise pré-révolutionnaire ou révolutionnaire.

Le phénomène s'est vérifié également dans le monde colonial et semi-colonial. Dans ces formations sociales, l'intelligentsia et les couches étudiantes diffèrent encore de façon importante de leurs homologues des pays capitalistes avancés, à la fois par la sélection sociale plus poussée et parce

qu'elles sont appelées dans une plus forte proportion à jouer un rôle de premier plan dans l'administration de l'Etat ou la gestion de l'économie. On a vu cependant la place centrale que pouvaient avoir, dans des conjonctures politiques bien déterminées, la radicalisation et les luttes des étudiants — y compris comme détonateurs de mouvements sociaux plus larges ou de processus révolutionnaires.

L'exemple le plus fameux reste sans doute celui du mouvement du Quatre-Mai déclenché par les étudiants nationalistes chinois en 1919. Entamé sous le double signe de la révolution culturelle et d'une lutte anti-impérialiste, le mouvement du Quatre-Mai, devait marquer à la fois l'aube de la deuxième révolution chinoise et le début de la formation d'un mouvement ouvrier marxiste en Chine (13).

Il y a eu depuis lors de nombreux exemples en Amérique latine, au Moyen Orient, en Afrique et tout récemment encore en Algérie et en Corée qui montrent l'importance des luttes étudiantes. L'histoire récente de l'Iran n'y fait pas exception.

LE MOUVEMENT ETUDIANT IRANIEN CONTRE LA DICTATURE

Dans la lutte contre la dictature, le mouvement étudiant a joué un rôle important. Il suffit de rappeler que les grandes manifestations populaires réprimées en 1963 ont été précédées d'importants mouvements de grèves dans les universités.

En 1977, c'est de l'intelligentsia, puis des universités qu'a démarré le mouvement de contestation du régime. C'est la répression des meetings et des manifestations d'étudiants et de professeurs,

par les bandes para-militaires du chah, au mois de novembre 1977, qui devait aboutir à la première grève générale du

bazar de Téhéran, un mois avant les manifestations de Qom de janvier 78.

Si, à partir de Qom et surtout du soulèvement de Tabriz de février 1978, le centre de gravité de la lutte contre la dictature allait se déplacer vers la petite bourgeoisie, les couches plébéiennes urbaines, puis la classe ouvrière (à partir de septembre 78, avec le début de la grève générale), les universités allaient continuer de jouer un rôle important. Il suffit de rappeler l'importance des mobilisations étudiantes au cours des mois d'octobre et de novembre 1978, avant la nomination du cabinet militaire du général Azhari et au cours des mois de janvier et de février, jusqu'à l'insurrection. Les universités, et en particulier dans la capitale, les Universités polytechniques et l'Université de Téhéran, devinrent dans les dernières semaines du gouvernement Bakhtiar, de véritables «zones libres» où se retrouvaient et pouvaient s'exprimer et s'organiser non seulement les forces politiques (y compris les religieux), mais encore les ouvriers grévistes chassés de leurs usines par le lock-out patronal et qui venaient sur les campus tenir leurs assemblées.

Le mouvement étudiant iranien s'est radicalisé en fonction à la fois de la crise de l'institution universitaire, crise exacerbée en Iran par la nature dictatoriale du régime et les effets de l'industrialisation partielle

11) *Le Monde*, 24-04-80.

12) *Le Matin*, 23-04-80.

13) C'est le 4 mai 1919 qu'a lieu à Pékin une manifestation étudiante pour protester contre la décision du Traité de Versailles de transférer au Japon les droits de l'Allemagne vaincue, sur la province chinoise de Shondong. Le mouvement étudiant avait débuté 2 ans plus tôt, par une «révolution culturelle» et l'exigence que la langue utilisée à l'Université soit désormais la langue parlée (bailhua) et non plus la langue écrite mandarinale (wenyan). Au premier rang de cette «révolution culturelle» se trouvait la revue *La Jeunesse* de Chen Du xiu. C'est à partir de cette revue que se prépare dès 1920 la fondation du PC chinois — cf Lucien Bianco : *«Les origines de la révolution chinoise»* NRF.

des années 60-70 sur le système éducatif (14), en fonction du contexte politique iranien et international (lutte contre la dictature, effets de la défaite impérialiste en Indochine, impact de la résistance palestinienne).

Cela explique pourquoi l'université, en dépit des origines sociales des étudiants, est devenue un bastion pour les organisations comme les *Moudjahidins e Khalq*, les *Fedayins*, le *Peykar* (15), etc. C'est en partant de ces faits qu'il faut juger la campagne des étudiants musulmans pour «l'islamisation» des universités, pour une «révolution culturelle islamique».

Personne, et aucun groupe politique, ne nie en Iran la nécessité d'un bouleversement des structures scolaires.

Les masses iraniennes n'ont pas fait une révolution, au prix de 50000 morts, pour seulement abattre une dictature, mais aussi parce qu'elles voient, à juste titre, dans le renversement du chah, la possibilité de modifier radicalement les conditions mêmes de leur vie. Et l'une des toutes premières revendications, avec le droit au travail, le droit à la terre, l'amélioration des conditions matérielles, la reconnaissance des droits nationaux, c'est le droit au savoir. D'autant plus que le bilan de la révolution blanche est édifiant : au bout de 20 ans, il reste plus de 60 pour cent d'ahalphabètes, taux qui dépasse 80 pour cent pour les femmes. Cela, c'est la base objective pour la nécessité d'une révolution culturelle, qui devra bouleverser le système d'enseignement (le maintien de la sélection sur les critères anciens étant par exemple un obstacle évident à la formation rapide des dizaines de milliers d'enseignants qui pourraient alphabétiser les campagnes et les bidonvilles).

Cela ne nous amène pas pourtant à soutenir n'importe quel projet de «révolution culturelle», surtout lorsqu'elle est définie comme une «révolution

culturelle islamique», une «islamisation» des universités.

C'est une chose de reconnaître que face à la domination impérialiste, l'Islam a pu représenter pour des masses d'Iraniens le contrepoint aux phénomènes d'aculturation partielle engendrés par l'impérialisme, qu'il fut le moyen, y compris pour des fractions de l'intelligentsia, de réaffirmer une identité nationale bafouée et flétrie (16).

Mais cela ne doit pas nous amener à occulter ce que l'Islam, surtout un Islam tel qu'il est défini par Khomeiny et la hiérarchie chiite peut représenter de réactionnaire et de rétrograde au XX^e siècle. Du point de vue du mouvement des idées, on peut imaginer ce que représenterait une «islamisation» des enseignements de sciences humaines, non seulement du point de vue de la défense des idées marxistes, mais même au regard de la sociologie bourgeoise moderne ou de la psychologie. Cela prendrait la forme d'une véritable contre-réforme intellectuelle.

Sans parler des conséquences que cela aurait dans les disciplines scientifiques.

Il y a surtout le risque d'une ségrégation sexuelle accentuée, alors que le régime limite de plus en plus l'accès de certains emplois aux femmes.

Mais même le débat sur le contenu qu'aurait eu une «révolution culturelle islamique» reste largement abstrait, dans la mesure où la campagne menée à la fois par les groupes étudiants islamiques, et certaines fractions de la direction Khomeiny

, s'est centrée sur le mot d'ordre de «fermeture des Universités»..., fermeture qui pouvait aller jusqu'à plusieurs années.

LA FERMETURE, UNE CENSURE POLITIQUE

Il est impossible de considérer ce mot d'ordre uniquement sous l'angle des formes de luttes (occupation), en l'assimilant à l'occupation et à la fermeture du «nid d'espions», l'ambassade américaine de Téhéran, ou à plus forte raison à des occupations d'usines ou de terres.

14) La crise de l'Institution universitaire iranienne tient d'abord à la sélection : en 1978, sur 300000 bacheliers, 44000 seulement pouvaient avoir accès à l'Université. Après un premier concours pour appliquer ce *numerus clausus*, un deuxième concours servait à répartir les étudiants par discipline. Les universités les plus cotées organisaient, elles, un troisième concours. Venait ensuite la sélection par l'argent, entre 4900FF et 28000FF par an à l'université Melli. Les salaires des enseignants étaient tels que ceux-ci devaient avoir un deuxième ou même un troisième emploi. A cela bien sûr venait s'ajouter la chape de plomb de la dictature, l'affaiblissement de l'enseignement par la censure etc., au total le système, par exemple, chaque année produisait à peine la moitié des 40000 enseignants nécessaires! (sources Robert Graham, «Iran, the illusions of power»; Paul Balta «l'Iran insurgé».)

15) Le prochain article abordera plus en détail la politique de ces groupes. Le terme «extrême-gauche» qui leur est appliqué faute

de mieux, ne rend pas compte de ce que représentent ces diverses organisations au demeurant très différentes entre elles par leur programme et leur base sociale.

16) cf *Inprecor* numéros 61, 62, 63. Une telle définition ne nous empêche nullement de reconnaître ce que fut l'apport historique de la civilisation musulmane, entre les VII^e et X^e siècles de notre ère, dans le domaine des sciences (algèbre, médecine, astronomie), des arts, de la philosophie, et même des techniques (irrigation) qui fut à cette époque, sans conteste, la pointe avancée avec la Chine de tout le développement de l'humanité. Cette position ne nous amènera jamais non plus à cautionner en quoi que ce soit les campagnes menées par les bourgeoisies impérialistes contre le «retour au Moyen Age», le «fanatisme», qui servent, comme depuis le début du colonialisme, à couvrir idéologiquement une politique impérialiste. Face à l'impérialisme, fut-il le plus cultivé qui soit, nous défendons toujours, l'opprimé et l'exploité, quelles que soient ses idées.

D'abord parce que l'Université, en Iran, n'est pas depuis l'insurrection de février 1979, un simple lieu de reproduction de l'idéologie bourgeoise dominante.

Elle est devenue aussi un centre de débats politiques, un lieu d'expression et la base matérielle pour l'organisation et la propagande de groupes révolutionnaires, mais aussi des organisations ouvrières.

Nous ne croyons pas, comme l'ont expliqué des organisations centristes (les *Fedayins* ou le *Peykar*), qu'il y a un risque de «fascisation» en Iran et que les rapports de force entre les classes se soient dégradés au point que l'Université soit devenue le «dernier bastion de la liberté».

Mais force est aussi de reconnaître que l'Iran de la République islamique n'est pas non plus le pur paradis des libertés démocratiques. Il suffit de prendre deux exemples, qui concernent la liberté de la presse et de manifester.

Tout un chacun sait que toutes, mais absolument toutes les manifestations organisées dans la rue par les organisations «d'extrême gauche», voire les *Moudjahidines* ont été confrontées aux attaques physiques des bandes d'*hezbollahs* organisées par le PRI ou des secteurs de la hiérarchie chiite; y compris, par exemple, les manifestations organisées en janvier dernier par les *Fedayins* pour soutenir l'occupation de l'ambassade US, ou les derniers rassemblements organisés pour le 1er mai. S'il n'y a pas — pas encore — de répression massive, de la part du régime contre «l'extrême gauche», le gouvernement a refusé de reconnaître la légalité de la plupart des organes, périodiques et journaux de ces organisations. Depuis trois semaines les *pasdars* et les comités arrêtent à nouveau dans Téhéran et dans les autres villes, les vendeurs des publications qui n'ont pas

Les organisations «d'extrême gauche» n'ont pas de locaux publics. Même le Conseil des shoras islamiques de Téhéran a dû se rabattre sur l'université polytechnique pour y tenir ses réunions après avoir été expulsé d'un édifice officiel de l'ancien régime qu'il avait squatté.

Enfin il ne faut pas oublier que les organisations islamiques, les Sociétés islamiques et les Organisations d'étudiants musulmans ont lancé leur agitation sur la Révolution culturelle après qu'elles aient subi un échec dans les élections pour le renouvellement des shoras d'université, où dans la plupart des établissements du pays ce sont les forces de «gauche» (*Moudjahidin*, *Tudeh*, *Fedayins*, *Peykar*: etc.) qui avaient remporté la majorité. Dès lors il ne fait pas de doute que le mot d'ordre de «fermeture» des universités était bien un mot d'ordre de censure politique, d'atteinte à la liberté d'expression.

UN TOURNANT DROITIER SANS MODIFICATION DES RAPPORTS DE FORCES FONDAMENTAUX

Où en est le développement de la situation révolutionnaire en Iran après le déclenchement de la deuxième guerre civile au Kurdistan et l'attaque contre les universités? Malgré la gravité de ces attaques, nous ne pensons pas que le tournant droitier, entamé par l'ensemble de la direction Khomeiny-Bani Sadr, ait abouti déjà, ou puisse aboutir à court terme, sur une dégradation qualitative des rapports de forces entre les classes fondamentales, c'est-à-dire débouche sur une stabilisation et à plus forte raison un reflux dans la situation.

A. Au niveau de la paysannerie, les mouvements agraires, d'occupations de terres se sont étendus depuis le mois de janvier dernier. Ainsi à Qavzin, située à 150 kms de Téhéran, les petits paysans ont doublé la superficie de leurs exploitations en occupant et

en redistribuant les terres des grands propriétaires.

Des mouvements analogues se déroulent dans plusieurs autres provinces d'Iran, comme dans les zones cultivées autour de Téhéran, autour d'Ispahan et de Chiraz.

Le principal obstacle à la généralisation des occupations de terres et à la mise en œuvre d'une «réforme agraire sur le tas» reste la crainte, fondée, dans certaines régions sensibles, des affrontements militaires avec le régime, et notamment les *pasdars*, appelés à la rescousse des grands propriétaires terriens.

C'est le cas dans les régions des nationalités, en particulier au Turkomensarrah et au Khouzestan, mais aussi dans les provinces septentrionales bordant la Caspienne (Guilan, Mazanderan) où l'influence des religieux est traditionnellement plus faible et plus contestée que partout ailleurs dans les provinces persannes.

Les *Pasdars* sont intervenus au Tukomensarrah, là où la question agraire directement liée à l'oppression nationale. Ils ont pu marquer des points contre le mouvement des shoras paysans turkmènes, en mettant à profit notamment le sectarisme de certaines organisations centristes (les *Fedayins* en l'espèce) qui, en tentant de manipuler et de capitaliser à leur seul profit le mouvement paysan, ont fini par permettre l'isolement partiel du Conseil central des comités qui avait été constitué.

B. En ce qui concerne le mouvement des nationalités opprimées, il n'y a pas là non plus de situation de reflux. Partout le feu couve sous la cendre. Y compris en Azerbaïdjan, où pourtant le mouvement national met un certain temps à se reconstituer, vues les conditions mêmes de la capitulation politique du Parti du peuple musulman, la formation contrôlée par l'ayatollah Chariat Madari, qui s'était retrouvé, en partie malgré lui,

propulsé à la tête du mouvement de masse de Tabriz au mois de décembre dernier. (17)

Au Baloutchistan et au Sistan, qui comme l'Azerbaïdjan, sont désormais des provinces interdites aux voyageurs étrangers, une agitation sporadique se poursuit dont les premières victimes sont les *pasdars* et les membres des comités Khomeiny auxquels il arrive à intervalles assez réguliers de tomber victimes d'accrochages, d'embuscades ou d'attentats individuels.

En fait il semble que dans ces deux provinces, où vit une population misérable de tribus nomades, de vastes superficies échappent de fait au contrôle de l'autorité centrale.

Ce n'est pas le cas au Khouzestan (Arabistan), cette province gorgée de pétrole, où se concentre la minorité arabe. Après les manifestations de mai 79, réprimées féroce-ment à Khorramchar, la présence des forces de répression (armée, *pasdars* et comités Khomeiny) reste très importante. Plusieurs centaines d'activistes ou de «suspects» du mouvement arabe sont détenus. Et c'est pour obtenir la libération de 92 d'entre eux qu'un commando, dont l'origine politique n'est pas encore définie, s'était emparé de l'ambassade d'Iran à Londres.

A côté de l'apparition de mouvements terroristes, très minoritaires mais dont il serait illusoire de croire qu'ils sont une pure et simple création des services secrets irakiens très actifs dans cette région, le mouvement national arabe a commencé de se reconstituer, tandis que dans les entreprises, l'opposition nationale au régime se combine aux revendications ouvrières et prend la forme de baisse de la production, de résistance passive, parfois de sabotages.

Redoutant les manifestations qui pourraient marquer le premier anniversaire des affrontements de Khorramchar,

les autorités iraniennes ont accentué le quadrillage policier. C'est ainsi qu'à Ahwaz, des listes, avec des photos d'identification des militants connus des organisations d'extrême gauche, ont été distribuées aux membres du comité Khomeiny et que dans la même ville, à l'issue des affrontements de la «révolution culturelle islamique», ce sont plus de 400 étudiants qui ont été arrêtés. Deux d'entre eux, dont un membre du *Peykar*, ont été fusillés à titre de représailles après l'occupation de l'ambassade d'Iran à Londres. Pourtant les autorités de Téhéran continuent d'hésiter à aller plus avant dans la répression du mouvement national arabe. D'abord à cause de la proximité du Kurdistan, qui jouxte au Nord Ouest le Khouzestan, et surtout à cause des conséquences que pourrait avoir une telle escalade pour la production et les exportations de pétrole. Personne n'a encore oublié à Téhéran, le rôle central qu'avait joué la grève du pétrole dans la mise à bas du régime Pahlavi.

Le phare de la lutte des nationalités opprimées en Iran reste, bien évidemment, le Kurdistan. D'abord parce que la lutte nationale y a pris depuis plus d'un mois et demi, à nouveau la forme d'une guerre civile ouverte. Ensuite à cause des spécificités du mouvement national kurde (importance des mouvements agraires, de l'auto-organisation, de l'armement massif de la population, capacité de résistance de longue durée à une intervention militaire de Téhéran, caractéristiques propres des organisations politiques qui structurent la résistance kurde) (18). Tout cela indique que, malgré la reprise de certaines villes du Sud-Kurdistan (devenues indéfendables ou alors à un prix trop lourd notamment pour la population civile) la situation est loin d'être aussi favorable à la direction Khomeiny-Bani Sadr, que ne pourraient le laisser supposer certains communiqués officiels.

En ce qui concerne la classe ouvrière, la situation

actuelle en Iran se marque par le maintien

d'une forte combativité et de la confiance en soi, par la permanence et l'extension des phénomènes d'auto-organisation, par une accumulation d'expériences de luttes et de contrôle. Pourtant un long chemin reste à faire pour combler le fossé qui continue d'exister entre le niveau de la combativité et le développement de la conscience politique, notamment pour jeter les bases d'un mouvement ouvrier unifié, indépendant de l'Etat et des formations bourgeoises, organisé à l'échelle nationale. Cela reste l'élément essentiel pour que la classe ouvrière intervienne sur la scène politique à son propre compte et en proposant ses propres solutions à la crise.

Depuis janvier dernier, le mouvement des shoras n'a pas régressé. On a au contraire assisté à une extension géographique de leur développement. Le pas le plus spectaculaire dans cette voie a été le rassemblement des shoras ouvriers du Guilan, qui a rassemblé à Rasht les représentants de plusieurs dizaines de milliers de travailleurs, dans une province où l'industrie reste assez traditionnelle (bois, pâte à papier et agro-industrie). A Tabriz, le développement et la radicalisation des shoras dans les principales unités industrielles (usine de tracteurs et usines de machine outils) a débouché sur une confrontation politique avec le représentant de Khomeiny sur place, l'ayatollah Madani qui a tenté d'imposer «par en haut» une direction «islamique» à ces shoras, et des les atteler au char du PRI.

A Ispahan, les shoras, qui sont dans cette région le plus souvent sous l'hégémonie de courants islamiques, ont entrepris de remettre en marche, avec l'aval de certaines autorités religieuses, de petites unités industrielles (briquetterie, textiles).

17) cf *Inprecor* 66.

18) cf *Inprecor* 78.

Dans la raffinerie d'Abadan, sur le golfe persique, c'est le shora des ouvriers du pétrole qui contrôle de fait la production et la distribution, au grand dam du ministre chargé des questions pétrolières, Moinfar. Celui-ci s'est même vu quasiment expulsé d'une réunion dans la raffinerie. Chaque jour, les travailleurs publient la liste des chargements de pétrole et leur destination (pour éviter notamment des exportations à destination de pays comme les Etats Unis, Israël ou l'Afrique du Sud).

Ailleurs diverses luttes ont eu lieu et continuent d'avoir lieu, pas toujours sous forme de grève, notamment à propos de la fermeture de certaines unités industrielles (aciérie d'Ahwaz) ou sur des revendications économiques (distribution des dividendes dûs aux ouvriers dans le cadre de l'ancienne législation impériale sur l'intéressement des travailleurs aux bénéfices des entreprises).

Pourtant l'activité des shoras reste d'ordre essentiellement «syndical», malgré l'accumulation d'expériences de contrôle ouvrier, d'ouvertures des livres de comptes, de remise en marche de la production, de discussion de plans de reconversion industrielle. Sur tout leur niveau de coordination et de centralisation est très faible.

Aujourd'hui, dans de très nombreux cas, l'activité principale des «dirigeants naturels» des shoras se situe hors des entreprises, à négocier dans les couloirs des ministères de tutelle (l'industrie iranienne a été nationalisée aux trois quarts en juillet dernier) pour le paiement des salaires, la fourniture de matières premières et de pièces détachées etc. Au travers de ces confrontations, la nature de classe, bourgeoise, de ce gouvernement incapable de faire face à la crise, de liquider la dépendance à l'égard de l'impérialisme et de satisfaire les revendications des travailleurs, devient chaque jour plus évidente pour toute une couche de travail-

leurs avancés. Mais cela n'a pas encore débouché sur la conscience politique que les shoras peuvent être autre chose ou plus que des instruments de contrôle, les embryons d'une organisation sociale et d'un système de gouvernement politique alternatif, face au gouvernement bourgeois et au système capitaliste, le socle constitutif d'un gouvernement ouvrier et paysan.

Cela est en partie dû au rôle des courants et des organisations politiques, qui comme les groupes centristes, ne mettent pas réellement l'accent sur le rôle politique que peuvent jouer les shoras, et qui entretiennent, dénoncent de concert avec les courants islamiques, une politique de division des rangs ouvriers. Chacun construisant, en effet, ses propres coordinations de shoras, ou ses propres «fronts ouvriers» à côté des autres.

Mais il y a aussi une raison objective à ce retard dans la centralisation qui ne tient pas à une quelconque arriération de la classe ouvrière iranienne.

Toute perspective d'Assemblée nationale, de rencontre centrale des délégués des shoras d'ouvriers, d'employés et de paysans qu'il est nécessaire d'avancer aujourd'hui signifiera une épreuve de force avec la direction Khomeiny, si elle se fait sur la base de la centralisation des plateformes de revendications, et de façon indépendante par rapport à l'Etat et au régime. Les menaces d'un Bani Sadr annonçant qu'il n'hésiterait pas à envoyer «36 millions d'iraniens» épurer les usines où il y a des désordres, les appels à la bataille pour la production et la dénonciation comme contrerévolutionnaires dans les discours des dignitaires religieux, de l'agitation et des grèves indiquent clairement à quels chocs, à quels affrontements se prépare la direction Khomeiny-Bani Sadr.

Le climat de pression policière qui existe dans les villes

pétrolières du Sud, l'arrestation et la détention des quatre dirigeants du shora de la raffinerie d'Abadan venus négocier certaines revendications avec les autorités de Téhéran, les attaques qui ont été perpétrées par les *hezbollahs* contre les cortèges ouvriers du 1er mai des *Moudjahidin* et des *Fedayins* montrent comment, au-delà des facteurs historiques (absence de mouvement ouvrier indépendant même embryonnaire) et subjectifs (la politique des courants centristes ou populistes islamiques), les atteintes à la liberté d'expression, aux libertés démocratiques pèsent encore et obèrent partiellement les possibilités de reconstruction du mouvement ouvrier iranien.

Mais tout le mouvement en avant de la classe ouvrière et des couches plébéiennes iraniennes qui n'ont pas été défaites continue d'être porté en avant par l'ampleur de la crise économique et sociale.

LA CRISE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Une inflation qui atteint les 50% par an.

Un chiffre de plus de trois millions et demi de chômeurs qui risque d'augmenter cette année de 800 000 rien que par les effets de l'exode rural accéléré et de l'arrivée de nouveaux jeunes sur le marché du travail.

Une chute vertigineuse des investissements industriels productifs.

Et enfin, les rentrées en devises provenant du pétrole risquent de stagner entre 8 et 15 milliards de dollars au lieu des 23 milliards escomptés.

Ces quelques chiffres suffisent à montrer l'ampleur du désastre économique en Iran.

En janvier dernier, Bani Sadr, qui n'était encore que le ministre des finances, annonçait que, malgré le gel des avoirs iraniens par les banques US (estimés à 7 milliards de dollars sur un

total de 12), l'Iran n'aurait aucune peine à reconstituer un matelas de sécurité, éparpillant environ un milliard de dollars par mois, du fait des chutes dans les importations (qui ont baissé des deux tiers en un an).

Pourtant quelques semaines plus tard, début avril, le ministre du pétrole Moïnfar, annonçait une nouvelle hausse «sauvage» du brut iranien, déjà l'un des plus chers du monde, avec une surprime de deux dollars et demi, ce qui portait le baril de brut léger aux environs de 35 dollars (33 dollars et demi pour le brut plus épais).

En fait, toutes les données concordent pour montrer que la décision des dirigeants iraniens est à relier directement à la baisse de la production, baisse due aussi bien à des causes techniques (absence de pièces détachées du fait du blocus et problème d'entretien des installations après le départ des techniciens étrangers) que pour des raisons politiques (sabotages et ralentissement de la production dû à la situation au Khouzestan, volonté des travailleurs iraniens, dans le pétrole par réaction anti-impérialiste de limiter au maximum les exportations d'un bien non renouvelable et qui incarne plus que tout autre 80 ans de dépendance et de pillage impérialiste).

Selon le rapport fourni par la Banque centrale iranienne (20) portant sur les six premiers mois de l'année iranienne allant de mars 1979 à mars 1980, les rentrées de devises rapportées par le pétrole ont été inférieures de 9 milliards de dollars aux prévisions gouvernementales. Encore ces prévisions du gouvernement islamique étaient-elles élaborées à partir déjà d'une chute déjà drastique de la production, qui était de six millions de barils par jour sous le chah et qui devait se stabiliser entre 2 millions et demi et trois millions de barils par jour. Or, ces derniers mois, la quantité de pétrole exportée

n'a cessé à nouveau de baisser, tombant d'une moyenne de 1 million et trois cent mille barils pour les premières semaines de 1980 à seulement 700 000 barils par jour depuis le mois d'avril (21). Un tel niveau de production ne rapporterait à l'Iran, compte tenu de la dernière augmentation des prix, qu'entre 8 et 15 milliards de dollars (selon la fourchette 700 000 - 1 300 000 barils) au lieu des ...25 milliards de dollars sur lesquels comptait Téhéran...

Or, les exportations pétrolières représentaient sous le chah 96% du total des exportations iraniennes, et donc des rentrées de devises tandis que la capitalisation de cette rente pétrolière a été l'un des principaux moteurs de l'industrialisation partielle entamée depuis 20 ans.

L'EFFONDREMENT DES INVESTISSEMENTS

Sur le plan intérieur, les statistiques officielles de la Banque centrale sont eux aussi terribles.

Pour les 9 premiers mois de l'année iranienne 79-80, le produit industriel aurait chuté de 26%, la chute atteignant entre 50 et 60% pour les industries mécaniques et métallurgiques (22). En fait, selon d'autres sources, sur les 8 000 usines modernes travaillant sur des matières premières et des technologies d'importation, ces usines qui employaient 25% de la main d'œuvre industrielle et assuraient 70% de la production, les taux de marche varieraient de 30 à 60% (23).

Encore ces estimations ne font-elles pas entrer en ligne de compte la construction, qui était l'industrie numéro 1 de l'Iran et qui n'a quasiment pas repris.

La chute des investissements, tant public que privés est vertigineuse.

Toujours pour les 9 premiers mois de l'année 79-80, les crédits gouvernementaux

de développement pour l'investissement dans les activités économiques ont chuté de 50% par rapport à l'année précédente (encore plus de la moitié de ces crédits ont été consacrés à l'achèvement des aciéries d'Ispahan et d'Ahwaz.)

Des crédits alloués par les 3 grandes banques industrielles spécialisées (*Industrial and Mining Development Bank, Industrial Credit Bank, Development and Investment Bank*) et qui servent aux investisseurs privés, ont chuté de 90% (24).

Un journaliste économique décrit les conséquences de cette véritable grève de l'investissement: «Sur le boulevard industriel qui mène de Téhéran à Karaj, on ne compte plus les squelettes des usines qui devaient être de nouveaux jalons sur le chemin de la «Grande société» où les iraniens ont refusé de suivre leur ancien despote».

Souvent les industriels qui n'ont pas encore vu leurs entre-

prises nationalisées ferment, coincés entre l'endettement trop lourd à l'égard des banques et les revendications salariales (le SMIC a doublé l'année dernière). D'autres fois, c'est le manque de matières premières qui est à l'origine de lock-outs. Il faut souligner que les participations impérialistes dans les entreprises n'ont pas été nationalisées.

Le gouvernement mène lui une politique au jour le jour. Il tente de mener à bien certains projets industriels entamés comme les aciéries d'Ispahan et d'Ahwaz, le gigantesque complexe pétrochimique de Bandar Khomeiny, construit en joint venture avec le trust

20) *Middle East*, avril 1980.

21) *Middle East Economic Survey*, *Financial Times* 27 mars 1980, *Middle East*, mai 1980.

22) source : *Tehran Times*.

23) *Expansion* 4-7/04/80.

24) source : *Tehran Times*.

japonais Mitsui et qui représente un investissement total de 3,2 milliards de dollars. Ailleurs on renégocie avec les Roumains ou les Soviétiques l'achèvement d'unités produisant des biens de production (machines-outils). Mais c'est à peu près tout.

De véritable plan de reconversion industrielle, il n'y en a pas. On laisse par exemple la NIOC monter une exposition de 6 à 7 000 pièces sur les 170 000 utilisées dans l'industrie pétrolière pour que les visiteurs, artisans et industriels iraniens se proposent de les fabriquer alors que jusqu'à présent elles étaient importées. Mais dans l'industrie automobile, les ouvriers attendent toujours un plan de reconversion pour que les sept chaînes de montage différentes produisent un seul modèle de véhicule bon marché et populaire. Et ils ne voient rien venir.

Les conséquences de la politique gouvernementale de Khomeiny-Bani Sadr qui ne veulent ni ne peuvent pas rompre avec les lois du marché se font particulièrement sentir dans deux domaines : celui de l'inflation et du marché noir et le blocage de la réforme agraire.

SPECULATION ET MARCHÉ NOIR

Il y a une semaine, de violents incidents ont opposé, dans les quartiers sud de Téhéran, des ménagères qui protestaient contre les hausses des prix, à des boutiquiers. Lorsqu'elles commencèrent à renverser les étals et à distribuer la marchandise alentour, ceux-ci réagirent très violemment et les agressèrent à coups de gourdins et de couteaux. Plusieurs des ménagères en colère furent hospitalisées dans un état grave.

Si le blocus économique n'a guère affecté l'approvisionnement des marchés urbains iraniens en produits alimentaires, s'il n'y a pas de véritable pénurie, par contre la hausse des prix, la spéculation et le marché noir sont florissants.

Théoriquement, selon la législation en vigueur sous le chah, les prix des produits de première nécessité sont taxés et subventionnés par l'Etat et leur prix ne peuvent pas augmenter de plus de 10% l'an. Mais à ces prix officiels presque aucune marchandise n'est disponible. La «surcote» à payer peut varier de 40 à 300%. Des exemples: la viande officielle coûte 250 rials le kilo, mais il est impossible d'en trouver à moins de 600 rials. Idem pour les œufs théoriquement taxés à 145 rials le kilo, mais qu'il faut payer 200 rials. Le prix du pain est passé de 80 rials à 140.

Responsables: non pas les paysans qui voient les prix agricoles stagner, mais les intermédiaires, ce bazar qui semble assuré de son impunité depuis l'établissement de la République islamique. Le marché noir ou plutôt le marché «libre», tant il est peu discret porte aussi bien sur les œufs, la lessive et les détergents, que sur la viande, la farine, les cigarettes, les pièces détachées et les automobiles, le riz, les huiles végétales, le poisson (*Middle East, 8 days*).

Prenons le cas des œufs, qui font partie de la nourriture de base. La consommation est de 480 tonnes par jour dont un quart doit être importé de Hollande (avant ils venaient d'Israël). Au cours des six derniers mois, 8 000 tonnes ont été importées, mais 3 000 seulement ont été distribuées dans les circuits réguliers, taxés. Le reste s'est vendu sous le manteau et dans les arrière-boutiques.

Le cas le plus typique est celui de la farine de froment. L'Iran produit annuellement 5,5 millions de tonnes de blé et en importe un autre million de tonnes. Ce blé est subventionné à concurrence de 10 000 rials la tonne pour être distribué sur le marché taxé. En fait il se retrouve, sous forme de farine, de l'autre côté du golfe, à

Koweït et Dubai, où il est vendu le double...

Les comités Khomeiny de quartier envoient bien de temps en temps des brigades de vérification des prix et l'autre jour, on apprend qu'un tailleur bon chic bon genre du Nord de Téhéran vient de recevoir 30 coups de fouets pour avoir vendu une chemise un peu trop cher.

Mais rien n'est réellement fait pour lutter contre la spéculation: le bazar ne reste-t-il pas la base d'appui privilégiée du régime et de la hiérarchie chiite.

Pour enrayer la spéculation et le marché noir et surtout mettre fin à la dépendance alimentaire de l'Iran, il faudrait, de l'avis de tous les experts, même bourgeois, entamer une nouvelle réforme agraire, radicale, qui passe par la redistribution des terres, une refonte de la politique de crédits et de fixations des prix agricoles, un effort important et de longue haleine dans la formation, l'assistance sociale et l'aide technologique à la paysannerie.

LES VICISSITUDES DE LA RÉFORME AGRAIRE

Or ce n'est pas dans ce sens-là que va le gouvernement. En janvier 1979, avant même l'insurrection, certaines des plus hautes autorités religieuses du pays dénonçaient les occupations de terres (en particulier l'ayatollah Taleghani).

Après la mise en place de la République islamique, des affrontements au Turkomensarh se produisirent lorsque les paysans tukmènes commencèrent d'occuper les grandes propriétés spoliées par de riches persans, avec la complicité du gouvernement du chah.

L'offensive militaire entamée au mois d'août 79 par l'armée iranienne et les *pasdars* contre les kurdes fut déclenchée peu de temps après les premières occupations de

terres et la constitution de plusieurs shoras paysans au Kurdistan.

Durant le même mois d'août, le gouvernement Bazargan et le Conseil de la Révolution ont adopté un décret contre l'usurpation des terres agricoles qui prévoyait de rendre à leurs légitimes propriétaires toutes les terres, les ressources en eau, les vergers et les pépinières occupées illégalement depuis septembre 1978.

Dans un second texte de loi, le gouvernement Bazargan légitimait en septembre 1979 la réforme agraire du chah, ne fixait aucun plafond de superficie (la réforme du chah prévoyait que les anciens propriétaires ne pouvaient garder plus d'un village, le village étant l'unité de mesure de la grande propriété foncière.) Aucune nouvelle distribution de terres n'était prévue.

Or après la réforme agraire du chah, l'inégalité entre propriétaires reste très forte.

Selon le recensement agricole de 1974, 9,5 millions de paysans iraniens doivent vivre sur des propriétés de moins de 10ha qui représentent 33% des terres agricoles avec 5 400 000ha.

A l'autre bout de l'échelle, 9553 familles (60 000 personnes environ) possèdent 2 453 000ha (propriétés de plus de 100ha).

Après la chute du gouvernement Bazargan et face au développement des mouvements agraires, le nouveau sous-ministre de l'Agriculture, Reza Isfahani commença à claironner que le gouvernement allait immédiatement mettre en œuvre une réforme agraire radicale afin que la terre «appartienne à celui qui la travaille».

Un nouveau plan de réforme agraire fut élaboré, dont les axes directeurs restaient très modérés, en regard d'autres «révolutions vertes» faites par des régimes bourgeois. Il

s'agissait de redistribuer les terres appartenant aux grands propriétaires expropriés pour leur collusion avec l'ancien régime, ou appartenant à l'Etat. Il s'agissait enfin de fixer un plafond limite, assez élevé, à la superficie de terres que pouvait posséder un seul propriétaire. En fait ce plan de réforme agraire fut encore amendé en baisse, dans le sens d'un compromis avec la loi de septembre, à cause de l'opposition au sein du Conseil de la Révolution des représentants religieux de Quom et de Meshed. Quand on connaît les liens financiers, économiques, commerciaux, familiaux qui unissent le «bazar» aux grands et moyens propriétaires iraniens, quand on sait enfin comment le clergé chiite lui-même a toujours été l'un des tout premiers propriétaires par le biais des fondations religieuses (biens de main morte *waqf*), il n'est pas nécessaire d'aller chercher très loin les raisons de ce torpillage du plan Isfahani.

VERS DE NOUVELLES CONFRONTATIONS SOCIALES

La crise de l'économie iranienne, renforcée par la crise du système capitaliste international, par le blocus partiel de l'impérialisme et l'instabilité sociale dans le pays, réduit toujours un peu plus les marges de manœuvres du régime.

Après avoir accordé certaines revendications salariales, l'année dernière (notamment le relèvement des bas salaires de la classe ouvrière industrielle et des fonctionnaires subalternes), il devient chaque jour plus évident que ce régime, qui est incapable, pour des raisons sociales, de s'engager dans les plans de réformes même «démocratiques-bourgeoises» (réforme agraire) que nécessite la situation objective, est de moins en moins en condition d'accorder des concessions substantielles aux masses.

La veille du deuxième tour

du référendum, le dirigeant du Parti républicain islamique, l'ayatollah Behehti, appelait «à la redistribution totale de la richesse en Iran, pour que chaque iranien ait avant la fin de l'année, le même revenu». «Cette année doit être à tout prix l'année de la distribution égalitaire par tête de toute la production intérieure et de tous les autres biens parmi les iraniens.»

La marche au communisme en un an ! Il y a malheureusement loin de la réalité à ces discours de fin de campagne électorale.

L'exode rural a quadruplé l'année dernière, passant de 380 000 (moyenne des trois dernières années du régime pahlavi) à 1 500 000, dont plus du tiers est venu s'entasser dans les seuls bidonvilles de Téhéran.

Alors que les estimations émanant du gouvernement lui-même font état d'un nombre de chômeurs variant entre 3,5 et 4 millions de personnes, seuls 176 000 sans emplois sont officiellement secourus par les agences gouvernementales.

La distribution égalitaire de la richesse, telle que la pratique le gouvernement islamique tient en quelques statistiques: l'année dernière 7 milliards de rials ont été débloqués pour les logements ouvriers et 4 milliards de rials versés aux chômeurs. Par contre le montant de l'aide aux industriels a représenté 80 milliards de rials. Les dettes industrielles ont bénéficié d'un moratoire d'un an tandis que la réforme bancaire et la diminution des taux d'intérêts représentait un autre cadeau de 300 milliards de rials aux investisseurs.

Mais ces prébendes aux capitalistes ne suffiront pas pour relancer les investissements à une grande échelle. Il faudra pour ce faire porter de dures attaques contre l'ensemble des travailleurs et des masses laborieuses et tenter de leur infliger des défaites qu'elles n'ont pas encore subies. □